

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

« Vieux manoirs, vieilles maisons » :

la patrimonialisation des résidences seigneuriales sur la Côte-du-Sud

par

Mathieu LÉVESQUE-DUPÉRÉ

Mémoire présenté pour obtenir

la Maîtrise ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke

19 mars 2018

Résumé

Le régime seigneurial a profondément marqué le paysage du Québec. Aboli en 1854, il a laissé des traces, à la fois culturelles, sociales et matérielles. La région de la Côte-du-Sud est particulièrement représentative de l'influence seigneuriale, puisque de nombreux seigneurs et seigneuries s'y retrouvent. La présence de nombreux manoirs seigneuriaux en ces lieux en est la preuve matérielle.

Ces manoirs seigneuriaux font partie du patrimoine culturel du Québec. Par contre, tout comme les autres traces seigneuriales, ils ne sont pas tous considérés comme des objets méritant d'être conservés et d'obtenir la surveillance de l'État, même s'ils représentent des témoins importants du régime seigneurial au Québec. De fait, plusieurs conditions doivent être réunies pour qu'un bâtiment puisse faire partie de la liste des biens à protéger et à préserver.

Parmi les nombreux éléments patrimoniaux, les traces du paysage, des bâtiments, des monuments commémoratifs, des témoignages, des personnages historiques et des objets du passé seigneurial suscitent un intérêt considérable tant pour la population que la communauté scientifique. En particulier, le manoir seigneurial demeure un symbole prédominant dans le paysage culturel du Québec qui permet de rappeler la matérialisation d'un pan incontournable de l'histoire du Québec.

Cependant, ce ne sont pas tous les manoirs seigneuriaux qui ont été protégés par l'État, plusieurs d'entre eux ont disparu, ont subi des modifications majeures ou encore ont été complètement transformés. En effet, pour que les manoirs seigneuriaux puissent obtenir un statut particulier afin d'être préservés, ils ont dû passer par un processus de patrimonialisation complexe et variable, que cette étude vise à comprendre. Les manoirs à l'étude sont ceux de Montmagny, Cap-Saint-Ignace, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Roch des Aulnaies, La Pocatière et Kamouraska.

Mots clés : Patrimonialisation, patrimoine, patrimoine culturel du Québec, Côte-du-Sud, manoir seigneurial, persistance, régime seigneurial, seigneurie, seigneur

Remerciements

La rédaction d'un mémoire de maîtrise est un travail laborieux parsemé d'embûches. Pour cette raison, je prends le temps d'écrire quelques lignes afin de souligner le soutien et le courage que m'a apportés tout mon entourage, puisqu'il est largement tributaire de la fin de cette tâche.

J'aimerais remercier chaleureusement dans un premier temps mon directeur de recherche, monsieur Benoît Grenier pour avoir cru en mes capacités pour la réalisation d'un tel projet. De même, je lui suis très reconnaissant pour les opportunités qu'il m'a offertes au cours de mon cheminement car elles m'ont permis d'améliorer mes compétences. Je m'estime donc privilégié d'avoir été supervisé par un professeur exemplaire tout au long de ce parcours.

Mes remerciements vont également à Léon Robichaud et Jean-René Thuot pour leur lecture attentive et leurs conseils judicieux.

Je remercie le Centre interuniversitaire d'études québécoises (Ciéq) pour m'avoir octroyé une bourse de séjour de terrain en 2016 afin de faciliter mes déplacements à travers la région à l'étude. En outre, je remercie la Seigneurie des Aulnaies de m'avoir autorisé à consulter ses archives. J'exprime aussi ma gratitude à ceux qui ont bien voulu répondre à mes questions lors de mon enquête, particulièrement à madame Pierrette Maurais de la *Société historique de la Côte-du-Sud*.

Je souhaite remercier mon entourage lors de ce périple dont mes collègues de travail et amis : Jules-Valéry Perras-Foisy, Cédrik Lampron, Jean-Simon Legault St-Amour, Patrick Blais, Jean-Michel Daoust, Félix-Antoine Têtu, Philippe Ménard, Jérôme Desharnais, Michel Morissette, Jonathan Fortin et plusieurs autres, le tout incluant mes coéquipiers de hockey qui m'ont permis de garder un esprit sain dans un corps sain.

Je dois remercier tout spécialement Virginie Cogné qui m'a accompagné tout au long de ce parcours par ses encouragements et ses conseils qui m'ont permis de rester sur la bonne voie.

Enfin, je souhaite remercier mes parents, Guylaine et André, qui m'ont toujours soutenu et cru en moi.

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
1. L'entreprise patrimoniale du manoir seigneurial	3
1.1. Du patrimoine à la patrimonialisation	4
1.2 Le patrimoine seigneurial : une historiographie en chantier?	8
1.3 Définitions	10
2. Problématique.....	16
3. Hypothèse	17
4. Sources et méthodologie.....	18
CHAPITRE 1 : LA CÔTE-DU-SUD : UN MICROCOSME SEIGNEURIAL.....	24
1. L'évolution seigneuriale de la Côte-du-Sud	24
1.1. La formation d'une région « seigneuriale » au XVII ^e siècle	25
1.2 Le XVIII ^e : Un état des lieux et la fin de la Nouvelle-France	27
1.2.1 Les aveux et dénombrements.....	27
1.2.2 Le traumatisme de 1759.....	31
2. Les seigneurs de la Côte-du-Sud : un portrait.....	33
2.1 Les premiers seigneurs : les plus méritants?.....	33
2.1.1 <i>Charles Huault de Montmagny, premier seigneur de la Rivière-du-Sud.....</i>	<i>34</i>
2.1.2 <i>Nicolas Gamache, premier seigneur à Cap-Saint-Ignace</i>	<i>36</i>
2.1.3 <i>Noël Langlois, premier seigneur de Saint-Jean-Port-Joli</i>	<i>37</i>
2.1.4 <i>Nicolas Juchereau de Saint-Denis, premier seigneur de Saint-Roch-des-Aulnaies (Grande Anse)</i>	<i>38</i>
2.1.5 <i>François Pollet de la Combe Pocatière premier seigneur de La Pocatière</i>	<i>39</i>
2.1.6 <i>Olivier Morel de la Durantaye, premier seigneur de Kamouraska</i>	<i>40</i>
3. Le patrimoine seigneurial des « dynasties » de la Côte-du-Sud	42
3.1 Montmagny et les Couillard	42
3.2 Cap-Saint-Ignace et les Gamache	44
3.3 Saint-Jean-Port-Joli et les Aubert	45
3.4 Saint-Roch-des-Aulnaies sous les Juchereau et les Dionne.....	46
3.5 La Pocatière sous Juchereau, d'Auteuil et Dionne	47
3.6 Kamouraska et ses familles seigneuriales.....	47
Conclusion	49

CHAPITRE 2 : LORSQUE LA SEIGNEURIE (OU LE SEIGNEUR) S'IMPOSE : LES TÉMOINS FORTS DU RÉGIME SEIGNEURIAL DE LA CÔTE-DU-SUD 50

1. Le patrimoine de Saint-Jean-Port-Joli	51
1.2 Biens au registre du patrimoine culturel	52
1.2.1. <i>La place occupée par le patrimoine religieux.....</i>	<i>52</i>
2. Le patrimoine de Saint-Roch-des-Aulnaies.....	53
2.1. La place occupée par le patrimoine religieux	54
3. Le manoir Aubert de Gaspé	55
3.1 Histoire du manoir	55
3.1.1. <i>Les occupants du manoir</i>	<i>59</i>
3.2 Les fonctions du site Philippe-Aubert-de-Gaspé	61
3.3 Son statut et sa valeur patrimoniale	62
3.4. Les agents de patrimonialisation.....	63
3.4.1 <i>Pierre-Georges Roy et Raymonde Gauthier</i>	<i>63</i>
3.4.2 <i>Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé</i>	<i>65</i>
3.4.4 <i>Lorsque la municipalité s'impose</i>	<i>66</i>
4. Le domaine seigneurial des Aulnaies.....	67
4.1 Histoire du manoir	68
4.1.2. <i>Les occupants du manoir</i>	<i>70</i>
4.2 La fonction du manoir aujourd'hui	71
4.3 Son statut et sa valeur patrimoniale	71
4.4 Les agents de patrimonialisation.....	74
4.4.1. <i>Pierre-Georges Roy et Raymonde Gauthier</i>	<i>74</i>
4.4.2 <i>La Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies</i>	<i>76</i>
4.4.3 <i>Société historique de la Côte-du-Sud</i>	<i>77</i>
4.4.4. <i>Individu particulier</i>	<i>78</i>
4.4.5 <i>Lorsque le Ministère s'impose</i>	<i>78</i>
5. La mémoire seigneuriale en action	82
5.1. Toponymie seigneuriale.....	82
5.2 Biens matériels seigneuriaux	84
5.3 Diffuser la mémoire seigneuriale?	86
<i>L'imaginaire seigneurial construit par la population</i>	<i>90</i>

CHAPITRE 3: LORSQUE LE PATRIMOINE SEIGNEURIAL DEMEURE TIMIDE: DES TÉMOINS DU RÉGIME SEIGNEURIAL PROTÉGÉS.....	93
1. Le patrimoine de Montmagny et Cap-Saint-Ignace : un contexte patrimonial.....	93
1.1 L'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité du patrimoine seigneurial de Montmagny et de Cap-Saint-Ignace	96
2. Les moulins.....	97
2.1 Le moulin Jean-Baptiste Couillard-Dupuy de Montmagny.....	97
2.2 Le moulin de William-Randall Patton de Montmagny.....	99
2.3 Le moulin à vent Vincelotte de Cap-Saint-Ignace.....	101
2.4 Le moulin Ouellet de Cap-Saint-Ignace	103
3. Les manoirs	105
3.1 Le manoir des Érables de Montmagny	106
3.2 Le manoir Chenest de Cap-Saint-Ignace	108
3.3 Le manoir et four à pain Couillard.....	110
3.4 Le manoir Gamache.....	113
4. Le statut et la valeur patrimoniale : un reflet de la mémoire seigneuriale? ...	118
4.1 Les valeurs patrimoniales des manoirs Couillard et Gamache	119
4.2 Le reflet seigneurial de la patrimonialisation du manoir Couillard	120
4.3 Le reflet seigneurial de la patrimonialisation du manoir Gamache	123
Conclusion	125
CHAPITRE 4 : LE PATRIMOINE SEIGNEURIAL SOUS-ESTIMÉ DE LA CÔTE- DU-SUD.....	127
1. Le patrimoine seigneurial enfoui de La Pocatière : un contre-exemple de patrimonialisation.....	128
1.1 Les manoirs Dionne : quelques points en commun	128
1.2 Une mémoire seigneuriale déficiente des agents de patrimonialisation	131
1.3 L'absence de la mémoire seigneuriale de La Pocatière	135
2. Le manoir de Kamouraska : une mémoire partie en fumée?.....	138
2.1 Les propriétaires du manoir	141
2.2 L'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité d'un manoir sous-estimé	144
3. Les processus de patrimonialisation de Kamouraska : une démarche culturelle 	144

4. Le patrimoine seigneurial de Kamouraska dans la culture.....	146
4.1 Le manoir Taché et Anne Hébert.....	146
4.2 <i>Kamouraska</i> au grand écran.....	147
4.3 <i>Cormoran</i> : une nouvelle vocation du manoir Taché	148
5. Kamouraska : un village touristique	151
CONCLUSION	154
BIBLIOGRAPHIE	178

Liste des abréviations

ACSCSA	Archives de la Côte-du-Sud et du Collège Sainte-Anne (La Pocatière)
AMQ	Association des Moulins du Québec
APMAQ	Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
PRDH	Programme de recherche en démographie historique
RPCQ	Répertoire du patrimoine culturel du Québec
RSVSL	Répertoire seigneurial de la vallée du Saint-Laurent
SHBMSH	Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire
SHCDS	Société historique de la Côte-du-Sud
SNRRS	Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales

Liste des tableaux

Tableau 1 - L'intensité de l'occupation de la Côte-du-Sud en 1725.....	29
Tableau 2 – Répartition des seigneuries selon le début de leur occupation en 1725 (par gouvernement et région)	30
Tableau 3 – La patrimoine de Montmagny et de Cap-Saint-Ignace selon le répertoire du patrimoine culturel du Québec	94
Tableau 4: Les propriétaires du manoir de Kamouraska à partir de 1723	143

Table des figures

Figure 1 – Le manoir de la famille Aubert de Gaspé, vers 1900	57
Figure 2 – La maison des Leclerc	58
Figure 3 – Reconstitution du manoir de Philippe Aubert de Gaspé.....	59
Figure 4 – Façade du manoir des Aulnaies avec vu sur les avancés.....	68
Figure 5 – Domaine seigneurial des Aulnaies. Vue arrière	74
Figure 6 – Le moulin à farine Jean-Baptiste Couillard-Dupuy.....	98
Figure 7 – Le moulin de William-Randall Patton.....	101
Figure 8 – Le moulin à vent de Vincelotte. Vue avant	103
Figure 9 – Le moulin Ouellet.....	105
Figure 10 – Le Manoir des Érables	108
Figure 11 – Le manoir Chenest ou Beaubien.....	109
Figure 12 – Le Manoir Couillard	113
Figure 13 – La plaque explicative sur le terrain du manoir Gamache	116
Figure 14 – Le manoir Gamache.....	117
Figure 15 – Le manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies habité par Pascal Amable Dionne.....	129
Figure 16 – Le manoir Dionne de La Pocatière, vers 1925	130
Figure 17 – L'ancien manoir Dionne devenu la maison de Joseph Harton à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, mai 1973.....	133
Figure 18 – Le manoir Dionne, aujourd'hui	133
Figure 19 – Logo Les Seigneurs de La Pocatière	137
Figure 20 – Toile du manoir Taché 1937.....	141
Figure 21 – La villa Cormoran.....	142
Figure 22– Le portail du manoir Cormoran	149
Figure 23 – Le portail du manoir Cormoran, vue transversale	150

Liste des annexes

ANNEXE A : Carte des seigneuries de la Côte du Sud	161
ANNEXE B : Les manoirs seigneuriaux dans le patrimoine culturel du Québec avec CartoDB.....	162
ANNEXE C : Aire de protection du manoir des Aulnaies	172
ANNEXE D : Lettre pour une demande de classement pour le manoir de Saint- Roch des Aulnaies	173
ANNEXE E : La patrimonialisation, vue sous l'angle du cycle d'investissement patrimonial.....	174
ANNEXE F : Correspondance entre Gérard Morisset et « votre tout dévoué » du 24 novembre 1958 au 11 juin 1959.....	175

INTRODUCTION

La riche histoire du Québec a laissé un important héritage patrimonial. Aujourd'hui, ces legs constituent des composantes du patrimoine, par lequel la population entretient un rapport à son passé¹. Depuis un siècle, cette relation entre la population et les vestiges du passé a considérablement évoluée. En 1922, le gouvernement du Québec crée la Commission des monuments historiques, composée de quatre commissaires : Pierre-Georges Roy, Victor Morin, Édouard-Zotique Massicotte et William D. Lighthall², ils avaient comme objectif de « faire connaître à un public averti les reliques du passé canadien-français³ ». Cette commission réalise d'abord trois ouvrages pour inventorier les biens susceptibles de nécessiter un classement pour les préserver : *Les monuments commémoratifs*⁴, *Les vieilles églises de la province de Québec*⁵ et *Vieux manoirs, vieilles maisons*⁶. Le titre du mémoire se veut justement un clin d'œil à ce dernier ouvrage de Pierre-Georges Roy. On remarque dans ces ouvrages un intérêt marqué de la part des autorités pour les biens commémoratifs, les lieux de culte et les résidences privées. Parallèlement à ces ouvrages, la Commission instaure un programme pour installer des

¹ Jean-René Thuot, préface dans Robert Larin et Marie-Joëlle Larin-Lampron, *Le Manoir Rioux-Belzile à Trois-Pistoles. Histoire d'une maison, d'une famille, d'une société et d'un village*, Québec, Septentrion, 2013, p. 16.

² Pour une analyse de plusieurs acteurs de la Commission des monuments historiques voir Étienne Berthold, *Patrimoine, culture et récit l'île d'Orléans et la place Royale de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 221 p.

³ *Ibid.*, p. 58.

⁴ Pierre-Georges Roy, *Les monuments commémoratifs*, Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1923, 315 p.

⁵ Pierre-Georges Roy, *Les vieilles églises de la province de Québec*, Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1925, 323 p.

⁶ Pierre-Georges Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1927, 376 p.

plaques commémoratives sur des lieux jugés importants, mais sans apporter aucune aide ou de restriction sur les biens visés. C'est sous le terme de monument historique que les premières formes de patrimoine sont apparues. En 1929, on assiste aux trois premiers classements patrimoniaux : la Maison des Jésuites-de-Sillery⁷, le Château De Ramezay⁸ et l'Église de Notre-Dame-des-Victoires⁹. Avec ces trois premiers classements, on remarque qu'à cette époque, le patrimoine protégé et valorisé par l'État était essentiellement relié à la période de la Nouvelle-France et en lien avec la colonisation, les résidences officielles et le caractère religieux du Québec¹⁰. Après ces premières « patrimonialisations », on constate, à la fin des années 1950, que les autorités s'emploient majoritairement à protéger les églises érigées avant 1850 sans nécessairement prioriser celles datant du régime français, en les inscrivant au registre du patrimoine de façon systématique. À partir des années 1960, ce sont les résidences en milieu rural qui suscitent l'intérêt de la Commission. Puis, à compter des années 1970, on assiste à un éclatement des balises patrimoniales établies. En effet, plusieurs initiatives individuelles, de corporations et de comités de sauvegarde pour restaurer divers biens surgissent dans l'objectif de faire accéder les bâtiments qu'ils désirent au registre du patrimoine¹¹. En

⁷ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Maison des Jésuites-de-Sillery », [En ligne], http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92887&type=bien#.VgvqQvl_Oko, page consultée le 20-10-2017.

⁸ *Idem*, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Château De Ramezay », [En ligne], http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92534&type=bien#.VgvqQ_1_Oko, page consultée le 20-10-2017.

⁹ *Idem*, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Église de Notre-Dame-des-Victoires », [En ligne], http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92776&type=bien#.VgvqWvl_Oko, page consultée le 20-10-2017.

¹⁰ Lucie K. Morisset et Luc Noppen, « De la ville idéale à la ville idéale : l'invention de la place royale à Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, n° 4, 2003, p. 472.

¹¹ Alain Laberge et al., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 551.

somme, pour les autorités et la population, les enjeux en patrimoine sont de préserver les biens représentant un héritage primordial à garder pour les générations futures.

1. L'entreprise patrimoniale du manoir seigneurial

Compte tenu de l'intérêt manifeste, dès les débuts de l'entreprise patrimoniale, pour la Nouvelle-France, les habitations en milieu rural, les résidences officielles, les manoirs et les vieilles maisons, on aurait pu croire en une patrimonialisation systématique des anciens manoirs seigneuriaux. Il semble y avoir eu, au contraire, un oubli partiel dans cette démarche de patrimonialisation¹². Le manoir seigneurial est pourtant un lieu exemplaire qui témoigne des vestiges de la Nouvelle-France, faisant écho au mythe bien enraciné du seigneur tenant « feu et lieu » sur son domaine¹³. C'est l'endroit qui manifeste l'autorité du seigneur sur ses censitaires par le paiement sur place des diverses redevances. C'est un lieu distinctif par le caractère généralement cossu de ces demeures (parfois carrément appelées châteaux) et situées sur les domaines qui sont aussi souvent les plus grandes terres en culture dans une localité¹⁴. La coutume de la plantation du mai devant le manoir constitue un exemple de sociabilité seigneuriale¹⁵. Il s'agit aussi d'un lieu qui peut symboliser l'oppression et se voir investi par les habitants en périodes troubles, notamment lors de la Rébellion des Patriotes de 1837-1838¹⁶.

¹² Dans le registre du patrimoine culturel, on dénombre en 2018 11 moulins datant de la Nouvelle-France et seulement 23 manoirs seigneuriaux, dont 14 ont été construits au XIX^e siècle.

¹³ Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la nouvelle France. Présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 41.

¹⁴ Alain Laberge, *Portraits de campagne la formation du monde rural laurentien au XVIII^e siècle*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2010, p. 101-102.

¹⁵ Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 97.

¹⁶ Allan Greer, *Habitants et patriotes : la rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997, p. 257.

En somme, si l'historiographie admet que le manoir seigneurial a constitué un lieu de pouvoir et une manifestation des inégalités sociales dans le monde rural du Québec préindustriel, ce ne sont pas tous les manoirs seigneuriaux qui ont été protégés par l'État. Plusieurs manoirs ont disparu, ont subi des modifications majeures ou encore ont été complètement transformés. En effet, pour que les manoirs seigneuriaux puissent être préservés, ils ont dû passer à travers un processus de patrimonialisation complexe et variable que cette étude vise à comprendre. Nous avons choisi le manoir seigneurial comme patrimoine seigneurial à analyser puisqu'il représente à notre avis un témoin emblématique du régime seigneurial au Québec. Cependant, il ne s'agit pas de la seule composante du patrimoine seigneurial; les moulins constituent aussi un témoin fort du régime seigneurial, mais puisqu'ils connaissent un engouement plus important de la part des spécialistes¹⁷ et de la population, nous avons préféré nous pencher spécifiquement sur le cas du manoir seigneurial, un symbole fort du régime seigneurial, mais peu analysé en tant qu'ensemble.

1.1. Du patrimoine à la patrimonialisation

Comme nous l'avons mentionné, le patrimoine est un concept large qui tire son origine de notre histoire. Dans l'objectif de clarifier ce qui est considéré comme « patrimonial », le gouvernement du Québec a identifié différentes formes de patrimoine. Nous avons déjà mentionné les premiers exemples de patrimonialisation, ceux qui

¹⁷ Voir notamment pour les moulins : Archéotec inc., *Patrimoine archéologique des moulins du Québec*, Étude produite pour le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans le cadre de la participation du Québec au Répertoire canadien des Lieux patrimoniaux, 2008, 140 p., Association des moulins du Québec (AMQ), [En ligne] <http://www.lesjourneesdesmoulins.com/nouvelle-page.ws>, page consultée le 20-10-2017 ; Francine Adam, *Les moulins à eau du Québec: du temps des seigneurs au temps d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2009, 190 p. et Samantha Rompillon et Alain Roy, « Une trace mythique : les moulins laurentiens », dans Marc Saint-Hilaire et al., *Les traces de la Nouvelle-France au Québec et en Poitou-Charentes*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 206-209.

suivirent, ont pris plusieurs formes différentes, conduisant à un éclatement de la patrimonialisation au tournant du XXI^e siècle.

La suite de la patrimonialisation des biens immobiliers est celle des biens mobiliers. En effet, les premiers objets au patrimoine mobilier apparaissent en 1957 et il s'agit sans surprise d'objets religieux¹⁸. En 1960 on assiste à la première patrimonialisation d'un site historique : la place d'Armes, à Trois-Rivières¹⁹. En vertu de la *Loi relative aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques*²⁰, un lieu regroupant un ensemble de bâtiments ou un lieu où un événement important de l'histoire du Québec s'est produit peuvent être classés. Trois ans après la patrimonialisation de la place d'Armes à Trois-Rivières, le terme « d'arrondissement historique » apparaîtra, avec le classement du Vieux-Québec²¹. De cette façon, on essaie de préserver un ensemble représentatif d'une thématique particulière du passé québécois. Puis, dans les années 1970 on assiste à de nouvelles catégories pour le patrimoine que sont l'arrondissement naturel et le site archéologique.

¹⁸ L'orgue Déry et le baldaquin de l'église de Saint-François-de-Sales sont les deux premiers biens mobiliers à paraître pour ce type de patrimoine. Pour le mobilier seigneurial il faut attendre jusqu'en 2001. Un seul cas de ce genre se retrouve dans le répertoire du patrimoine et il s'agit du mobilier de la maison Louis-Bertrand et il est important de préciser que l'aspect seigneurial est très peu mis de l'avant. Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=95137&type=bien#.VghDp8t_Oko (orgue), http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=95135&type=bien#.VghDpst_Oko (baldaquin) et http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=93445&type=bien#.VghdUst_Oko (mobilier de la maison Louis-Bertrand), pages consultées le 20-10-2017

¹⁹ Conseil du patrimoine culturel du Québec, [En ligne], <http://www.cpcq.gouv.qc.ca/index.php?id=histoire>, page consultée le 20-10-2017.

²⁰ *Loi relative aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques*, 11-12 Eliz. II, c. 1952.

²¹ Conseil du patrimoine culturel du Québec, *loc. cit.*

Au tournant du millénaire, un intérêt particulier pour la patrimonialisation se manifeste, notamment par les travaux de Martin Drouin sur la valorisation du paysage bâti de la ville de Montréal et sur les efforts de patrimonialisation déployés par l'organisme Sauvons Montréal²². De plus, le patrimoine religieux obtient aussi une attention particulière dans le contexte de la disparition ou de la transformation des églises, problématique dont rend compte l'ouvrage de Luc Noppen et Lucie K. Morisset²³. Si les réflexions et travaux relatifs au patrimoine religieux ont été nombreux²⁴, et les travaux de Morisset et Noppen²⁵ influents, on ne peut en dire autant de la question du patrimoine seigneurial. Pour comprendre cet intérêt moindre, il est important de rappeler d'entrée de

²² Voir notamment : Martin Drouin, « Identité et mise en valeur du patrimoine au Québec », dans Cristina Bucina et Nicolas Simard, dir., *L'identité - zones d'ombre*. Québec, Les cahiers du CÉLAT, 2002, p. 161-170. ; Martin Drouin, « Les groupes voués à la sauvegarde du patrimoine et les enjeux de l'identité urbaine dans le Montréal des années 1970 », dans Frédéric Lasserre et Aline Lechaume, dir., *Le territoire pensé : géographie des représentations territoriales*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 297-312. ; Martin Drouin, *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, 386 p. ; Martin Drouin, (dir.), *Patrimoine et patrimonialisation : du Québec et d'ailleurs*, Québec. Éditions MultiMondes, 2006, 256 p. ; Martin Drouin, « Parcourir le Vieux-Montréal : offre touristique et interprétation du patrimoine », dans Paul-André Linteau et Joanne Burgess, dir., *Le Vieux-Montréal, un « quartier d'histoire »*, Québec, Éditions Multimondes, 2010, p. 79-92. ; Martin Drouin et Anne Richard-Bazire (dir.), *La sélection patrimoniale, Québec*, Éditions MultiMondes, 2011, 374 p.

²³ Luc Noppen et Lucie K. Morisset, *Les églises du Québec : un patrimoine à réinventer*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, 434 p.

²⁴ Entre autres : Brigitte Basdevant-Gaudem, Marie Cornu, Jérôme Fromageau, Groupe de recherche sur le droit du patrimoine culturel et naturel et Centre droit et sociétés religieuses (Université Paris-Sud), dir., *Le patrimoine culturel religieux : enjeux juridiques et pratiques culturelles*, Paris, L'Harmattan, 2006, 349 p. ; Koliny Chhim et Musée de la civilisation, *Patrimoine religieux : problématiques, réflexions et pistes de solutions*, Québec, Musée de la civilisation, 2005, 68 p. ; Serge Filion, Marie-Josée Deschênes et Commission de la Capitale nationale du Québec, *Le patrimoine religieux*, Québec, Commission de la Capitale nationale Québec, 2004, 8 p. ; Solange Lefebvre, *Le patrimoine religieux du Québec éducation et transmission du sens*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 416 p. ; Guy-André Roy et Andrée Ruel, *Le patrimoine religieux de l'Île d'Orléans*. Québec, Ministère des affaires culturelles, 1982, 313 p.

²⁵ Voir notamment : Luc Noppen, *Les églises du Québec, 1600-1850*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977, 298 p. ; Luc Noppen et Lucie K Morisset, *Lieux de culte situés sur le territoire de la ville de Québec*, Québec, Service de l'urbanisme, 1994 ; Luc Noppen et Lucie K Morisset, *Art et architecture des églises à Québec : foi et patrie*, Québec, Ministère de la culture et des communications du Québec, 1996, 179 p. ; Luc Noppen, Lucie K Morisset et Robert Caron, *Colloque international sur l'avenir des biens d'Église : La conservation des églises dans les villes-centres : actes du Premier Colloque international sur l'avenir des biens d'Église, Québec, juin 1997*, Québec, Septentrion, 1997, 202 p. ; Thomas Coomans, Luc Noppen et Lucie K Morisset, *Quel avenir pour quelles églises? What future for which churches?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, 608 p.

jeu qu'à la différence des églises, le manoir est un bâtiment privé. En effet, la population locale a moins de sentiment d'investissement collectif dans le manoir que dans l'église, étant donné que c'est la paroisse, donc la collectivité, qui a payé pour la construction de l'église et que celle-ci est perçue comme un bien collectif. Cette caractéristique explique sans doute en partie que la prise de conscience collective envers le manoir n'ait pas été aussi importante. De plus, la lente disparition de la propriété seigneuriale, contrairement à celle de la pratique religieuse qui fut plus brutale avec la Révolution tranquille, a nécessairement joué un rôle dans cet oubli²⁶.

Dans ce mémoire nous nous intéresserons principalement au patrimoine immobilier, à travers la lorgnette gouvernementale, par l'entremise du manoir seigneurial, mais sans nécessairement négliger les autres formes de patrimoine qui peuvent y être associées comme le patrimoine mobilier et le patrimoine immatériel, lequel comprend les pratiques, les personnages et les groupes historiques. Cependant, le patrimoine immatériel sera surtout abordé comme un critère permettant de « patrimonialiser » un bien puisqu'il est impossible d'effectuer une analyse systématique des éléments présents au patrimoine immatériel, lequel demeure en chantier. En effet, le patrimoine immatériel est officiellement reconnu seulement depuis 2011. Par exemple, en ce qui concerne les personnages historiques, il y a un total de 77 individus enregistrés au patrimoine, dont quatre seulement sont des seigneurs. La patrimonialisation est un objet d'étude de plus en plus prisé des spécialistes et on remarque une forte croissance des études dans ce domaine.

²⁶ Benoît Grenier, « Les paradoxes de la mémoire seigneuriale au Québec : entre mythologie et oubli », dans *Mémoires canadiennes. Actes du colloque de l'Association française d'études canadiennes*, Rennes 2013, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, sous presse.

1.2 Le patrimoine seigneurial : une historiographie en chantier?

Aujourd'hui, lorsqu'on observe les études sur le régime seigneurial datant du XIX^e siècle, on évoque une vision particulièrement traditionaliste, qui se caractérise par une conception favorable envers le régime seigneurial. Le « père » de l'histoire canadienne-française, François-Xavier Garneau, concevait déjà le régime seigneurial de façon très positive. Il va jusqu'à décrire le seigneur comme un rouage essentiel à la colonisation en le caractérisant de « fermier²⁷ ». Plus récemment, l'historiographie du régime seigneurial a considérablement évolué vers une histoire éclatée²⁸, et ce même si une interprétation majoritairement traditionaliste semble demeurer omniprésente au sein du grand public²⁹. De son côté, l'historiographie sur le patrimoine et les processus de patrimonialisation est très récente et toujours en pleine expansion en plus d'être le fruit d'approches interdisciplinaires. Par contre, les études sur le patrimoine seigneurial comme telles, sont très peu nombreuses. De fait, il s'agit principalement d'inventaires de la Commission des biens culturels du Québec, de la Commission des monuments historiques, du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, d'associations indépendantes et de sociétés d'histoire qui entreprennent la réalisation d'ouvrages sur les manoirs et les moulins du monde seigneurial. En ce qui concerne la production historique sur les manoirs seigneuriaux, seuls quelques spécialistes (Étienne Berthold³⁰, Maude Flamand-

²⁷ François-Xavier Garneau, *Histoire du Canada* (première édition), Québec, Aubin, 1845. p. 314.

²⁸ S'inscrivant dans une perspective d'histoire sociale, ces historiens développent une historiographie éclatée par les différents points de vue qu'ils portent sur le régime seigneurial. Notamment : Françoise Noël, *The Christie Seigneurie. Estate, Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montréal/Toronto, McGill-Queen's University Press, 1992, 222 p. ; Colin M. Coates, *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*, Sillery, Septentrion, 2003 [2000], 262 p. ; Benoît Grenier, *Marie-Catherine Peuvret (1667-1739). Veuve et seigneuresse en Nouvelle-France*, Sillery, Septentrion, 2005, 260 p.

²⁹ Michel Morissette et Olivier Lemieux, « Le Régime seigneurial : un regard sur les manuels (2ème partie) », *Traces*, vol. 51, no 2, printemps 2013, p. 38-42.

³⁰ Berthold, *op. cit.*, 2012, 221 p.

Hubert³¹, Robert Larin et Marie-Joëlle Larin-Lampron³² et Jean-René Thuot³³) ont évoqué ce type de bien patrimonial. Et encore, dans la plupart des cas, ils abordent très brièvement la composante seigneuriale. Seules les études de Larin et Larin-Lampron et de Thuot se consacrent entièrement au patrimoine seigneurial. Signalons enfin que l'*Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*³⁴ ne contient que deux articles liés au patrimoine seigneurial : ceux de Benoît Grenier sur la seigneurie de Beauport³⁵ et de l'ethnohistorien Serge Saint-Pierre sur Philippe Aubert de Gaspé et son manoir³⁶. Ainsi, ce mémoire sur la patrimonialisation des manoirs seigneuriaux du Québec s'inscrira dans une historiographie à la fois récente et en construction, mais surtout dans une volonté de combler en partie un vide relatif au patrimoine seigneurial.

³¹ Maude Flamand-Hubert, « La maison Louis-Bertrand : lieu de mémoire et d'histoire », dans Karine Hébert et Julien Goyette, dir., *Histoire et idées du patrimoine, entre régionalisation et mondialisation*, Québec, éditions MultiMondes 2010, p. 141-160.

³² Robert Larin et Marie-Joëlle Larin-Lampron, *op. cit.*

³³ Jean-René Thuot, « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires », dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion. 2016. *Idem.*, « Patrimonialisation des mémoires, mémoire de la patrimonialisation : le cas de L'Isle-Verte », communication inédite présentée dans le cadre de la Journée d'étude en patrimoine à organisée dans le cadre du Forum canadien de recherche publique en patrimoine, Centre Joseph-Charles-Taché de l'UQAR, 20 janvier 2012 et *idem.*, préface de Larin et Larin-Lampron, *op.cit.*

³⁴ L'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française est une ressource multimédia en ligne depuis 2008 (http://www.ameriquefrancaise.org/fr/#.VgAfQN9_Oko), financée en partie dans le cadre du programme Fonds interactif du Canada de Patrimoine canadien. L'objectif poursuivi par l'encyclopédie est de décrire le patrimoine par la participation de spécialistes sur la question en présentant les principaux éléments patrimoniaux de l'Amérique française. De plus, l'encyclopédie veut créer un lieu de réflexion et d'exploration sur les manières dont le patrimoine se constitue.

³⁵ Benoît Grenier, « Seigneurie de Beauport », Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-290/Seigneurie%20de%20Beauport#.VPzPR_mG-So, page consultée le 20-10-2017.

³⁶ Serge Saint-Pierre, « Philippe-Aubert de Gaspé, Des Anciens canadiens au Musée de la mémoire vivante », Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-265/Philippe-Aubert%20de%20Gasp%C3%A9.%20Des%20Anciens%20canadiens%20au%20Mus%C3%A9e%20de%20la%20m%C3%A9moire%20vivante#.VTVmqyF_Oko, page consultée le 20-10-2017..

1.3 Définitions

Cette recherche comporte plusieurs éléments à définir pour bien comprendre le statut du bâtiment protégé. Ainsi, le patrimoine, la patrimonialisation, les agents de la patrimonialisation, le manoir, la mémoire seigneuriale et l'intérêt patrimonial feront l'objet d'une brève réflexion.

Tout d'abord, le terme patrimoine est polysémique. Il peut représenter l'héritage transmis d'une génération à une autre et les études sur la transmission du patrimoine ont représenté un champ prolifique pour les historiens³⁷. Mais selon le dictionnaire Larousse, le patrimoine est : « Ce qui est considéré comme l'héritage commun d'un groupe : Le patrimoine culturel d'un pays ³⁸ ». C'est dans cette optique qu'on analysera le patrimoine. Plus précisément, il sera question surtout des legs seigneuriaux à la société et plus précisément des manoirs seigneuriaux. Par ailleurs, les définitions du patrimoine sont souvent influencées par les lois en vigueur lors de la patrimonialisation du bien. Selon ces lois, le patrimoine est tantôt synonyme de monument, d'objet ou bien. Ainsi, la loi de

³⁷ Notamment les travaux de : Rolande Bonnain, Gérard Bouchard et Joseph Goy, dir. *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris et Lyon, Villeurbanne et Presses universitaires de Lyon, 1992, 434 p. ; Gérard Bouchard, et Joseph Goy, dir. *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècle)*, Chicoutimi et Paris, SOREP et EHESS, 1990, 388 p. [colloque tenu à Montréal en février 1990] ; Gérard Bouchard, John A. Dickinson et Joseph Goy, dir. *Les terres en France et au Québec XVII^e-XX^e siècles*, Sillery, Septentrion, 1998, 336 p. [colloque tenu à Montréal en juin 1997] ; Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot, dir. *Société rurale dans la France de l'Ouest et au Québec (XVII^e-XX^e siècles). Actes des colloques de 1979 et 1980*, Montréal et Paris, Université de Montréal et École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1981, 254 p. ; Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot, dir. *Évolution et éclatement du monde rural. Structures, fonctionnement et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises. XVII^e-XX^e siècles*, Paris et Montréal, Éditions de l'EHESS et Presses de l'Université de Montréal, 1986, 518 p. [colloque tenu en 1982 à Rochefort] ; François Lebrun et Normand Séguin, dir. *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles. Actes du colloque franco-québécois de Québec (1985)*, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, 416 p. ; Hubert Watelet, « Ombres et lumières d'un vaste projet : L'histoire rurale comparée de la France de l'Ouest et du Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 2 (automne 1989), p. 233-245. ; Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique : population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Québec, Boréal, 1996, 636 p.

³⁸ Dictionnaire Larousse en ligne, « patrimoine », [en ligne], <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/patrimoine/58700?q=patrimoine#58342>, page consultée le 21-04-2017

1922, définissait le patrimoine comme: « Les immeubles par nature ou par destination, dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national ³⁹», tandis que la *Loi sur le patrimoine culturel* de 2011 est nettement plus inclusive, précisant que le patrimoine se compose désormais : « de personnages historiques décédés, de lieux et d'événements historiques, de documents, d'immeubles, d'objets et de sites patrimoniaux, de paysages culturels patrimoniaux et de patrimoine immatériel ⁴⁰». Notre conception du terme patrimoine correspond aussi à celle de Naim Ghali, soit : « [t]out objet ou ensemble, naturel ou culturel, qu'une collectivité reconnaît pour ses valeurs de témoignage et de mémoire historique et pour qui elle ressent la nécessité de le protéger, de le conserver, de l'approprier, de le mettre en valeur et de le transmettre ⁴¹».

Il existe plusieurs termes afin de désigner les différents types de reconnaissance patrimoniale possible. Mais avant tout, précisons :

Le Registre (du patrimoine culturel du Québec) est tenu à jour par le ministère de la Culture et des Communications, qui y consigne l'ensemble des données relatives aux éléments du patrimoine culturel auxquels des statuts légaux ont été attribués par le gouvernement du Québec, le ministre, les municipalités locales et les communautés autochtones en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel ou de lois antérieures ⁴².

Quant au Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ), c'est un outil informatique pour tout public qui transmet de l'information sur le patrimoine et sur les

³⁹ *Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique*, 12 Geo. V, c. 1922.

⁴⁰ Loi sur le patrimoine culturel, (chapitre P-9.002)

⁴¹ Naim Ghali, cité dans Sara-Cosette Blais, « L'église La Nativité de Notre-Dame de Beauport, lieu patrimonial à réinventer », dans Martine Roberge, *Valoriser la culture francophone: des stratégies communautaires et identitaires*, Québec, Presses de l'université Laval, 2016, p. 178.

⁴² Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Accueil », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/accueil.do?jsessionid=2FF7704CE7D6D03453BF180DC15972D2?methode=afficher>, page consultée le 20-10-2017.

éléments patrimoniaux inscrits au Registre du patrimoine culturel. « Il (le RPCQ) contient des renseignements sur des milliers d'éléments patrimoniaux inventoriés par le Ministère ou ses partenaires. Il est à noter que les données du Registre du patrimoine culturel, à l'exception des données confidentielles, sont entièrement diffusées dans le Répertoire du patrimoine culturel du Québec ⁴³».

Dans la reconnaissance du patrimoine, on retrouve différents termes de désignation : le classement, la citation et l'aire de protection. Le classement est un statut légal que le ministère peut attribuer à un bien dans l'objectif de donner un droit de regard sur toutes les modifications du bien en question, d'assurer sa protection et d'élaborer des plans d'actions pour sa valorisation⁴⁴. La citation d'un bien comporte les mêmes prérogatives que le classement, mais c'est le conseil municipal qui attribue un statut légal au bien plutôt que le ministère. Pour modifier ou exploiter un bien cité par la municipalité, il est obligatoire de demander le consentement de la municipalité⁴⁵. En ce qui concerne les aires de protection, elles sont créées pour empêcher des implantations ou des interventions « modernes » trop près du bien en délimitant un périmètre d'un maximum de 152 mètres autour de celui-ci⁴⁶. Tout comme le classement, cette reconnaissance du patrimoine est attribuée par le ministère.

En ce qui concerne la patrimonialisation, on peut définir ce concept comme le passage d'un bien « comme un autre » à un bien reconnu par l'État et la communauté, que

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Ministère de la Culture et des Communications, « Classement », <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5081#c29730>, page consultée le 20-10-2017.

⁴⁵ *Idem.*, « Citation », <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5080>, page consultée le 20-10-2017.

⁴⁶ *Idem.*, « Aire de protection », <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5082>, page consultée le 20-10-2017.

l'on peut évaluer par son admission au *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* (RPCQ). Plus précisément, la patrimonialisation peut prendre la forme d'une action juridique de l'État pour classer le bien comme un élément du patrimoine culturel du Québec. Cependant, il s'agira ici de démontrer que cette action de patrimonialisation des autorités est influencée par des pressions socioculturelles des agents de la patrimonialisation⁴⁷, par les valeurs patrimoniales, par la mémoire seigneuriale, par la commémoration, par les inventaires de biens et par des visées touristiques. Cela peut se résumer par la notion de « communauté patrimoniale », établie par la Convention Faro qui stipule qu'une « communauté patrimoniale se compose de personnes qui attachent de la valeur à des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'elles souhaitent, dans le cadre de l'action publique, maintenir et transmettre aux générations futures ⁴⁸ ». D'ailleurs, cette conception juridique de la patrimonialisation est orientée par les historiens. Pour en nommer seulement quelques-uns, on pourrait citer Étienne Berthold et Jean-René Thuot qui définissent la patrimonialisation comme étant le résultat de la combinaison d'une demande sociale large et du travail d'élites conscientisées⁴⁹. La patrimonialisation par l'immatériel manifeste les influences immatérielles⁵⁰ intimement liées à la mémoire qui permet de patrimonialiser un bien tandis que la patrimonialisation par le matériel, crée des

⁴⁷ On définit les agents de la patrimonialisation comme des acteurs ayant joué un rôle dans des composantes culturelles et sociales dans le processus de la patrimonialisation par exemple effectuer une pression sociale, faire une proposition de classement, créer un organisme et reconstruire un bâtiment, etc. Les municipalités, les propriétaires des biens, les corporations ou sociétés historiques locales ou régionales sont à étudier comme des agents de la patrimonialisation.

⁴⁸ Conseil de l'Europe, *Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société*, Faro, 27.X.2005.

⁴⁹ Berthold, *op. cit.*, p. 113 ; Thuot, « L'imaginaire seigneurial », *loc. cit.*, p. 365-366.

⁵⁰ La définition utilisée pour le patrimoine immatériel est celle du Ministère de la Culture et des Communications : « est constitué d'éléments qui peuvent se transmettre d'une personne à une autre ou d'un groupe à un autre. Ce sont : les savoir-faire, les connaissances, les expressions, les pratiques, les représentations. Parce qu'il est transmis par des porteurs de traditions, de génération en génération, le patrimoine immatériel est vivant ». Ministère de la Culture et des Communications, « Patrimoine immatériel », <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5118>, page consultée le 20-10-2017.

composantes immatérielles qui rendent possible la patrimonialisation à partir d'un bien précis.

Le terme « manoir » est important à définir puisque plusieurs interprétations peuvent coexister ou même se contredire. En effet, ce mot est parfois assimilé par le l'anglais « manor », qui correspond à toute grande habitation. Par contre, dans l'objectif de bien délimiter et clarifier ce qui est et ce qui n'est pas considéré comme un manoir dans cette étude, nous nous appuyons sur la définition simple proposée par Raymonde Gauthier soit : « la demeure du seigneur sur les terres dont il (le seigneur) était propriétaire⁵¹ ». Cependant, alors que Gauthier précise que les manoirs doivent avoir été érigés avant 1854, nous incluons à notre définition des résidences construites par des seigneurs après l'abolition du régime seigneurial⁵². Nous nous intéressons à ces manoirs post-1854 puisqu'ils peuvent représenter une persistance seigneuriale⁵³ ainsi qu'un témoin seigneurial ayant parvenu à « franchir » l'abolition du régime seigneurial. Toutefois, les habitations des co-seigneurs ou des seigneurs d'arrières-fiefs sont exclues. L'analyse se concentre donc sur les seigneurs primitifs⁵⁴. On s'assure ainsi de ne pas fragmenter l'échantillonnage effectué et d'analyser des lieux de mémoire significatifs.

En ce qui concerne la mémoire seigneuriale, elle correspond aux éléments en lien avec le régime seigneurial qui permettent d'interpréter un rapport affectif avec le monde seigneurial. Les éléments de ce rapport affectif peuvent se retrouver dans la protection des

⁵¹ Raymonde Gauthier, *Les manoirs du Québec*, Québec, Fides, coll. Connaissance du Québec, 1976, p. 9.

⁵² Il est intéressant de noter qu'en contradiction avec sa propre définition, Gauthier répertorie le manoir de Kamouraska qui a été construit en 1886.

⁵³ Dans l'optique des travaux menés par Benoît Grenier sur les persistances seigneuriales au Québec. Voir les études citées en bibliographie.

⁵⁴ « Le seigneur primitif est celui qui détient la part la plus importante de la seigneurie lorsque celle-ci a été morcelée et répartie entre plusieurs cohéritiers. Il conserve normalement le manoir, le moulin banal et les privilèges honorifiques ». Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, *op. cit.*, p. 223.

lieux représentatifs du monde seigneurial, mais aussi s'exprimer par des plaques commémoratives, des sépultures seigneuriales, des biens reliés aux seigneuries, des noms de rues, etc. D'ailleurs, cette mémoire seigneuriale est intimement liée au concept de processus commémoratif qui se veut l'ensemble des moyens utilisés pour développer une conscience patrimoniale ou, en d'autres mots, pour garder en mémoire un élément précis⁵⁵. Par exemple, *Vieux manoirs, vieilles maisons* est une composante qui permet un processus commémoratif puisqu'il recense des biens seigneuriaux qui se sont (ou non) rendus jusqu'à nous. En d'autres mots, la mémoire seigneuriale représente les référents seigneuriaux auxquels la population se fie pour se créer un « imaginaire seigneurial », qu'ils soient tangibles ou non, jouant un rôle déterminant dans la mémoire collective.

Enfin, les valeurs patrimoniales⁵⁶ doivent être définies puisqu'elles sont des éléments sur lesquels les autorités gouvernementales en matière de patrimoine s'appuient principalement pour classer un bien au RPCQ. Bien entendu, il existe d'autres valeurs patrimoniales. Cependant, dans cette étude nous nous consacrons à celles élaborées par le gouvernement du Québec. Ces valeurs patrimoniales sont des composantes historiques, architecturales, ethnologiques, identitaires, archéologiques, paysagères, artistiques, emblématiques, urbanistiques, scientifiques ou technologiques⁵⁷. En somme, pour faire partie du patrimoine, l'État doit reconnaître une ou plusieurs de ces valeurs patrimoniales et les agents de la patrimonialisation peuvent faire prendre conscience de ce type de

⁵⁵ Sur les processus commémoratifs, voir notamment H. V. Nelles, *L'histoire spectacle. Le cas du tricentenaire de Québec*, Montréal, 2003, 432 p. ; pour des réflexions sur la genèse du champ patrimonial au Québec, voir Hébert et Goyette, *op. cit.*,

⁵⁶ Les termes « valeur patrimoniale » et « intérêt patrimonial » désignent les mêmes composantes. Le terme « intérêt patrimonial » est apparu récemment pour remplacer « valeur patrimoniale », mais le RPCQ utilise toujours le terme « valeur patrimoniale ».

⁵⁷ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/accueil.do?methode=afficher>, page consultée le 20-10-2017.

valeurs à l'État. On s'attend à ce que ces « valeurs » soient reflétées dans les choix d'interprétation des lieux dits « seigneuriaux ».

2. Problématique

Au cours des XX^e et XXI^e siècles, les manoirs seigneuriaux du territoire de la Côte-du-Sud ont été l'objet de processus de patrimonialisation diversifiés. Ce mémoire cherche à comprendre quels mécanismes, quels « agents » de patrimonialisation et quelles mémoires seigneuriales ont été à l'œuvre. De plus, la période historique mise de l'avant par les institutions et les agents de patrimonialisation dans la mise en valeur du bien seigneurial est à analyser pour comprendre la mémoire seigneuriale présente dans la communauté. En effet, quelle époque est présentée? Quel scénario de visite est exploité? Quelle vision est projetée dans les centres d'interprétations comme la Seigneurie des Aulnaies ou le Musée de la mémoire vivante⁵⁸? Ce sont toutes des questions que l'on doit se poser pour bien comprendre la mémoire seigneuriale qui est à l'œuvre. En outre, cette recherche tentera de classer les différentes formes de patrimonialisation, afin de les évaluer selon leur influence, c'est-à-dire si les manoirs ont été des témoins forts, timides ou sous-estimés dans la société⁵⁹.

Le territoire de la Côte-du-Sud (Annexe A)⁶⁰ a été sélectionné puisqu'il témoigne d'un cas d'étude des plus intéressants. S'il est important de mentionner que la Côte-du-Sud ne constitue qu'une région de la vallée du Saint-Laurent (et que l'on compte dans

⁵⁸ On peut comparer cette démarche d'analyse de la représentation du régime seigneurial dans les centres d'interprétations à celle de Jean-Michel Daoust sur la télésérie de Marguerite Volant : Jean-Michel Daoust, « Réalité, fiction et tradition : La représentation du seigneur et de la seigneurie dans Marguerite Volant », dans Benoît Grenier et *al. Nouveaux regards...*, *op. cit.*,

⁵⁹ Cette grille d'analyse provient de Thuot, « L'imaginaire seigneurial », *loc. cit.*

⁶⁰ La région de la Côte-du-Sud prend ici le découpage territorial de la Côte-du-Sud contemporaine qui couvre le territoire entre Saint-Étienne-de-Beaumont et Saint-André-de-Kamouraska. Laberge, *op.cit.*, p. 10-11.

celle-ci 226 seigneuries et 1 688 seigneurs entre 1610 et 1854)⁶¹, elle paraît un cadre d’observation judicieux. En effet, cette région comptait, dès le régime français, 28 seigneuries, ce qui permet d’avoir un large éventail de cas à analyser. Qui plus est, cette région a été particulièrement « investie » par les seigneurs qui sont nombreux à y avoir pris résidence et la présence des manoirs seigneuriaux en ces lieux en est la preuve matérielle⁶². On pourrait aussi évoquer la diversité des catégories de seigneurs dans cette région, allant des roturiers d’origine paysanne (Bélanger, Gamache, Bernier...) aux nobles (Couillard, Morel, de Gaspé), en passant par les bourgeois (Taché, Dionne...). Bref, une diversité à plusieurs égards, qui ne sera pas sans influencer le bâti et la conscience patrimoniale qui y sera associée⁶³. La mémoire seigneuriale joue effectivement un rôle déterminant dans ce processus. Globalement, cette problématique permet de réfléchir à la présence du patrimoine seigneurial sur le territoire de la Côte-du-Sud, mais surtout aux éléments qui ont eu une influence dans la conservation ou non des manoirs et sur leurs choix d’interprétations historiques le cas échéant.

3. Hypothèse

Les processus de la patrimonialisation qui ont permis aux manoirs seigneuriaux de la Côte-du-Sud de s’identifier comme un élément du patrimoine québécois aux XX^e et XXI^e siècles ou d’être occultés dans la mémoire collective sont l’œuvre d’agents de patrimonialisation et de la mémoire seigneuriale ancrée dans la communauté qui communiquent les intérêts patrimoniaux, personnels et les éléments remarquables du bâtiment aux autorités pour qu’elles puissent agir concrètement dans la patrimonialisation.

⁶¹ Grenier, *op. cit.*, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France*, p. 44.

⁶² Benoît Grenier, « Gentilshommes campagnards. La présence seigneuriale dans la vallée du Saint-Laurent (XVII^e-XIX^e siècle) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n° 4 (printemps 2006), p. 409-449.

⁶³ Laberge, *Histoire de la Côte-du-Sud*, *op. cit.*, p. 161.

Par contre, il existe aussi des facteurs contraignants à la patrimonialisation. En effet, on remarque une mémoire sélective de la population qui affecte leur conscientisation sur le patrimoine et un manque d'intérêt de la part des potentiels agents de patrimonialisation et du ministère à préserver les bâtiments en question. Il s'agit d'une réaction envers un « imaginaire seigneurial » en lien avec des biens seigneuriaux qui donne la possibilité aux différents partis d'interagir avec l'État dans l'objectif de sauvegarder un bien jugé essentiel à la société.

Pour parvenir à démontrer cette hypothèse, les manoirs seigneuriaux seront analysés en fonction du fait qu'ils ont connu une patrimonialisation forte, timide ou sous-estimé. Pour obtenir une patrimonialisation forte, le bien doit répondre à plusieurs critères. Dans l'objectif de déceler ces critères nous allons déconstruire les processus de patrimonialisation auxquels ces biens seigneuriaux ont traversé en trois temps. Dans un premier temps, en observant les attributs des manoirs de Saint-Roch-des-Aulnaies et Saint-Jean-Port-Joli, considérés comme des témoins forts du régime seigneurial. Dans un deuxième temps, par l'analyse des aspects physiques des manoirs de Montmagny et Cap-Saint-Ignace selon la grille d'analyse de Thuot. Dans un troisième temps par la compréhension de l'absence de patrimonialisation pour les manoirs de La Pocatière et de Kamouraska. Avec cette étude, nous allons illustrer la valeur de ces témoins seigneuriaux à travers la société.

4. Sources et méthodologie

Le corpus débute par l'inventaire de Pierre-Georges Roy des manoirs et des maisons pour la Commission des monuments historiques de la province de Québec de

1927, puisqu'il s'agit de l'une des premières reconnaissances des biens seigneuriaux⁶⁴. De plus, ce document dévoile certains mécanismes du processus de patrimonialisation à travers le choix des bâtiments répertoriés dans le livre et de leurs descriptions. En outre, s'il comprend les manoirs seigneuriaux de Saint-Jean-Port-Joli⁶⁵, de Saint-Roch-des-Aulnaies⁶⁶ et de La Pocatière⁶⁷, on constate que le manoir de Kamouraska n'y figure pas et que celui de La Pocatière, qui s'y trouve, n'est plus du tout le même aujourd'hui. Il s'agit donc d'une des dernières reconnaissances de ce manoir.

Nous avons aussi analysé les formulaires d'attribution du statut de monument historique. Ces documents donnent la vision de l'État en requérant des valeurs patrimoniales pour l'attribution du statut et la perception des agents de la patrimonialisation sur les manoirs qu'ils désirent mettre au *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. De fait, ce document contient les motifs du requérant à faire cette demande, les valeurs patrimoniales qu'il attribue au manoir.

Le RPCQ est une source permettant d'apercevoir tous les biens faisant partie du patrimoine culturel du Québec. De plus, il permet de révéler les valeurs patrimoniales, le statut et la catégorie des biens patrimoniaux. En outre, le RPCQ donne l'autorité par laquelle le bien est devenu un élément du patrimoine et la date exacte à laquelle il a été admis. Le Répertoire est disponible pour tous en ligne.

Des documents inédits des archives de la Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies ont été dépouillés à même le grenier du moulin seigneurial des Aulnaies afin

⁶⁴ Pierre-Georges Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, op. cit.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 211.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 219.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 225.

de procurer des sources sur l'administration et l'évolution du domaine des Aulnaies. On retrouve notamment des procès-verbaux, des correspondances, des projets de réalisations, des conventions, etc.

Bien entendu, les incontournables pour l'analyse d'une des grandes figures marquantes de la Côte-du-Sud sont les œuvres littéraires de Philippe Aubert de Gaspé, que nous utilisons pour illustrer la vision du seigneur de Saint-Jean-Port-Joli qui est encore tenace auprès de la patrimonialisation des manoirs de la Côte-du-Sud.

Nous nous sommes référés aux données produites par le Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales pour retrouver la trace de certains seigneurs et de leurs héritiers⁶⁸.

Les archives de la *Société historique de la Côte-du-Sud* sont un incontournable pour obtenir des informations précises sur des événements spécifiques de la région étudiée. Elles ont été particulièrement utiles pour combler les vides historiographiques et retrouver des informations pertinentes sur le manoir « détruit » de La Pocatière. De plus, des entretiens avec les principaux concernés dans le patrimoine seigneurial de la Côte-du-Sud ont été réalisés pour combler aussi certains flous historiques. Par ailleurs, des journaux locaux ont été dépouillés pour retrouver certains événements qui ont pu altérer les manoirs au cours des années.

Enfin, ce mémoire comprend un volet d'informatique appliquée à l'histoire. L'outil de géolocalisation CartoDB a été utilisé dans ce mémoire afin de poser un questionnement sur le patrimoine bâti au Québec. Plus précisément, il a servi de point de

⁶⁸ BAnQ-Québec, Fonds E39 - *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales (SNRRS)*, série 100, sous série 1.

départ à la recherche en fournissant un aperçu de l'ensemble du patrimoine québécois vis-à-vis son patrimoine seigneurial (Annexe B).

D'un point de vue méthodologique, nous évaluons la patrimonialisation à travers la lorgnette gouvernementale, c'est-à-dire que nous considérons que le bien est patrimonialisé lorsqu'il figure au RPCQ tout en étant conscient qu'il existe plusieurs autres avenues pour considérer un bien patrimonialisé. En d'autres mots, nous allons analyser les circonstances qui favorisent l'émergence du patrimoine seigneurial « par la grande porte ». Dans l'objectif d'analyser les valeurs patrimoniales attribuées par le Ministère de la Culture et des Communications aux biens patrimonialisés, nous utilisons la grille d'analyse de la patrimonialisation des biens seigneuriaux, élaborée par Thuot dans son article « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires »⁶⁹. Cette grille qui stipule que les démarches de patrimonialisation « s'ancrent d'abord autour des structures les plus imposantes, caractérisées par leur niveau d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité, qui font écho à des personnages "plus significatifs" », nous permet d'évaluer l'intensité de la valeur patrimoniale des biens de cette étude, à savoir s'ils sont des témoins forts, protégés ou sous-estimés.

Le cadre spatio-temporel de cette étude est la Côte-du-Sud aux XX^e et XXI^e siècles. Cet espace a été choisi puisqu'il constitue un territoire particulièrement marqué par le régime seigneurial. Effectivement, si on observe la présence seigneuriale dans la

⁶⁹ Dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion. 2016.

vallée du Saint-Laurent, on constate lors du recensement de 1851 que 38,8 % des seigneurs vivent dans leurs manoirs seigneuriaux respectifs⁷⁰. De cette façon, la Côte-du-Sud a hérité de ces manoirs aux XX^e et XXI^e siècles et ils ont parfois été désignés par les autorités responsables. Au total, la Côte-du-Sud compte 14 seigneuries (Annexe A)⁷¹. Par ailleurs, les seigneuries de la Côte-du-Sud ont toutes eu au moins un seigneur résidant dans son manoir sur la seigneurie. Pour bien constituer la conjoncture du processus de patrimonialisation des manoirs seigneuriaux de cette division territoriale, six manoirs ont été choisis. Ce faisant, l'échantillon se compose de près de la moitié des seigneuries de la région.

Les manoirs sélectionnés pour étudier le processus de patrimonialisation sont, d'ouest en est, ceux de Montmagny, Cap-Saint-Ignace, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Roch des Aulnaies, La Pocatière et Kamouraska. Ces manoirs seigneuriaux ont été construits entre 1744 et 1886 et quatre des six ont accédé au RPCQ entre 1959 et 2006, en vertu des lois québécoises sur le patrimoine qui ont évolué de 1922 à 2011⁷². Avec cet échantillon, on remarque qu'il s'agit surtout de l'espace situé entre Montmagny et Kamouraska qui est analysé. Cette sélection n'est pas anodine, la principale raison d'étudier ce secteur oriental de la Côte-du-Sud est qu'il offre des cas d'étude diversifiés et que la mémoire seigneuriale reste suffisamment forte pour être analysée.

Dans le processus de patrimonialisation, chaque manoir à l'étude comporte des aspects particuliers. En effet, les manoirs seigneuriaux analysés sont admis au RPCQ à

⁷⁰ Grenier, *Seigneurs campagnards*, op. cit., p. 48.

⁷¹ Les arrières-fiefs ne sont pas comptabilisés dans les 14 seigneuries.

⁷² Il est important de préciser qu'aucune loi fédérale n'est incluse dans cette analyse, puisqu'aucun manoir seigneurial de la Côte-du-Sud n'est sous cette juridiction.

des époques, en vertu de lois et sous des partis politiques différents, c'est-à-dire des conjonctures socio-politiques uniques. De plus, dans la mémoire collective, ces manoirs représentent parfois des témoins forts du régime seigneurial, des créateurs d'imaginaires seigneuriaux ou encore révèlent un effacement de la présence seigneuriale⁷³. De plus, la présence et la notoriété des seigneurs jouent un rôle déterminant dans le rapport affectif sur la préservation des manoirs.

En revanche, l'échantillon des manoirs seigneuriaux étudié compte deux exemples qui ne font pas partie du patrimoine culturel du Québec. En effet, les manoirs de La Pocatière et de Kamouraska ne figurent pas sur la liste puisqu'ils ont échappé aux processus de patrimonialisation. Cependant, ils n'en constituent pas moins des objets d'études intéressants puisqu'ils permettent de jeter un regard sur l'absence ou encore l'échec de processus de patrimonialisation et d'émettre des hypothèses sur les éléments nécessaires pour qu'ils puissent être considérés comme un bien patrimonial à protéger ou encore d'élucider les raisons de la destruction, de l'oubli ou du réaménagement total du bien. Cette recherche s'intéresse à l'évolution du patrimoine québécois et aux persistances seigneuriales par l'entremise de biens seigneuriaux. Ces biens seigneuriaux, plus précisément les manoirs, sont intimement liés à la mémoire seigneuriale présente ou absente dans la communauté. Ce mémoire s'inscrit donc dans la foulée de l'évolution de la conscientisation de la population envers le patrimoine, sur les différents concepts de patrimonialisation élaborés par les spécialistes et sur l'historiographie du patrimoine seigneurial toujours en chantier.

⁷³ Thuot, « L'imaginaire seigneurial », *loc. cit.*

CHAPITRE 1 : LA CÔTE-DU-SUD : UN MICROCOSME SEIGNEURIAL

La Côte-du-Sud est un territoire de 200 km de long et de 50 km¹ de large qui a été colonisé au XVII^e siècle. Cette région accessible uniquement par le fleuve Saint-Laurent à cette époque a été longtemps isolée des premiers bassins de population. L'objectif de ce chapitre sera d'exposer l'évolution seigneuriale de la Côte-du-Sud, les caractéristiques des premiers seigneurs et le patrimoine seigneurial qui découle des familles seigneuriales influentes.

1. L'évolution seigneuriale de la Côte-du-Sud

Concédée en 1637, la seigneurie de Bellechasse est la première seigneurie de la Côte-du-Sud². La Rivière-du-Sud a ensuite été concédée en 1646³, Gamache en 1689⁴, Port-Joly en 1677⁵, Grande-Anse en 1656-1670⁶ et Kamouraska en 1674⁷. Avant la fin des années 1670, près de 15 seigneuries vont émerger entre Beaumont et Saint-André-de-Kamouraska⁸. À l'abolition du régime seigneurial en 1854, on compte un total de 28 seigneuries dans cet espace.

¹ Jacques Saint-Pierre, *La Côte-du-Sud*, Québec Éditions de l'IQRC, coll. Les régions du Québec histoire en bref, 2000, p. 8.

² Gaston Deschênes, *La Côte-du-Sud, d'hier à aujourd'hui*, [En ligne], exposé présenté à l'Université rurale québécoise, https://www.uqar.ca/uqar/recherche/unites_de_recherche/grideq/urg/2007/la_cote-du-sud_d_hier_a_aujourd_hui_gaston_deschenes.pdf, 17 septembre 2007, page consultée le 20-10-2017.

³ Rivière-du-Sud correspond aujourd'hui la municipalité de Montmagny.

⁴ La seigneurie Gamache correspond aujourd'hui à une partie de la municipalité de Cap-Saint-Ignace. En effet, Cap-Saint-Ignace comprenait cinq micro-seigneuries : Saint-Joseph-de-la-Pointe-au-Foin (Fournier) (1672), Vincelotte (1672), Lafrenaye (Gagné) (1689), Gamache (1689) et Sainte-Claire (1693).

⁵ Port-Joly correspond aujourd'hui la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli.

⁶ Il est à noter que la seigneurie de la Grande-Anse a été séparée en 1670, ce qui a permis de créer le territoire des municipalités de Sainte-Anne-de-La-Pocatière et de Saint-Roch-des-Aulnaies qu'on connaît aujourd'hui.

⁷ La seigneurie Kamouraska correspond aujourd'hui au village de Kamouraska, à ne pas confondre avec le comté de Kamouraska.

⁸ Deschênes, *loc cit.*

1.1. La formation d'une région « seigneuriale » au XVII^e siècle

Le régime seigneurial met en place plusieurs obligations et devoirs pour les seigneurs et les censitaires. Sur la Côte-du-Sud au XVII^e siècle, on assiste souvent à un véritable contraste entre la théorie et la pratique des obligations de l'institution seigneuriale. En effet, le devoir des seigneurs de construire un moulin pour les censitaires n'est pas toujours respecté puisque la population est beaucoup trop peu nombreuse pour rendre l'entreprise rentable. En plus du droit de banalité, les droits honorifiques du seigneur ne peuvent pas être appliqués dans plusieurs cas puisque cela nécessite souvent des infrastructures religieuses. Par exemple, une église et un prêtre sont nécessaires pour profiter du banc seigneurial, des préséances dans les processions religieuses, de la présentation du pain béni et de l'inhumation sous l'église. D'ailleurs, l'obligation théorique du seigneur de tenir feu et lieu est probablement l'un des éléments qui témoigne le plus de la non-mise en pratique des obligations. En effet, au XVII^e siècle, la plupart des seigneuries sont détenues par des seigneurs absents⁹. On compte pour la vallée du Saint-Laurent un pourcentage maximal de 25% de seigneurs résidants¹⁰. Toujours au XVII^e siècle sur la Côte-du-Sud, même la perception des rentes seigneuriales n'est pas appliquée selon les modalités contractuelles, en raison des conditions de vie de la population¹¹.

Le développement des seigneuries de la Côte-du-Sud au XVII^e siècle a d'abord été ralenti par les incursions iroquoises qui constituent un véritable problème jusqu'au traité

⁹ Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 44.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Alain Laberge et al., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p.133.

de la grande paix de 1701¹². De plus, le bassin de population de la Nouvelle-France n'était pas suffisamment important pour peupler tous les fiefs¹³. Cependant, en 1672, cela n'empêche pas l'intendant Jean Talon d'entreprendre la concession de 46 nouvelles seigneuries dans la vallée du Saint-Laurent, dont 14 dans la région de la Côte-du-Sud¹⁴. Les principales raisons qui expliquent ce nombre record de concession seigneuriale dans l'histoire du Canada sont l'arrivée de nouveaux immigrants qui souhaitent obtenir un lopin de terre et les tentatives des autorités d'installer les officiers du régiment de Carignan-Salière dans la colonie¹⁵. C'est à partir de ce nouvel écoumène seigneurial que d'autres régions vont prendre forme. En effet, cette « année seigneuriale » (1672) est à la base du développement de la région de la Côte-du-Sud.

Par contre, les facteurs favorables à la colonisation ne demeurent pas constants. Après 1675, on observe une diminution des nouveaux immigrants et, conséquence du très grand nombre de seigneuries disponibles, les censitaires préfèrent s'établir dans des seigneuries déjà bien établies plutôt que de s'aventurer dans celles éloignées et peu développées¹⁶. De plus, le conflit avec les Iroquois s'intensifie vers la fin des années 1680, ce qui alimente la peur de s'éloigner des lieux déjà bien établis pour s'établir dans les seigneuries émergentes¹⁷. Les immigrants vont s'établir dans un premier temps dans les seigneuries plus anciennes qui sont localisées près des villes et du même coup la Côte-du-Sud va recevoir les excédents d'habitants¹⁸, notamment en provenance de l'île d'Orléans.

¹² *Idem*, *Portraits de campagnes : la formation du monde rural laurentien au XVIII^e siècle*, coll. Atlas historique du Québec, PUL, Québec, 2010, p. 21.

¹³ *Ibid.*, p. 13.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*, p. 28.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.* p. 29.

En somme, au XVII^e siècle, le régime seigneurial est embryonnaire sur le territoire de la Côte-du-Sud. En effet, le manque de pionniers oblige à délaissé plusieurs obligations reliées à ce régime de colonisation. Par contre, il s'agit d'une simple question de temps avant que le peuplement progresse, que les seigneurs revendiquent leurs droits et appliquent les obligations des censitaires, conséquence de la maturation de la société rurale.

1.2 Le XVIII^e : Un état des lieux et la fin de la Nouvelle-France

1.2.1 Les aveux et dénombremments

À partir des aveux et dénombremments¹⁹, les historiens ont pu dresser un portrait des seigneuries laurentiennes. Tout d'abord, avec ce type de document on peut obtenir des informations essentielles sur la superficie des tenures et domaines, la population, les droits, les bâtiments érigés et plus encore. En ce qui concerne la Côte-du-Sud, on remarque un ralentissement important dans les concessions, des actions des seigneurs pour développer leurs seigneuries, l'évolution de l'écoumène et des données sur l'occupation de la terre par les censitaires.

D'abord, avec les aveux et dénombremments on remarque l'impact des édits de Marly de 1711. En effet, ces édits les autorités de la colonie entreprennent un véritable gel de concession des seigneuries dans l'objectif de concentrer les efforts de colonisation dans le défrichement et l'exploitation des censives plutôt que dans l'exploration de nouvelles

¹⁹ Les aveux et dénombremments sont des documents que les seigneurs devaient fournir à leur suzerain. Ils permettent de connaître les avancées et les possessions des différentes seigneuries. Ils comprennent notamment les noms des censitaires, les dimensions de chaque terre concédée, les proportions des terres en friches et exploitées, les bâtiments en place, le coût des cens et rentes et encore plus. En ce qui concerne le Québec, ces documents datent de 1723 à 1745. Alain Laberge et Jacques Mathieu, *L'Occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent: les aveux et dénombremments, 1723-1745*, Québec, Septentrion 1991, 416 p.

terres²⁰. Pour cette raison, on observe dans les aveux et dénombrements de 1725 très peu de nouvelles concessions, mais une véritable évolution des seigneuries au XVIII^e siècle. Par ailleurs, c'est à ce moment que l'on considère que le territoire seigneurial « a pris la forme d'un long corridor continu depuis les seigneuries d'Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges et Châteauguay à l'ouest de l'île de Montréal, jusqu'à la seigneurie des Éboulements sur la rive nord et celle de Trois-Pistoles sur la rive sud en aval de Québec²¹ ».

Les aveux et dénombrements permettent d'observer les actions colonisatrices variées entreprises par les seigneurs. Par exemple, pour encourager le développement de sa seigneurie, le seigneur peut demeurer sur celle-ci²², recruter lui-même ses censitaires, céder des censives de plus grande valeur, être souple envers les censitaires dans le paiement des cens et rentes, construire un moulin et entretenir une route²³.

Au XVIII^e, les seigneurs sont désormais beaucoup plus présents et ne se retiennent plus d'appliquer leurs privilèges. Désormais, les censitaires doivent payer leurs cens et rentes et assurer les privilèges de leur seigneur. Par exemple, les seigneurs sudcôtois vont obtenir des ordonnances pour contraindre les censitaires à payer les arrérages et appliquer leurs droits sur l'appropriation de certaines ressources et particulièrement celles de type halieutique²⁴. Évidemment, cela pouvait causer des frictions entre les deux parties²⁵.

²⁰ Allan Greer, *Habitants, Marchands et Seigneurs. La société rurale du Bas-Richelieu 1740-1840*, Sillery, Septentrion, 2000 [1985], p. 128.

²¹ Laberge, *Portraits de campagnes*, op. cit., p. 14.

²² Il est à noter que la présence du seigneur est un facteur déterminant dans la colonisation selon les travaux de Laberge.

²³ Laberge, *Portraits de campagnes*, op. cit., p. 22.

²⁴ *Idem*, *Histoire de la Côte-du-Sud*, op. cit., p. 133.

²⁵ Sur les conflits entre les seigneurs et les censitaires : Alain Laberge, « État, entrepreneur, habitants et monopole : le « privilège » de la pêche au marsouin dans le Bas-Saint-Laurent, 1700-1730 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, no 4, mars 1984, p. 543-556 ; Solange De Blois, « Les moulins de Terrebonne (1720-1775) ou les hauts et les bas d'une entreprise seigneuriale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 1, été 1997, p. 39-70 ; Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards...*, op. cit., « Chapitre VII : Une présence seigneuriale conflictuelle », p. 44 ; Thomas Wien, *Peasant accumulation in*

Cependant, les redevances seront tout de même plus avantageuses pour les censitaires sudcôtois comparativement à celles des principaux lieux de colonisation²⁶.

Si on se concentre sur les données statistiques du territoire de la Côte-du-Sud que peuvent nous révéler les aveux et dénombrements de 1725, on remarque d'abord que l'écoumène entre Québec et la Côte-du-Sud s'étend pratiquement sans aucune rupture²⁷. Cette occupation du territoire se traduit par 800 censives regroupant près de 500 ménages sur un total de 28 seigneuries (tableau 1). La Côte-du-Sud s'avère la plus grande région occupée dans le gouvernement de Québec.

Tableau 1 - L'intensité de l'occupation de la Côte-du-Sud en 1725

LOCALISATION	Nombre de seigneuries	Superficie seigneuriale	Superficie totale occupée	Superficie concédée en censives	Nombre de parcelles	Nombre de censives	Nombre de maisons sur les parcelles	Nombre de maisons sur les censives
Québec (Environs)	14	263 859,00	54 075,90	48 646,90	736	690	392	356
Beaupré-Orléans	6	989 066,00	159 608,06	144 785,06	538	516	506	496
Rive-Sud	10	672 736,00	57 941,50	47 929,50	304	294	202	199
Côte-du-Sud	28	532 090,00	161 825,95	132 184,15	854	822	541	520
Bas-Saint-Laurent	6	276 948,00	18 190,00	9 540,00	25	19	11	7
TOTAL	75	3 125 173,00	529 247,78	441 363,88	3 030	2 898	2 013	1 932

Source : Alain Laberge, *Portraits de campagnes : la formation du monde rural laurentien au XVIII^e siècle*, coll. Atlas historique du Québec, PUL, Québec, 2010, p. 29

a context of colonization : Rivière-du-Sud, Canada, 1720-1775, Thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 1988, 364 p.

²⁶ Laberge, *Histoire de la Côte-du-Sud*, op. cit., p. 133.

²⁷ Idem, *Portraits de campagnes*, op. cit., p. 23.

Principalement occupée entre les années 1670 et 1699 (tableau 2), la Côte-du-Sud va comprendre quelques ratés dans l'occupation du territoire. Par contre, certaines seigneuries comme la Rivière-du-Sud deviennent, selon les autorités, des « modèles [de colonisation] à imiter²⁸ ».

Tableau 2 – Répartition des seigneuries selon le début de leur occupation en 1725 (par gouvernement et région)

LOCALISATION	Non occupé	Avant 1660	1660-1669	1670-1679	1680-1699	1700 et plus	TOTAL
Côte-du-Sud	3	0	1	14	8	2	28

Source : Alain Laberge, *Portraits de campagnes : la formation du monde rural laurentien au XVIII^e siècle*, coll. Atlas historique du Québec, PUL, Québec, 2010, p. 25.

En effet, la Rivière-du-Sud comprend plus de 100 parcelles et est occupée à plus de 50% dès 1725²⁹. Par ailleurs, certains spécialistes énoncent que ces concessions de censives de grande taille manifestent une plus grande générosité des seigneurs sudcôtois. Dans les faits, il s'agit surtout du principal argument pour pallier au manque de développement comparativement aux seigneuries plus anciennes. En effet, il arrive parfois que le censitaire se retrouve avec un immense lopin de terre, mais avec plus de la moitié toujours en friche. Si on observe l'intensité de l'exploitation agricole en 1725 (tableau 1), on constate qu'à peine 3% de la superficie seigneuriale est exploitée pour l'agriculture. De plus, 37,8% des censives ont moins de 10 arpents de mis en valeur.

En somme, les aveux et dénombrements de 1725, permettent de concevoir la Côte-du-Sud comme une région qui a évolué en fonction de la saturation des premières

²⁸ *Ibid.*, p. 35.

²⁹ *Ibid.*, p. 39.

seigneuries. Cependant, il ne s'agit pas du seul élément à prendre en compte, puisque les autorités coloniales ont accru les efforts de colonisation en diminuant le nombre de concessions. De plus, les seigneurs sont de plus en plus présents dans leurs seigneuries et il existe manifestement une corrélation entre leur présence et le bon développement de la seigneurie, et ce même s'ils revendiquent plusieurs droits et augmentent les redevances auprès des censitaires. Finalement, l'occupation va ressembler à un long village continu, mais qui contient un exemple de réussite modeste de colonisation comme on le constate avec la Rivière-du-Sud.

1.2.2 Le traumatisme de 1759

La guerre de Sept Ans avait apporté son lot de conflits pour la colonie. Par contre, pour la Côte-du-Sud, c'est l'année 1759 qui transformera à jamais le paysage. En effet, les Anglais appliquent la politique de la terre brûlée en incendiant la Côte-du-Sud, le 9 septembre 1759, soit 4 jours avant la bataille des plaines d'Abraham, dans l'objectif de saper le moral et les provisions de la colonie³⁰. À ce moment, plusieurs habitants de la Côte-du-Sud vont se réfugier dans les forêts avec leurs biens, d'autres vont jusqu'à résister à l'envahisseur en formant une petite milice qui sera évidemment écrasée par les forces britanniques. Le résultat de ce conflit sera bien entendu fatidique pour le paysage patrimonial de la Côte-du-Sud. D'ailleurs, Philippe Aubert de Gaspé relate cet événement tragique dans son livre *Les anciens Canadiens*³¹, ce qui a nécessairement eu un impact dans la mémoire collective. En plus des autres facteurs naturels, cet événement a contribué à la disparition de l'immobilier de la Nouvelle-France. En effet, il reste très peu d'élément

³⁰ Pour en savoir davantage sur cet événement que l'on surnomme « L'année des Anglais », consulter : Gaston Deschênes, *L'année des Anglais: La Côte-du-Sud à l'heure de la Conquête*, Sillery, Septentrion, 1988, 180 p.

³¹ Philippe Aubert de Gaspé, *Les anciens Canadiens*, Québec, Desbarats et Derbishire, 1863, 411 p.

de cette période sur la Côte-du-Sud. Malgré tout, cela n'empêchera pas le développement de la région, puisque de nombreuses paroisses vont jaillir, dont la plupart ont près de 300 ans aujourd'hui³².

Le régime français ne sera plus, mais plusieurs éléments de ce régime vont persister sous la domination britannique. Par exemple, l'institution seigneuriale va demeurer et même séduire certains Britanniques qui vont devenir seigneurs.

Le XIX^e siècle apporte plusieurs défis pour la Côte-du-Sud. En effet, l'accessibilité à la terre est de plus en plus problématique, les seigneuries deviennent saturées, ce qui oblige la nouvelle génération à s'établir à l'extérieur de la région. De ce fait, de nombreux Sudcôtois s'établissent aux États-Unis, partent développer plusieurs régions comme le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie, la Côte-Nord, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et se dirigent vers les grands centres comme Québec et Montréal³³. C'est en partie pour ces raisons que l'on constate une poussée démographique entre 1815 et 1831 au Québec³⁴. Pour pallier à cet exode, les autorités vont construire un accès à l'intérieur des terres, mais ce sera trop peu trop tard³⁵.

En somme, du XVII^e au XIX^e siècle, le paysage seigneurial de la Côte-du-Sud s'est grandement transformé. Au XVII^e siècle, on constate très peu d'activités : les seigneurs n'appliquent pas nécessairement leurs droits et les censitaires ne payent pas leurs redevances. Dans l'objectif d'améliorer la colonisation, les autorités coloniales vont

³² Deschênes, *La Côte-du-Sud, d'hier à aujourd'hui*, [En ligne] *loc. cit.*, p.3-4.

³³ *Ibid.*, p. 4.

³⁴ Pour plus d'informations sur la question de la poussée démographique des seigneuries dans la région de Québec entre 1815 et 1831, consulter Serge Courville, *Entre ville et campagne: l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, 335 p.

³⁵ Deschênes, *La Côte-du-Sud, d'hier à aujourd'hui*, [En ligne] *loc. cit.*, p. 4.

procéder en 1672 à plusieurs concessions de seigneuries. Par contre, la demande de terres devient encore plus faible que son offre. Cette région demeure, au XVII^e siècle, peu attirante et peu développée. Au XVIII^e siècle, les autorités coloniales adaptent leur stratégie de colonisation et les seigneurs et les censitaires s'impliquent, de gré ou de force, dans la colonisation des terres tout en respectant les différents droits des seigneurs. Avec les aveux et dénombremens de 1725, il nous est possible de constater les dimensions et l'occupation du territoire sudcôtois. Ensuite, avec la guerre de Sept Ans le paysage de la Nouvelle-France de la Côte-du-Sud est marqué à jamais. De plus, l'institution seigneuriale est mise à l'épreuve. Au XIX^e siècle, le régime seigneurial va persister et survivre à son abolition en 1854. Sur le plan économique, le XIX^e siècle sur la Côte-du-Sud se caractérise par une saturation des seigneuries, qui précède un exode. C'est dans ce contexte socio-économique que les manoirs seigneuriaux étudiés évoluent.

2. Les seigneurs de la Côte-du-Sud : un portrait

2.1 Les premiers seigneurs : les plus méritants?

L'étude des premiers seigneurs en matière de patrimoine est une avenue à explorer puisque les municipalités correspondant aux seigneuries que nous observons se rattachent particulièrement à leur premier seigneur en le valorisant de la même manière qu'une patrimonialisation d'un bien. En dressant le portrait de ces premiers seigneurs nous obtenons un aspect des seigneuries à l'étude ainsi qu'une première valorisation des lieux par un personnage significatif que l'on retrouvera aussi dans la patrimonialisation des manoirs seigneuriaux.

2.1.1 Charles Huault de Montmagny, premier seigneur de la Rivière-du-Sud

La seigneurie de la Rivière-du-Sud correspond aujourd'hui à la municipalité de Montmagny. On retrouve aussi une commune dans la région d'Île-de-France qui porte le nom de Montmagny. En effet, ces noms proviennent de la même famille. Celle-ci a d'abord laissé son empreinte avec Jacques Huault qui était conseiller et secrétaire pour Henri II³⁶. Par contre, celui qui a connu une plus grande renommée, c'est Charles Huault de Montmagny³⁷, chevalier de l'ordre de Malte, premier gouverneur et lieutenant général de la Nouvelle-France de 1636 à 1648 et le premier seigneur de la Rivière-du-Sud. On remarque déjà que ce premier seigneur a laissé une empreinte suffisamment importante sur le territoire pour y donner son nom. Charles Huault de Montmagny est principalement reconnu pour avoir élaboré des stratégies pour contrecarrer les frappes iroquoises, notamment en édifiant des forts, dont celui à l'embouchure de la rivière Richelieu construit en 1642³⁸. De plus, le chevalier de Montmagny a été un défenseur des terres en culture, puisqu'il voulait que la colonie puisse être autarcique, du moins pour les produits de base³⁹.

En ce qui concerne la seigneurie Rivière-du-Sud, c'est Charles Huault de Montmagny qui effectue lui-même la demande à la Compagnie de la Nouvelle-France pour l'obtenir, le 5 mai 1646⁴⁰. Entreprendre la colonisation d'un territoire éloigné comme celui-ci à cette époque peut être interprété comme une volonté de montrer l'exemple aux

³⁶ Jean Hamelin, « Huault de Montmagny, Charles », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], Université Laval, <http://www.biographi.ca/fr/bio.php?BioId=34409>, page consultée le 10-03-2016.

³⁷ Pour une biographie complète sur Charles Huault de Montmagny : Jean-Claude Dubé, *Le chevalier de Montmagny (1601-1657): premier gouverneur de la Nouvelle-France*, Québec, Fides, 1999, 430 p.

³⁸ Yves Hébert, *Montmagny: une histoire, 1646-1996 : la seigneurie, le village, la ville*, Montmagny, 1996, p. 24.

³⁹ Dubé, *op. cit.*, p. 297.

⁴⁰ Hébert, *op. cit.*, p. 24.

autres seigneurs afin de les encourager à exploiter leurs seigneuries⁴¹. Par contre, ce seigneur qui estimait particulièrement la chasse⁴² semble surtout intéressé par l'île aux Oies, située sur le territoire de sa seigneurie, puisqu'elle renfermait du gibier ailé et des ressources halieutiques⁴³. Cependant, il participe tout de même au développement seigneurial en réglementant la traite, en encourageant la concession des terres et en établissant un fermier sur l'île aux Oies⁴⁴.

En 1648, Charles Huault de Montmagny est remplacé dans ses fonctions de gouverneur et décide de retourner en France⁴⁵. Il laisse en procuration la seigneurie de la Rivière-du-Sud à son frère Adrien Huault, pour qu'il puisse la vendre, ce qu'il fait le 10 janvier 1654⁴⁶. En France, Montmagny obtiendra encore une fois plusieurs reconnaissances de ses pairs, il sera proclamé Procureur général et grand maître des Chevaliers de Malte⁴⁷. Il terminera ses jours dans les Antilles, sur l'île de Saint-Christophe le 4 juillet 1657⁴⁸.

De façon générale, on retrouve ici comme premier seigneur, un individu qui a usé de sa propre influence en sa qualité de gouverneur, pour obtenir la seigneurie de Rivière-du-Sud. De plus, il est important de préciser qu'il est issu de la noblesse de robe et qu'il entretient des relations privilégiées avec la noblesse d'épée, comme on peut le constater

⁴¹ Dubé, *op. cit.*, p. 296.

⁴² *Ibid.*, p. 294.

⁴³ *Ibid.*, p. 298.

⁴⁴ Hébert, *op. cit.*, p. 24.

⁴⁵ Hamelin, *loc. cit.*

⁴⁶ Hébert, *op. cit.*, p. 25-26.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 25.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 25.

par son adhésion à l'ordre de Malte⁴⁹. Enfin, il demeure un seigneur absent, qui exploitera et développera très peu la seigneurie de la Rivière-du-Sud, laissant comme seul véritable héritage concret son nom.

2.1.2 *Nicolas Gamache, premier seigneur à Cap-Saint-Ignace*

Le fief Gamache qui correspond aujourd'hui à une partie de la municipalité de Cap-Saint-Ignace a d'abord appartenu conjointement à Nicolas Gamache et Louis Gagné dit Bellavance. Cette concession de la seigneurie Gamache s'est effectuée le 3 novembre 1672 et un partage survenu le 1^{er} novembre 1689 va résulter en la séparation du fief en deux avec une partie pour Nicolas Gamache et l'autre pour Louis Gagné dit Bellavance⁵⁰. Ce partage de la seigneurie en deux minuscules fiefs ne permet guère aux deux seigneurs d'espérer devenir des colonisateurs⁵¹. On connaît peu de choses sur Nicolas Gamache : c'est un roturier qui semble avoir eu certains contacts avec les dirigeants de la colonie puisqu'il se fait concéder une seigneurie. De plus, il semble qu'il a obtenu cette seigneurie en récompense⁵². Par ailleurs, le seigneur Gamache va tenir feu et lieu, ainsi que ses successeurs et cela pour six générations⁵³.

En somme, Cap-Saint-Ignace a d'abord été colonisé par un seigneur roturier qui a acquis ce territoire en récompense et qui a été présent, tout comme ses héritiers, pour

⁴⁹ En effet, pour faire partie de cet ordre, on devait prouver une noblesse d'au moins 100 ans pour chacun des huit quartiers de noblesse. La généalogie de Charles Huault de Montmagny montre que sa famille a été anoblée au XVI^e siècle seulement. Dubé, *op. cit.*, p. 61.

⁵⁰ « RSVSL » gouvernement de Québec, (seigneurie Gamache).

⁵¹ Benoît Grenier, « Devenir seigneur en Nouvelle-France : Mobilité sociale et propriété seigneuriale dans le gouvernement de Québec sous le régime français », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 2000, p. 31.

⁵² Laberge, *Histoire de la Côte-du-Sud*, *op. cit.*, p. 128

⁵³ Grenier, *Seigneurs campagnards*, *op. cit.*, p. 55.

exploiter et développer la seigneurie. De façon générale, Nicolas Gamache obtient une seigneurie de dimension modeste qui est proportionnelle à sa modeste condition sociale.

2.1.3 Noël Langlois, premier seigneur de Saint-Jean-Port-Joli

Noël Langlois, de son surnom Traversy pour le différencier de son père, voit le jour le 7 décembre 1651 en Nouvelle-France. Issu d'une famille roturière avec un père illettré, il devient charpentier et agriculteur⁵⁴. Il entreprend des travaux de défrichements à Saint-Jean-Port-Joli et demande au gouverneur Frontenac de lui concéder ce territoire. Il acquiert cette seigneurie qui prend le nom de Traversy (ou Langlois)⁵⁵ ou Rivière-des-Trois-Saumons le 25 mai 1677⁵⁶. Noël Langlois dit Traversy ne semble pas avoir été très entreprenant dans sa seigneurie. En effet, il n'y demeure pas de façon permanente, aucune infrastructure seigneuriale n'est construite et il établit seulement deux censitaires⁵⁷. Il va même recevoir des critiques fortement négatives de la part de l'intendant Jacques Duchesneau⁵⁸. Par contre, les deux colons qu'il va attirer vont développer plus tard la seigneurie avec leurs familles nombreuses⁵⁹. Le seigneur Traversy, ne sera pas non plus capable d'administrer adéquatement sa seigneurie, puisqu'il accumulera plusieurs dettes envers Charles Aubert de la Chesnaye⁶⁰. C'est dans ce contexte qu'il est contraint, le 19 novembre 1686, de vendre sa seigneurie à Charles Aubert de la Chesnaye, auquel il devait déjà 960 livres, pour la somme de 1 160 livres⁶¹.

⁵⁴ Jacques Castonguay, *Seigneurs et seigneuses: à l'époque des Aubert de Gaspé*, Montréal, Fides, 2007, p. 18.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 20.

⁵⁶ « RSVSL » gouvernement de Québec, (seigneurie Port-Joly).

⁵⁷ Jacques Castonguay, *La seigneurie de Philippe Aubert de Gaspé*, Montréal, Fides, 1977, p. 15.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Castonguay, *Seigneurs et seigneuses*, *op. cit.*, p. 21.

⁶⁰ *Idem*, *La seigneurie de Philippe Aubert de Gaspé*, *op. cit.*, p. 15.

⁶¹ *Idem*, *Seigneurs et seigneuses*, *op. cit.*, p. 23.

Cette seigneurie, qui prendra plus tard le nom de Port Joly, est véritablement à un stade embryonnaire avec ce seigneur roturier qui semble peu dévoué à devenir un seigneur-colonisateur. On notera qu'il a probablement obtenu cette terre en raison de sa volonté à coloniser une terre éloignée et peu en demande à ce moment. Son absence a certainement joué un rôle prédominant dans la lente évolution de la colonisation de Saint-Jean-Port-Joli au XVII^e siècle.

2.1.4 Nicolas Juchereau de Saint-Denis, premier seigneur de Saint-Roch-des-Aulnaies (Grande Anse)

Nicolas Juchereau de Saint-Denis est né vers 1627 à La Lande-sur-Eure en France⁶². Il est reconnu pour avoir obtenu plusieurs territoires dans la colonie, notamment à Québec, à Beauport, à l'île d'Orléans et sur la Côte-du-Sud⁶³. En effet, il se voit concéder la seigneurie de la Grande-Anse, le 1^{er} avril 1656, par le gouverneur Jean de Lauzon⁶⁴. Cependant, il semble qu'il ne soit jamais allé sur cette seigneurie et que, de son vivant, aucune action de développement n'ait été entreprise⁶⁵. Il a plutôt été occupé à développer ses autres possessions, à entreprendre le commerce des pelleteries et à commander une milice⁶⁶. D'ailleurs, ses expéditions militaires avec ses miliciens contre les Agniers en 1666 et les Anglais en 1690, ainsi que ses talents de colonisateur, vont lui valoir l'anoblissement en février 1692⁶⁷. Il ne profitera pas bien longtemps de son statut particulier puisqu'il décédera en octobre de la même année.

⁶² Bernard Weilbrenner, « Juchereau de Saint-Denis, Nicolas », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], Université Laval, http://www.biographi.ca/fr/bio/juchereau_de_saint_denis_nicolas_1F.html, page consultée le 20-10-2017.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Roland Martin, *Saint-Roch-des-Aulnaies*, Société historique de la Côte-du-Sud, La Pocatière, 1975, p. 15.

⁶⁵ Léon Roy, *Les terres de la Grande-Anse, des Aulnaies et du Port-Joly*, Lévis, P.Q., 1951, p. 38.

⁶⁶ Weilbrenner, *loc. cit.*

⁶⁷ *Ibid.*

En somme, par son implication militaire, sa proximité avec les élites au pouvoir, ses nombreuses propriétés foncières et son intérêt pour le commerce Nicolas Juchereau de Saint-Denis est devenu noble et, notamment, seigneur de Saint-Roch-des-Aulnaies. Par contre, il ne sera pas entreprenant pour la seigneurie, mais le sera pour le reste de la colonie et laissera un héritage suffisamment important pour que ses successeurs puissent développer adéquatement la seigneurie qu'il a délaissée de son vivant.

2.1.5 François Pollet de la Combe Pocatière premier seigneur de La Pocatière

Le territoire de La Pocatière qui sera aussi désigné au courant de son évolution sous le nom du Canton des Suisses fribourgeois, de la Grande-Anse et de Sainte-Anne du Sud, a connu plusieurs changements. D'abord, le Canton des Suisses fribourgeois semble provenir d'une autorisation spéciale qui permettait aux Suisses et à leurs descendants, qui ont été dans les armées du roi de France depuis 1481, d'obtenir une concession de territoire⁶⁸. En juillet 1665, sept Suisses vont obtenir cette concession, mais aucun d'entre eux ne va s'y établir⁶⁹. À l'été 1665, François Pollet de la Combe Pocatière arrive dans le Nouveau Monde par l'entremise du régiment de Carignan-Salières, en tant que capitaine réformé et maréchal des logis⁷⁰. Le 29 novembre 1669, il épouse à Québec Marie-Anne Juchereau, et son beau-père, Nicolas Juchereau de Saint-Denis, lui donne en cadeau de mariage une partie du fief de la Grande Anse. Cette donation crée la scission entre Saint-Roch-des-Aulnaies et Sainte-Anne-de-La-Pocatière⁷¹. Cet arrière-fief, deviendra une seigneurie, à la suite du décès de François Pollet en 1672, lorsque l'intendant Jean Talon

⁶⁸ Hélène Grenier, *Les étrangers au Canada sous le régime français*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1992, p. 22.

⁶⁹ Société historique de la Côte-du-Sud, « Historique », [En ligne], <http://www.shcds.org/lapoc/lapoh.htm>, page consultée le 10-10-2017.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*

concède officiellement le territoire à la veuve de Pollet, Marie-Anne Juchereau⁷². D'ailleurs, il semble que le nom de Sainte-Anne-de-La-Pocatière, provienne de la composition du nom la Combe Pocatière, et de Marie-Anne Juchereau de Saint-Denis⁷³. Marie-Anne Juchereau se remarie en 1683 avec François-Magdeleine-Fortuné Ruelle d'Auteuil. Cependant, la seigneurie ne connaîtra pas de véritables actions colonisatrices avant 1692⁷⁴.

Il est possible de postuler que le roturier François Pollet de la Combe Pocatière a obtenu la seigneurie de La Pocatière par son statut de militaire et par ses relations privilégiées avec une famille influente dans la colonie, notamment avec son beau-père Nicolas Juchereau de Saint-Denis. Cependant, la seigneurie de La Pocatière sera très peu exploitée au XVII^e siècle, puisqu'aucun des seigneurs ne tient feu et lieu.

2.1.6 Olivier Morel de la Durantaye, premier seigneur de Kamouraska

Le premier seigneur de Kamouraska est Olivier Morel de la Durantaye⁷⁵. Il commande une compagnie du régiment de Carignan. Avec celle-ci, il effectue des expéditions contre les Agniers et assure la défense de la colonie⁷⁶. En plus de sa carrière militaire, qui l'occupe principalement à Québec, il pratique aussi la traite près de Montréal⁷⁷. D'origine noble, il se voit concéder la seigneurie de Kamouraska le 15 juillet

⁷² Gérard Malchelosse, « Pollet de la Combe Pocatière, François », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/pollet_de_la_combe_pocatiere_francois_1F.html, Université Laval, page consultée le 20-10-2017

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*, p. 81

⁷⁵ Pour une biographie d'Olivier Morel de la Durantaye : Jean-Paul Morel de La Durantaye, *Olivier Morel de La Durantaye: officier et seigneur en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, 1997, 223 p.

⁷⁶ Bernard Weilbrenner, « Morel de la Durantaye, Olivier », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/morel_de_la_durantaye_olivier_2F.html, Université Laval, page consultée le 20-10-2017.

⁷⁷ *Ibid.*

1674 par le gouverneur Frontenac⁷⁸. Par contre, il vend celle-ci six ans plus tard à Charles Aubert de La Chesnaye, après avoir tenté d'exploiter les ressources marines de Kamouraska⁷⁹.

En somme, nous avons ici un individu qui est devenu seigneur en sa qualité de noble, de militaire et de commerçant, tout comme plusieurs de ses confrères officiers de Carignan-Salière. Absent de cette seigneurie et incapable de l'exploiter, il décide de s'en défaire.

On constate que les premiers seigneurs sont en relation avec le pouvoir, ce qui leur permet d'obtenir leurs concessions. La moitié des concessionnaires, soit Charles Huault de Montmagny, Nicolas Juchereau de Saint-Denis, François Pollet de la Combe Pocatière et Olivier Morel de la Durantaye, sont en étroite relation avec le pouvoir puisqu'ils ont tous rempli des fonctions militaires. De plus, la noblesse ne semble pas être un prérequis pour accéder à la propriété seigneuriale, mais il s'agit tout de même d'un élément favorisant ce genre d'acquisition, notamment par les contacts octroyés par les élites qui en font partie. En effet, on observe moins de la moitié des premiers seigneurs qui sont nobles, si on ne considère pas Nicolas Juchereau de Saint-Denis puisqu'il a été anobli après l'acquisition de la seigneurie de la Grande-Anse. À l'échelle de toute la Nouvelle-France, la noblesse au XVII^e siècle domine la propriété seigneuriale et lors de l'abolition en 1854, les propriétaires seront majoritairement des bourgeois. Par contre, ces seigneurs brillent par leur absence, ils ont tous été absents de leurs fiefs, à l'exception du roturier

⁷⁸ Culture et Communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Olivier Morel de la Durantaye », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=195553&type=bien#.VsYGOfhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

⁷⁹ *Ibid.*

Nicolas Gamache. En considérant que Nicolas Gamache a obtenu sa seigneurie (en récompense) et que Noël Langlois l'a acquise par sa propre initiative et les autres par leurs contacts et leurs exploits militaires, il est possible d'admettre que ce sont les plus méritants ou opportunistes qui obtiennent ces concessions de la Côte-du-Sud.

3. Le patrimoine seigneurial des « dynasties » de la Côte-du-Sud

Cette section a pour but de présenter les familles seigneuriales qui ont marqué les seigneuries sur plusieurs générations. De plus, il sera question de mettre en évidence les éléments du patrimoine seigneurial qui sont parvenus jusqu'à nous, soit les manoirs, les moulins et les éléments intégrés aux églises. Nous signalerons au passage ceux qui ont obtenu une reconnaissance officielle par une mention dans le Répertoire du patrimoine culturel du Québec.

3.1 Montmagny et les Couillard

Louis Couillard de Lespinay (1629-1678) acquiert la seigneurie de la Rivière-du-Sud en 1654 et sa famille va la garder au-delà de l'abolition du régime seigneurial en 1854⁸⁰. Elle la conservera jusqu'en 1894⁸¹. Les Couillard ont véritablement marqué le paysage seigneurial de Montmagny. Un moulin et deux manoirs érigés par cette famille ont traversé le temps. C'est le co-seigneur Jean-Baptiste Couillard-Dupuy (1814-1889) qui a fait construire le moulin à farine en question. Le moulin Couillard-Dupuy a été érigé

⁸⁰Culture et Communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Manoir et four à pain Couillard », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92737&type=bien#.VsyihvnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

⁸¹ BAnQ-Québec, Fonds E39 - *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales*, série 100, sous série 1, rapport de Rivière du Sud.

en 1845 et modifié à plusieurs reprises. Il ne figure pas au patrimoine culturel du Québec, mais il est toujours debout au 22, rue des Canotiers⁸².

Deux manoirs sont parvenus jusqu'à nous. Il s'agit du Manoir Couillard-Dupuy, qui sera analysé plus en détails au chapitre 3 et du manoir seigneurial d'Antoine-Gaspard Couillard-de-Lespinay. Le manoir seigneurial d'Antoine-Gaspard Couillard de Lespinay, connu aussi sous le nom de Manoir Couillard de l'Espinay ou Manoir des Érables ou encore Manoir Couillard de Montmagny, a été construit en 1812 pour l'occasion du mariage d'Antoine-Gaspard Couillard-de-Lespinay avec Marie-Angélique-Flore Wilson⁸³. Situé au 220, boulevard Taché Est, cet imposant bâtiment en pierre de taille fait partie du recensement des manoirs entrepris par Pierre-Georges Roy et poursuivi par Raymonde Gauthier. De plus, ce manoir a connu plusieurs fonctions différentes. En effet, il a été une auberge, un restaurant⁸⁴ et, récemment, il a été acheté aux enchères par un particulier⁸⁵, pour devenir une résidence privée⁸⁶. Malgré sa valeur historique, l'intérêt porté par Roy et Gauthier et les nombreuses vocations du bâtiment, il ne fait pas partie du registre patrimonial culturel du Québec. Par contre, il en est autrement pour le Manoir Couillard-Dupuy.

⁸² Ville Montmagny, « Un peu d'histoire », [En ligne], <http://www.ville.montmagny.qc.ca/fr/la-ville/un-peu-d-histoire/>, page consultée le 20-10-2017.

⁸³ Raymonde Gauthier, *Les manoirs du Québec*, Québec, Fides, coll. Connaissance du Québec, 1976, p. 172.

⁸⁴ Connut sous le nom de Manoir des Érables

⁸⁵ Éric Bernard, « Le Manoir des Érables acquis dans sa totalité par un Magnymontois » [En ligne], <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/les-regions/201310/23/01-4702972-le-manoir-des-erables-acquis-dans-sa-totalite-par-un-magnymontois.php>, *Le Soleil*, 24 octobre 2013, page consultée le 20-10-2017.

⁸⁶ Gilbert Leduc, « Daniel Laprise voit... haut! », [En ligne], <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201404/25/01-4761026-daniel-laprise-voit-haut.php>, *Le Soleil*, 26 avril 2014, page consultée le 20-10-2017.

3.2 Cap-Saint-Ignace et les Gamache

La proximité et la petitesse des cinq seigneuries situées sur le territoire de Cap-Saint-Ignace, vont parfois entraîner des conflits entre les seigneurs, notamment en ce qui concerne l'emplacement de l'église. Cette querelle va mener à l'édification de deux presbytères par les seigneurs de Vincelotte et de Gamache⁸⁷ qui changeront de vocation puisque le clergé décidera d'établir l'église entre les deux presbytères pour résoudre le conflit. De cette façon, les deux presbytères étaient beaucoup trop loin de l'église pour remplir leur fonction et deviendront des résidences pour les deux familles de seigneurs. Le manoir seigneurial de Vincelotte n'est pas parvenu jusqu'à nous, puisqu'il a été la proie des flammes en 1899. Par conséquent, il n'a pas obtenu de reconnaissance de la part de Roy, de Gauthier ni du ministère de la Culture et des Communications. Par contre, un autre manoir seigneurial est toujours présent au 118, rue du Manoir Est. Il s'agit du manoir Manoir Chenest ou Beaubien. On retrouve une reconnaissance de ce manoir dans les ouvrages de Roy et Gauthier, mais « la maison a subi des transformations qui ne furent pas très heureuses⁸⁸ ». Aujourd'hui, le bâtiment construit par le notaire et seigneur Antoine Chenest en 1802 sert toujours de résidence privée et ne fait pas partie du patrimoine culturel du Québec.

En ce qui concerne les moulins, deux sont toujours présents à Cap-Saint-Ignace. Le premier datant de 1691 est un moulin à vent érigé par le seigneur Charles-Joseph Amyot de Vincelotte. Situé au 641, chemin des Pionniers Est, le bâtiment a été classé au registre du patrimoine culturel le 21 juin 1965. Le deuxième moulin date de 1825 et est

⁸⁷ Le manoir seigneurial Gamache sera analysé au chapitre 3

⁸⁸ Gauthier, *op. cit.*, p. 166.

actionné par le débit du bras Saint-Nicolas. Il s'agit du moulin érigé par le seigneur et notaire Antoine Chenest. Plusieurs tentatives ont été réalisées pour préserver le bâtiment, mais sans succès pour le moment, les lieux sont toujours abandonnés et non protégés par les autorités⁸⁹.

Aujourd'hui, avec la présence de quatre immeubles représentatifs du patrimoine seigneurial à Cap-Saint-Ignace, on retrouve un environnement intéressant pour observer un processus de patrimonialisation. Effectivement, le manoir Gamache, qui sera analysé au chapitre trois, va connaître ce processus jusqu'à son entrée au patrimoine culturel en 1959. D'ailleurs, on remarque que la famille Gamache a principalement laissé sa marque dans le patrimoine seigneurial de Cap-Saint-Ignace par la construction de leur habitation seigneuriale et leur conflit avec les seigneurs du fief Vincelotte.

3.3 Saint-Jean-Port-Joli et les Aubert

La famille Aubert, de 1686 à 1871⁹⁰, a été particulièrement influente sur la Côte-du-Sud. Encore aujourd'hui, plusieurs vestiges en lien avec cette famille sont conservés ou sont encore à découvrir. En effet, le site Philippe-Aubert-de-Gaspé, qui comprend une reconstitution du manoir⁹¹, a un potentiel archéologique. De plus, la présence du banc seigneurial de Philippe Aubert de Gaspé et les plaques dans l'église, manifestent concrètement l'influence de cette famille.

Quant aux moulins, on n'en retrouve qu'un seul aujourd'hui dans le territoire de cette seigneurie. Il s'agit du moulin à eau de la rivière Trois-Saumons situé au 515, chemin

⁸⁹ Francine Adam, *Les moulins à eau du Québec: du temps des seigneurs au temps d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2009, p.153-161.

⁹⁰ « RSVSL » gouvernement de Québec, (seigneurie Port-Joli)

⁹¹ La reconstitution du manoir Philippe Aubert de Gaspé sera étudiée au chapitre 2

du Moulin. Celui-ci date du début du XVIII^e siècle et c'est surtout grâce à ses propriétaires et à plusieurs autres agents de patrimonialisation⁹² qu'il a pu être conservé, mais il est important de préciser qu'il n'est pas inscrit au patrimoine culturel⁹³.

C'est la famille Aubert de Gaspé qui a le plus contribué à développer la seigneurie de Port-Joli. S'il reste peu de vestiges seigneuriaux, la mémoire seigneuriale, que nous analyserons plus tard, demeure très forte au sein de la municipalité.

3.4 Saint-Roch-des-Aulnaies sous les Juchereau et les Dionne

Les Juchereau ont conservé la seigneurie des Aulnaies pendant 177 ans (de 1656 à 1833)⁹⁴, beaucoup plus longtemps que la famille Dionne qui l'a gardée pendant 60 ans. Cependant, les immeubles seigneuriaux qui sont toujours présents à Saint-Roch-des-Aulnaies sont reliés à la famille Dionne. On lui doit un moulin et un manoir⁹⁵. De plus, ces bâtiments ont été préservés dans un véritable environnement seigneurial, puisque le territoire du domaine a été protégé. Le moulin banal des Aulnaies a été construit en 1842 par le seigneur Amable Dionne. Le moulin est alimenté par la rivière Le Bras. Dans un état exceptionnel, il constitue un attrait important pour le centre d'interprétation du régime seigneurial dont il fait partie. La municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies possède aujourd'hui deux immeubles patrimoniaux qui sont bien entretenus et se situent dans un microcosme seigneurial d'exception.

⁹² Ces agents de patrimonialisation sont l'association Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec (APMAQ) et la Commission des biens culturels du Québec, qui ont collaboré avec des professeurs de l'Université Laval et des étudiants du cégep de Sainte-Foy.

⁹³ Adam, *op. cit.*, p. 169-170.

⁹⁴ « RSVSL » gouvernement de Québec, (seigneurie des Aulnaies)

⁹⁵ Le manoir Dionne sera analysé au chapitre 2.

3.5 La Pocatière sous Juchereau, d'Auteuil et Dionne

Sur le territoire de La Pocatière, trois principales familles se sont transmises la seigneurie : les Juchereau (1672 à 1718), les d'Auteuil (1718 à 1746) et les Dionne (1830 à 1881)⁹⁶. Ce sont les Dionne qui se démarqueront le plus, notamment par leur renommée régionale et leurs nombreuses possessions dans les autres seigneuries à proximité. De plus, c'est cette famille qui sera responsable de la construction du moulin et du manoir⁹⁷ qui subsistent aujourd'hui à La Pocatière.

Le moulin construit par Amable Dionne en 1835 est situé tout près du manoir au 1460, route 230. Le moulin n'a obtenu aucune reconnaissance des autorités et il n'est plus habité depuis plusieurs années, on remarque que le bâtiment a été laissé à lui-même.

L'environnement des bâtiments seigneuriaux de La Pocatière n'est pas mis en valeur, mais ses immeubles seigneuriaux sont toujours présents.

3.6 Kamouraska et ses familles seigneuriales

Plusieurs familles ont pris possession de la seigneurie de Kamouraska, notamment les Morel, les Aubert, les Decharnay, mais celle qui demeure propriétaire le plus longtemps est la famille Taché (1790 à 1940)⁹⁸. C'est en se mariant en 1785 avec la coseigneuse Marie-Louise Decharnay, et en héritant de sa belle-mère cinq ans plus tard, que Pascal-Jacques Taché réussit à mettre la main sur la seigneurie⁹⁹. Pendant 200 ans, les Taché se sont transmis la seigneurie de Kamouraska; on pourrait supposer un énorme potentiel patrimonial et seigneurial de leur part, mais ce n'est pas le cas. En effet, il ne

⁹⁶ « RSVSL » gouvernement de Québec, (seigneurie de la Grande-Anse, La Pocatière).

⁹⁷ Le manoir Dionne de La Pocatière sera analysé au chapitre 4.

⁹⁸ « RSVSL » gouvernement de Québec, (seigneurie de Kamouraska).

⁹⁹ Évelyne Bossé, « Taché, Pascal », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/tache_pascal_6E.html, Université Laval, page consultée le 20-10-2017.

reste plus de vestiges qui dateraient d'avant 1854, le manoir a été incendié en 1886 et le dernier moulin existant a été érigé en 1860. Cependant, on observe une persistance du régime seigneurial, puisque le manoir a été reconstruit et qu'il porte toujours le nom de manoir Taché¹⁰⁰, malgré la fin du régime seigneurial.

De façon générale, le patrimoine seigneurial bâti à Kamouraska est très peu présent, même inexistant si on s'arrête à 1854, ce qui ne favorise certainement pas le développement de celui-ci dans la municipalité. Par contre, la mémoire seigneuriale semble tout de même demeurer, comme nous le verrons.

Ce tour d'horizon des immeubles seigneuriaux de ces différentes municipalités et des principales familles seigneuriales qui ont construit ces bâtiments, permet de remarquer qu'il faut souvent plus qu'une famille influente et qu'une reconnaissance de Roy et Gauthier pour être classé au registre du patrimoine culturel. En effet, on le constate avec le cas de Montmagny avec le moulin Jean-Baptiste Couillard-Dupuy et le Manoir des Érables. Le même sort est réservé au manoir Chenest de Cap-Saint-Ignace. De plus, malgré la réputation des Aubert de Gaspé, aucun bâtiment de type seigneurial n'a obtenu l'accès au registre du patrimoine culturel. En outre, avec le cas de Saint-Roch-des-Aulnaies, on peut affirmer que la famille seigneuriale qui est en possession de la seigneurie la majeure partie du temps ne laisse pas nécessairement des vestiges du patrimoine seigneurial. Ensuite, La Pocatière n'obtient aucune reconnaissance patrimoniale de ses bâtiments seigneuriaux, même s'ils sont reliés aux Dionne comme à Saint-Roch-des-Aulnaies. Ce premier portrait des municipalités permet déjà d'observer certaines composantes du processus de patrimonialisation et de donner un aperçu du traitement des

¹⁰⁰ Le cas de ce manoir sera exploré au chapitre 4.

bâtiments seigneuriaux. Les chapitres suivants seront consacrés à la question de ce processus avec des manoirs seigneuriaux particuliers qui reflètent des cas diversifiés.

Conclusion

Pour conclure avec le microcosme seigneurial de la Côte-du-Sud, l'observation des transformations du paysage, de la population et du régime seigneurial du XVII^e au XIX^e siècle, a dressé un portrait d'ensemble des seigneuries étudiées. Ensuite, les premiers seigneurs des différentes seigneuries analysés, a permis d'évaluer que pour obtenir ce type de seigneurie, les individus doivent souvent avoir un rapport privilégié avec le pouvoir en place, que la noblesse n'est pas un facteur déterminant et qu'ils sont souvent les plus méritants dans le sens où ils ont rempli des conditions particulières pour acquérir une seigneurie. De plus, les premiers seigneurs ne sont pas ceux qui vont laisser un héritage seigneurial du bâti, à l'exception des Gamache. Par contre, certains d'entre eux, comme c'est le cas pour La Pocatière et Montmagny, vont finir par laisser leur marque différemment en laissant leur patronyme. Par la suite, les immeubles seigneuriaux et leurs évolutions par l'entremise des familles seigneuriales marquantes ont été présentés. Ce tour d'horizon a permis de constater quelques processus de patrimonialisation à l'œuvre, mais qui n'ont pas été nécessairement fructueux dans la préservation de plusieurs cas. En effet, il faut souvent plus qu'une reconnaissance et être plus qu'un bâtiment rappelant une famille seigneuriale influente pour parvenir au registre du patrimoine culturel. Le portrait des différentes municipalités établi, les chapitres suivants seront consacrés à des témoins forts, timides et sous-estimés du régime seigneurial.

CHAPITRE 2 : LORSQUE LA SEIGNEURIE (OU LE SEIGNEUR) S'IMPOSE : LES TÉMOINS FORTS DU RÉGIME SEIGNEURIAL DE LA CÔTE-DU-SUD

Le patrimoine du Québec évolue constamment. Des biens peuvent demeurer dans l'oubli pendant plusieurs années avant d'être valorisés comme c'est le cas de la Maison Louis-Bertrand située à L'Isle-Verte¹. Ces types de bien n'émergent pas au hasard, ils sont le résultat d'un processus complexe et varié qui repose sur un contexte particulier. Parfois les démarches de patrimonialisation vont permettre d'établir de véritables emblèmes d'un thème bien précis. Par exemple, on ne peut évoquer l'histoire de la ville de Québec sans mentionner l'arrondissement historique du Vieux-Québec comprenant toutes les structures défensives ou encore la Place Royale². Dans une perspective seigneuriale, on retrouve sur la Côte-du-Sud deux incontournables témoins forts du régime seigneurial. Il s'agit des manoirs de Saint-Jean-Port-Joli et de Saint-Roch-des-Aulnaies. Les deux municipalités où ils se trouvent ont le mieux préservé et exploité le passage du régime seigneurial sur la Côte-du-Sud. Dans ce chapitre, il sera question du patrimoine de Saint-Jean-Port-Joli et de Saint-Roch-des-Aulnaies, de leurs manoirs seigneuriaux, des agents de patrimonialisation en présence et de la mémoire seigneuriale qui y est associée.

¹ Une fois acquise par l'UQAR, la Maison Louis-Bertrand a suscité l'intérêt des chercheurs qui ont valorisé le bâtiment, voir notamment : Maude Flamand-Hubert, « La maison Louis-Bertrand : lieu de mémoire et d'histoire », dans Karine Hébert et Julien Goyette, dir., *Histoire et idées du patrimoine, entre régionalisation et mondialisation*, Québec, éditions MultiMondes 2010, p. 141-160 et Maude Flamand-Hubert, *Louis-Bertrand à L'Isle-Verte (1811-1871) : Régime foncier et exploitation des ressources*, Mémoire (M. A.), Université du Québec à Rimouski, 2011, 215 p.

² Lucie K. Morisset et Luc Noppen, « De la ville idéale à la ville idéale : l'invention de la place royale à Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, n° 4, 2003, p. 454-479.

1. Le patrimoine de Saint-Jean-Port-Joli

On ne peut parler de Saint-Jean-Port-Joli sans évoquer les œuvres des frères Bourgault. En effet, ces sculpteurs remarquables ont eu une influence considérable sur la municipalité. Ils sont en grande partie responsables de la réputation de la municipalité comme « capitale de la sculpture sur bois³. » De plus, le patrimoine religieux de Saint-Jean-Port-Joli⁴ est intimement relié aux Trois Bérêts⁵, puisqu'ils ont accompli plusieurs sculptures de renom pour l'église du village. Aujourd'hui, le Musée des Anciens Canadiens est un musée sur la sculpture, qui tire son nom du roman de Philippe Aubert de Gaspé et du fait qu'il est situé sur le site du manoir.

Cependant, si la *Loi sur le patrimoine culturel* comprend les différentes pratiques comme un élément du patrimoine, la place de la sculpture sur bois, qui est une tradition de renommée importante dans la municipalité, demeure pour l'instant absente du registre du patrimoine culturel du Québec.

Depuis les frères Bourgault, la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli a continué sur cette lancée en encourageant le développement artistique et culturel de son milieu. Avec les œuvres de renoms, Saint-Jean-Port-Joli a su attirer une clientèle touristique axée sur l'artisanat et la culture. Par exemple, on retrouve toujours plusieurs ateliers d'art indépendant et d'événements reliés à la culture. Aujourd'hui, Saint-Jean-Port-Joli est une

³ Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, « historique », [En ligne], <http://www.saintjeanportjoli.com/default.asp?no=24&m=municipalite&c=22&sc=6>, page consultée le 10-10-2017.

⁴ Pour en savoir davantage sur le patrimoine religieux de Saint-Jean-Port-Joli consulter: Jean Simard et Nicole Bourgault, « Saint-Jean-Port-Joli et son patrimoine religieux », Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-686/Saint-Jean-Port-Joli%20et%20son%20patrimoine%20religieux#_Vx4v0fnhDIU, page consultée le 20-10-2017.

⁵ Surnom attribué aux frères Bourgault, puisqu'ils portaient tous des bérêts. Un parc en leur honneur porte ce surnom. Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, « Parc des Trois-Bérêts », [En ligne], <http://www.saintjeanportjoli.com/default.asp?m=loisirs&c=27>, page consultée le 20-10-2017.

destination prisée des voyageurs sur la Côte-du-Sud pour ses attraits touristiques reliés à l'art et la culture. Le patrimoine protégé de la municipalité va s'ajouter au côté artistique, tout en se centrant sur des pôles socio-économiques.

1.2 Biens au registre du patrimoine culturel

La municipalité de Saint-Jean-Port-Joli a quatre entrées au registre du patrimoine culturel du Québec : la maison Lavallée, l'église, le phare du Pilier-de-Pierre et le site Philippe-Aubert-de-Gaspé. Ces endroits patrimoniaux sont diversifiés puisqu'ils correspondent respectivement au patrimoine commercial, religieux, maritime et seigneurial.

La maison Lavallée, le phare du Pilier-de-Pierre et le site Philippe-Aubert-de-Gaspé ont tous été cités⁶ dans le registre du patrimoine culturel par la municipalité⁷ entre les années 2006 et 2014⁸. Cela révèle que le conseil municipal a été actif et conscientisé dans la préservation de son patrimoine dans les années 2000.

1.2.1. La place occupée par le patrimoine religieux

L'église de Saint-Jean-Port-Joli a été classée par le Ministre de la Culture et des Communications dès 1963. Ce classement se situe entre les débuts du recensement des

⁶ La citation des bâtiments par la municipalité, permet à ceux-ci de bénéficier d'un financement de la part de la municipalité pour restaurer, entretenir, conserver et mettre en valeur. Culture et communication du Québec, *Patrimoine*, [En ligne], <http://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5122>, page consultée le 20-10-2017.

⁷ Ce que permet l'amendement de la *Loi sur les biens culturels* de 1986 : « partage des pouvoirs entre l'État et les municipalités locales pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural par la citation de monuments historiques et la constitution de sites du patrimoine ». Yves Lefebvre, « Dossier : le patrimoine culturel », [En ligne], BAnQ, http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/publications/a_rayons_ouverts/aro_90/aro_90_dossier.html#histoi re page consultée le 20-10-2017.

⁸ Maison Lavallée : 2007, phare du Pilier-de-Pierre : 2014 et site Philippe-Aubert-de-Gaspé : 2006.

églises en 1925 par la Commission des monuments historiques de la province de Québec⁹ et les inquiétudes du XXI^e siècle sur l'avenir réservé aux églises du Québec¹⁰. Le classement a été légitimé en grande partie par ses caractéristiques architecturales parfois françaises ou britanniques, son emplacement au cœur du village, par le banc seigneurial et par la sépulture du célèbre seigneur Philippe Aubert de Gaspé sous son banc¹¹.

2. Le patrimoine de Saint-Roch-des-Aulnaies

Le registre du patrimoine culturel comprend quatre entrées pour la municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies. Trois d'entre elles sont reliées au patrimoine seigneurial. Il s'agit du moulin banal des Aulnaies, du domaine seigneurial des Aulnaies et de la pratique de la meunerie artisanale au moulin banal des Aulnaies. Ce patrimoine a accédé au registre entre 1965 et 2015. Évidemment, c'est le patrimoine immatériel relié à la pratique de la meunerie artisanale qui date de 2015. Les deux autres datant des années 1960 et 1970 reflètent bien la période où la Commission des monuments historiques considérait particulièrement les résidences en milieu rural et l'éclatement des balises patrimoniales établies. En effet, le manoir suscite l'intérêt de la Commission en 1965. Le contexte des années 1970 de la patrimonialisation, qui se caractérise par de nombreuses initiatives individuelles et de corporations, va se refléter dans l'admission du moulin seigneurial au

⁹ Notamment par l'ouvrage de : Pierre-Georges Roy, *Les vieilles églises de la province de Québec*, Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1925, 323 p.

¹⁰ Voir notamment : Luc Noppen et Lucie K. Morisset, *Les églises du Québec : un patrimoine à réinventer*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005, 434 p.

¹¹ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Église de Saint-Jean-Port-Joli », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92876&type=bien#.VwqM7PnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

répertoire du patrimoine culturel¹². Par la suite, la Corporation du Village-des-Aulnaies¹³ achète le moulin qui appartenait à M. Louis Gonzague Pelletier,¹⁴ dans l'objectif de mettre sur pieds un village historique¹⁵. Le quatrième bien au répertoire fait partie du patrimoine religieux.

2.1. La place occupée par le patrimoine religieux

Un seul bâtiment religieux a été classé dans la municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies. Il s'agit de la chapelle de procession Notre-Dame-de-Lourdes. Elle obtient la protection des autorités gouvernementales en 1981, principalement en raison de ses caractéristiques reliées à une architecture religieuse d'inspiration française et à son emplacement près de l'ancien chemin du Roy¹⁶. Ce bâtiment révèle encore une fois les inquiétudes reliées à l'avenir du patrimoine religieux qui atteint son apogée au XXI^e siècle.

En somme, Saint-Jean-Port-Joli et Saint-Roch-des-Aulnaies possèdent une reconnaissance similaire de la part des autorités patrimoniales¹⁷. Les deux municipalités ont chacune quatre entrées au registre, mais le ministère s'est impliqué davantage dans la patrimonialisation à Saint-Roch-des-Aulnaies qu'à Saint-Jean-Port-Joli. En effet, à Saint-

¹² Alain Laberge et al., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 551.

¹³ La Corporation du Village-des-Aulnaies va changer de nom en 1976 pour devenir la Corporation touristique de la seigneurie des Aulnaies. Gouvernement du Québec, Ministère des Consommateurs, « Certificat changement de nom », 1976. Archive la Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies

¹⁴ Francine Adam, *Les moulins à eau du Québec: du temps des seigneurs au temps d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2009, 172 p.

¹⁵ Corporation municipale de Saint-Roch-des-Aulnaies, « Procès-verbal », 03-09-1974.

¹⁶ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Chapelle de procession Notre-Dame-de-Lourdes », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92947&type=bien#.VwpwIfnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

¹⁷ Nous entendons par autorités gouvernementale les individus engagés par le gouvernement du Québec pour définir et protégé le patrimoine culturel du Québec se retrouvant ou ayant le potentiel d'être inscrit au Registre du patrimoine culturel du Québec.

Roch-des-Aulnaies, trois bâtiments ont été classés par le ministère et un seul l'a été pour Saint-Jean-Port-Joli. La municipalité de Saint-Jean-Port-Joli a dû agir par elle-même pour sauver son patrimoine, tandis qu'à Saint-Roch-des-Aulnaies, la municipalité a plutôt choisi de mettre sa confiance envers les autorités gouvernementales et, on le verra plus loin, à une corporation. De plus, par l'entremise du patrimoine religieux de Saint-Jean-Port-Joli, le patrimoine seigneurial est utilisé pour manifester la valeur historique des lieux. À partir de cet environnement patrimonial, il est intéressant de remarquer comment les deux municipalités ont évolué pour devenir des lieux composés de témoins forts du patrimoine seigneurial. Les manoirs seigneuriaux, symbole phare du régime seigneurial, permettent une vision de cette évolution.

3. Le manoir Aubert de Gaspé

Dans l'objectif de bien analyser le processus de patrimonialisation du manoir Aubert de Gaspé, il est nécessaire d'exposer l'histoire du manoir, sa fonction actuelle, son statut et ses agents de patrimonialisation.

3.1 Histoire du manoir

Je n'ai jamais approché, dit-il, du domaine de mes ancêtres sans être vivement impressionné. Que l'on vante, tant qu'on voudra, la beauté des sites pittoresques, grandioses, qui abondent dans notre Nouvelle-France¹⁸ [...]

Jules d'Haberville, fils de seigneur de Saint-Jean-Port-Joli, *Les anciens Canadiens*

Le premier manoir des Aubert de Gaspé a été construit entre 1730 et 1740 par le troisième seigneur de Saint-Jean-Port-Joli : Pierre Aubert de Gaspé. On sait peu de choses

¹⁸ Philippe Aubert de Gaspé, *Les anciens Canadiens*, Québec, La Bibliothèque électronique du Québec, Collection Littérature québécoise, Volume 15 : version 1.2, [En ligne], <https://beq.ebooksgratuits.com/pdf/Gaspe-Canadiens.pdf>, page consultée le 20-10-2017, p. 152-153.

sur ce manoir, à l'exception du fait qu'il a été brûlé par les troupes britanniques en 1759 et qu'il sert de décor au roman *Les anciens Canadiens*. Philippe Aubert de Gaspé décrit ce manoir dans ce roman. Évidemment, on se doit d'être prudent dans la description qu'il nous en dresse puisqu'il est nostalgique de ce passé seigneurial et qu'il n'a pas connu lui-même ce bâtiment¹⁹. Il décrit ce manoir comme étant « opulent ²⁰», mais il met surtout l'accent sur l'environnement de celui-ci pour exprimer son unicité et ce particulièrement dans son chapitre VII : *Le manoir d'Haberville*²¹. D'ailleurs Pierre-Georges Roy va reprendre un extrait de ce chapitre pour la description du site de ce manoir dans son ouvrage pour la Commission des monuments historiques²². Rappelons qu'il s'agit d'une œuvre de fiction, mais il prend tout de même la peine d'effectuer une description méthodique des lieux :

Le manoir seigneurial, situé entre le fleuve Saint-Laurent et le promontoire, n'en était séparé que par une vaste cour, le chemin du roi et le bocage. C'était une bâtisse à un seul étage, à comble raide, longue de cent pieds, flanquée de deux ailes de quinze pieds avançant sur la cour principale. Un fournil, attenant du côté du nord-est à la cuisine, servait aussi de buanderie. Un petit pavillon contigu à un grand salon au sud-ouest, donnait quelque régularité à ce manoir d'ancienne construction canadienne. Deux autres pavillons au sud-est servaient, l'un de laiterie, et l'autre d'une seconde buanderie, recouvrant un puits qui communiquait par un long dalot à la cuisine du logis principal. Des remises, granges et étables, cinq petits pavillons, dont trois dans le bocage, un jardin potager au sud-ouest du manoir, deux vergers, l'un au nord et l'autre au nord-est, peuvent donner une idée de cette résidence d'un ancien seigneur canadien, que les habitants appelaient le village d'Haberville²³.

¹⁹ En effet, plusieurs études sur son sujet sont arrivées à cette conclusion notamment : Robert Viau, « Philippe Aubert de Gaspé : juge et partie du régime seigneurial », *Études littéraires canadiennes*, vol. 37, n°2 (2012), p. 73-94.

²⁰ Philippe Aubert de Gaspé, *Les anciens Canadiens*, Québec, La Bibliothèque électronique du Québec, Collection Littérature québécoise, Volume 15 : version 1.2, [En ligne], <https://beq.ebooksgratuits.com/pdf/Gaspé-Canadiens.pdf>, page consultée le 20-10-2017, p. 447.

²¹ *Ibid.*, p. 148-174

²² Pierre-Georges Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1927, p. 211-216.

²³ Philippe Aubert de Gaspé, *op. cit.*, p. 151.

Le manoir familial est reconstruit vers 1763 et c'est dans celui-ci que le célèbre Philippe Aubert de Gaspé passe la fin de ses jours pour écrire ses œuvres littéraires.

Les fouilles archéologiques ont permis de découvrir que le manoir Aubert de Gaspé a connu plusieurs transformations. Au départ, la résidence était seulement de 13,32 mètres de longueur par 8,93 mètres de largeur. C'est vers 1780 qu'on ajoute des ailes aux extrémités du manoir, qui donne la forme d'un « U » à celui-ci, comme on peut le remarquer sur la photo ci-dessous²⁴.

Figure 1 – Le manoir de la famille Aubert de Gaspé, vers 1900



Source : BAnQ, Centre d'archives de Québec de BAnQ, « Le manoir de la famille Aubert de Gaspé, vers 1900 », E6,S8,SS1,SSS967,D6069

Comme le précise Serge Saint-Pierre : « Ces agrandissements confèrent alors à l'édifice son véritable caractère de « manoir » en le distinguant des simples maisons d'habitants. La porte centrale était flanquée de nombreuses fenêtres disposées avec

²⁴ Serge Saint-Pierre, « Le manoir de Gaspé : architecture, histoire et archéologie », *Le Javelier*, vol. 24, no 1 (2008), p. 12-14.

symétrie, ce qui, avec les deux ailes, donnait à l'édifice l'allure classique d'une gentilhommière d'esprit français ²⁵».

Figure 2 – La maison des Leclerc



Source : Musée de la mémoire vivante, « La maison des Leclerc, transportée sur le site après l'incendie du manoir seigneurial en 1909, et le fournil. Photo prise entre 1950 et 1970 », [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/SousOnglets/AfficheSousOnglet?SousOngletId=15>, page consultée le 27-04-2016.

Malheureusement, ce symbole du régime seigneurial prend feu en 1909. Une maison familiale prendra la place, jusqu'en 1970. C'est finalement en 2007, après avoir accompli plusieurs démarches²⁶, que la Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé réalise son objectif de reconstruire le manoir²⁷.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ La Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé a été créée en 1987, alors il aura fallu 20 ans d'organisations et d'entreprises avant qu'elle accomplisse son objectif de reconstruire le manoir de Philippe Aubert de Gaspé.

²⁷ Musée de la mémoire vivante, « Historique », [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/SousOnglets/AfficheSousOnglet?SousOngletId=19>, page consultée le 20-10-2017.

Figure 3 – Reconstitution du manoir de Philippe Aubert de Gaspé



Source : Musée de la mémoire vivante, [En ligne],
<http://www.saintjeanportjoli.com/default.asp?m=loisirs&c=24>, page consultée le 13-04-1016

3.1.1. Les occupants du manoir

Plusieurs seigneurs et seigneuses se sont établis sur le site Philippe-Aubert-de-Gaspé. En 1760, Ignace-Philippe Aubert de Gaspé s'installe à Saint-Jean-Port-Joli et reconstruit le manoir incendié par les Anglais²⁸. Il demeure dans son nouveau manoir jusqu'à la fin de ses jours, il sera inhumé dans l'église de la paroisse en 1787²⁹. Marie-Anne Coulon, veuve d'Ignace, va assurer la gestion de la seigneurie jusqu'à ce que son fils, Pierre-Ignace, lui succède comme seigneur en 1789³⁰. Il sera au manoir jusqu'à son décès en 1823. Catherine Tarieu de Lanaudière, veuve de Pierre-Ignace, prend sa place

²⁸ Jacques Castonguay, « Aubert de Gaspé, Ignace », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], Université Laval, http://www.biographi.ca/fr/bio/aubert_de_gaspe_ignace_philippe_4F.html, page consultée le 20-10-2017.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Jacques Castonguay, « Aubert de Gaspé, Pierre-Ignace », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], Université Laval, http://www.biographi.ca/fr/bio/aubert_de_gaspe_pierre_ignace_6F.html, page consultée le 20-10-2017.

jusqu'en 1842 où Philippe Aubert de Gaspé, fils aîné, hérite de l'usufruit³¹ de la seigneurie de Saint-Jean-Port-Joli³². Aujourd'hui, le site Philippe-Aubert-de-Gaspé commémore le passage de la famille Aubert, qui a été propriétaire de 1686 à 1871. L'occupation de ce site par cette famille a eu une influence directe dans la patrimonialisation de cet endroit. De plus, Philippe Aubert de Gaspé (et sa seigneurie de Saint-Jean-Port-Joli) est souvent représenté comme la figure régionale incontournable de la région de la Côte-du-Sud. Il a notamment mobilisé les énergies des nombreux auteurs, historiens et littéraires. En 1977, probablement intéressé par ses ancêtres³³, Jacques Castonguay concentre son attention sur une seigneurie reconnue en raison du célèbre seigneur et écrivain Philippe Aubert de Gaspé³⁴. Malgré le titre centré sur Philippe Aubert de Gaspé, son ouvrage se consacre aux différents seigneurs de la seigneurie de Saint-Jean-Port-Joli. Il va mettre à jour ce travail 30 ans plus tard avec *Seigneurs et seigneuses: À l'époque des Aubert de Gaspé*³⁵. L'intérêt envers cette incontournable figure continue encore aujourd'hui à inspirer certains spécialistes. En effet, en 1991 Castonguay lui consacre une biographie³⁶ et, récemment, un recueil d'études d'experts sur le sujet a été publié sous la direction de Marc-André Bernier et Claude La Charité³⁷

³¹ Philippe Aubert de Gaspé est en réalité un seigneur usufruitier (grevé de substitution), pour plus de détails sur ce type de succession: Jonathan Fortin, « La substitution fidéicommissaire et la transmission du patrimoine dans la première moitié du XIX^e siècle : le cas des seigneurs usufruitiers », dans Benoît Grenier et al., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion, 2016, 483 p.

³² Luc Lacourcière, « Aubert de Gaspé, Philippe-Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne], Université Laval, http://www.biographi.ca/fr/bio/aubert_de_gaspe_philippe_joseph_10F.html, page consultée le 20-10-2017.

³³ En effet, Castonguay est l'arrière-petit-fils du notaire de Philippe Aubert de Gaspé.

³⁴ Jacques Castonguay, *La seigneurie de Philippe Aubert de Gaspé*, Saint-Jean-Port-Joli, Collection Loisirs et Culture, Montréal, Fides, 1977, 162 p.

³⁵ *Idem*, *Seigneurs et seigneuses: À l'époque des Aubert de Gaspé*, Montréal, Fides, 2007, 161 p.

³⁶ *Idem.*, *Philippe Aubert de Gaspé: Seigneur et homme de lettres*. Sillery, Québec: Septentrion, 1991, 202 p.

³⁷ Marc André Bernier dir., Claude La Charité dir. et al. *Philippe Aubert de Gaspé mémorialiste*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, 242 p.

en plus des présentations des œuvres *Les anciens Canadiens*³⁸ et *Mémoires*³⁹ effectuées par Robert Viau⁴⁰ en 2012. Ces études ont permis d'illustrer les diverses facettes de Philippe Aubert de Gaspé, en rappelant notamment son ambition de redonner les lettres de noblesse au régime seigneurial qui s'éteint sous ses yeux.

Après les Aubert, les Leclerc, une famille d'agriculteurs s'installe dans le manoir en 1871. Par contre, un incendie survient en 1909 et le manoir est une perte totale. À ce moment, les Leclerc décident d'établir une nouvelle résidence sur les lieux. Cette famille va se transmettre cette propriété pendant plus de 100 ans avant que la Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé n'obtienne le site⁴¹. La Corporation va reconstruire le manoir, mais seuls la volumétrie et l'extérieur de celui-ci sont conformes à l'ancien manoir. L'intérieur est moderne, afin de répondre à la vocation du musée.

Évidemment, ce site du patrimoine culturel a été cité en partie à cause du passage de la famille Aubert en ces lieux, même si les Leclerc ont possédé longtemps cet espace. Le caractère seigneurial des occupants et la célébrité d'un d'entre eux, un des premiers romanciers au Québec est donc un adjuvant au processus de patrimonialisation.

3.2 Les fonctions du site Philippe-Aubert-de-Gaspé

La Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé, propriétaire du site, a comme mission de : « recueillir les mémoires de notre temps dans un esprit de partage, d'échange et de

³⁸ Philippe Aubert de Gaspé, *Les anciens Canadiens*, Québec, Desbarats et Derbyshire, 1863, 411 p.

³⁹ Philippe Aubert de Gaspé, *Mémoires*, Ottawa, Desbarats imprimeur-éditeur, 1866, 565p.

⁴⁰ Viau, *loc. cit.*

⁴¹ Musée de la mémoire vivante, « Historique des lieux », [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/SousOnglets/AfficheSousOnglet?SousOngletId=15>, page consultée le 20-10-2017.

dons de nos savoirs et savoir-faire⁴²», tout en proposant au visiteur un espace occupé par : « le patrimoine bâti, le patrimoine mobilier, le patrimoine immatériel, les paysages culturels et des personnages, lieux et événements historiques⁴³». Sur le site, on retrouve le *Musée de la mémoire vivante*, les vestiges de l'ancien manoir, un fournil, un caveau à légume et des attractions muséales⁴⁴. Avec la mission de la Corporation et les attraits du site, les fonctions de celui-ci sont de préserver des biens et des mémoires et de transmettre des connaissances. Concrètement, cela se traduit aujourd'hui par l'élaboration d'une banque de données contenant plus de 1 700 récits de vie et témoignages⁴⁵, qui sont utilisés à des fins archivistiques et de diffusion par l'entremise des expositions du musée.

3.3 Son statut et sa valeur patrimoniale⁴⁶

Pour faire accéder un bien au patrimoine, l'État ou une municipalité doit reconnaître une ou plusieurs valeurs patrimoniales. Les valeurs associées au site Philippe-Aubert-de-Gaspé par le répertoire du patrimoine culturel sont des valeurs historiques, paysagères, archéologiques et ethnologiques. Les valeurs historiques du site Philippe-Aubert-de-Gaspé sont reliées au passage du régime seigneurial sur ces lieux, notamment par les différents seigneurs qui ont occupé les lieux et les vestiges matériels qu'ils ont

⁴² Musée de la mémoire vivante, « Le site », [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/SousOnglets/AfficheSousOnglet?SousOngletId=12>, page consultée le 20-10-2017.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Pour la liste de toutes les attractions : Musée de la mémoire vivante, « Le site », [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/SousOnglets/AfficheSousOnglet?SousOngletId=12>, page consultée le 20-10-2017.

⁴⁵ Musée de la mémoire vivante, « Collecte de témoignage : Collection du Musée », [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/SousOnglets/AfficheSousOnglet?SousOngletId=10>, page consultée le 20-10-2017.

⁴⁶ Culture et communication du Québec, « site Philippe-Aubert-de-Gaspé », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=97579&type=bien#.VxEYvnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

laissés. Les valeurs paysagères sont légitimées, entre autres, par l'environnement qui permet d'observer le découpage territorial du régime seigneurial. Les valeurs archéologiques et ethnologiques sont évidemment reliées aux vestiges des bâtiments laissés sur cet emplacement, mais ils sont aussi des biens rappelant des aspects de la vie rurale aux XVIII^e et XIX^e siècles. Ces aspects reliés à un passé seigneurial ajoutent à la valeur de ce site « seigneurial ». Sur un total de 11 valeurs que peut obtenir un bien au registre du patrimoine, le site Philippe-Aubert-de-Gaspé en possède quatre. De plus, ces valeurs sont toutes en lien avec un passé seigneurial, ajoutant ainsi à l'intérêt porté pour le régime seigneurial.

3.4. Les agents de patrimonialisation

Avant d'être admis au registre du patrimoine, les biens ont souvent eu l'aide de parties extérieures. Le site Philippe-Aubert-de-Gaspé est un témoin fort du patrimoine aujourd'hui justement à cause des initiatives entreprises par les différents agents de patrimonialisation. Il sera question ici de mettre en perspective les actions de ces acteurs en ce qui concerne la patrimonialisation du site Philippe-Aubert-de-Gaspé.

3.4.1 Pierre-Georges Roy et Raymonde Gauthier

Les travaux de Pierre-Georges Roy et Raymonde Gauthier sur les manoirs seigneuriaux ont souvent été les premières reconnaissances de ces biens. Ce travail d'inventaire des biens est aussi un processus de patrimonialisation, ce qui fait d'eux de véritables agents de patrimonialisation.

Roy contribue à la patrimonialisation du site en l'inscrivant dans son ouvrage *Vieux manoirs, vieilles maisons*, sous l'inscription: « Les ruines du manoir des Aubert de

Gaspé à Saint-Jean-Port-Joli ⁴⁷». Il est intéressant de noter que Roy répertorie ce manoir même s'il est détruit; on suppose à ce moment que l'imaginaire seigneurial de ce lieu est d'une amplitude assez importante pour surpasser la disparition physique du manoir, le souvenir de celui-ci étant suffisant pour qu'il puisse être considéré comme un véritable objet du patrimoine culturel. Évidemment, l'influence de l'écrivain et seigneur Philippe Aubert de Gaspé est très importante à ce moment. En effet, dès la sortie du roman *Les anciens Canadiens* en 1863, 2000 exemplaires sont écoulés et l'année suivante 5000 autres ont été réimprimés. De plus, ce premier « best-seller » canadien-français a été traduit à cinq reprises. Il existe trois traductions différentes en anglais, une en espagnol et une en roumain. *Les anciens Canadiens* a connu de nombreuses rééditions ; on en compte une dizaine seulement pour la période 1863-1927 ⁴⁸. Ce n'est pas une coïncidence si la description de Roy sur les ruines du manoir contient un extrait des *Anciens Canadiens* qui occupe presque tout l'espace alloué au manoir ⁴⁹.

De son côté, Raymonde Gauthier répertorie aussi le manoir Aubert de Gaspé, même s'il est détruit. Elle choisit même une photo de celui-ci datant des années 1900 pour la couverture de son ouvrage et elle n'est pas la seule à utiliser ce manoir comme illustration. En effet, Marcel Trudel utilise la même photo pour sa célèbre brochure sur le régime seigneurial ⁵⁰ et bien entendu Jacques Castonguay qui s'intéresse directement à la seigneurie de Saint-Jean-Port-Joli choisit sans surprise, une représentation à l'aquarelle

⁴⁷ Pierre-Georges Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, op. cit., p. 211.

⁴⁸ Michel Bélair, « Traduction - La multiplication des frontières : Les anciens Canadiens a connu trois relectures anglaises », *Le Devoir*, 2013. [En ligne], <http://www.ledevoir.com/societe/education/377105/la-multiplication-des-frontieres>, page consultée le 26-10-2017.

⁴⁹ Soit près de trois pages.

⁵⁰ Marcel Trudel, *Le régime seigneurial*, Ottawa, La société historique du Canada, Brochure historique N°6, 1971 [1956], couverture.

de cette même iconographie pour son ouvrage⁵¹. L’empreinte de ce manoir reste marquée chez Roy et Gauthier, responsables de répertorier les manoirs seigneuriaux. Qui plus est, Gauthier décrit cette iconographie du manoir Aubert de Gaspé comme étant : « l’image idéale d’un manoir ⁵² ». On constate que, chez les auteurs, c’est le rôle du manoir dans l’imaginaire collectif plutôt que la réalité seigneuriale qui semble être en jeu.

Ces premières reconnaissances d’experts pour les autorités patrimoniales ont eu un rôle important dans la patrimonialisation de ce site et a manifestement perpétué une mémoire seigneuriale à Saint-Jean-Port-Joli.

3.4.2 Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé

La Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé est créée en 1987 à la suite d’une initiative d’un groupe de citoyens de Saint-Jean-Port-Joli. La même année, le groupe achète le terrain où se trouvait le domaine seigneurial dans l’objectif de le reconstituer⁵³. La Corporation ne s’est pas contentée de reconstruire un « manoir ». En effet, elle a commandé des fouilles archéologiques afin d’obtenir un inventaire archéologique des lieux et elle a élaboré le concept du *Musée de la mémoire vivante*⁵⁴. Ces actions entreprises par la Corporation ont eu une influence dans l’attribution des valeurs patrimoniales comme on peut l’observer dans les valeurs archéologiques et ethnologiques attribuées au site dans le RPCQ.

⁵¹ Jacques Castonguay, *Seigneurs et seigneuses : à l’époque des Aubert de Gaspé*, Montréal, Fides, 2007, 161 p.

⁵² Gauthier, *op. cit.*, p. 164.

⁵³ Musée de la mémoire vivante, « 100 ans après sa destruction : Résurgence du manoir de la famille de Gaspé à Saint-Jean-Port-Joli », *Communiqué de presse*, [En ligne], https://www.chaudiereappalaches.com/fichiersUpload/actualites/archives/fichiers/20090430083248Communiquedeppresse_100ansapressadestruction.pdf, page consultée le 20-10-2017.

⁵⁴ *Ibid.*

De plus, la Corporation a tenté de faire classer le site Philippe-Aubert-de-Gaspé par le ministère en 1988 en effectuant une demande formelle en vertu de la *Loi sur les biens culturels*⁵⁵. Cette demande a été infructueuse, mais elle témoigne tout de même de l'intérêt de la corporation à classer le site et des valeurs qu'elle attribue à ce bien. Il est intéressant de noter que cette demande de classement fait reposer son argumentaire sur l'apport littéraire qu'il peut procurer par l'entremise de Philippe Aubert de Gaspé, qui est décrit uniquement comme un écrivain, son passé seigneurial est alors complètement occulté dans le document de classement ministériel⁵⁶. Cette vision exclusivement culturelle de Philippe Aubert de Gaspé peut s'expliquer par la volonté de la Corporation de ne pas faire compétition à la Seigneurie des Aulnaies, située dans la municipalité voisine, qui repose justement sur une perspective seigneuriale.

3.4.4 Lorsque la municipalité s'impose

Malgré le refus du ministère de classer le site Philippe-Aubert-de-Gaspé, les efforts de la Corporation seront tout de même récompensés par la municipalité. L'*Extrait du livre des règlements*⁵⁷ de la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli rapporte un avis de motion datant du 6 février 2006 selon laquelle « la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli veut citer les terrains de la Corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé selon l'article 84⁵⁸ de la Loi sur les Biens culturels ⁵⁹ ». Cette motion a été proposée par M. Étienne Guay,

⁵⁵ Corporation Philippe Aubert de Gaspé, « Demande de classement d'un bien culturel », 1988.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, *Extrait du livre des règlements*, « Règlement 606-06 », 15-05-2006.

⁵⁸ L'article 84 de la *Loi sur les biens culturels* stipule qu' : « Une municipalité peut, par règlement de son conseil et après avoir pris l'avis du comité consultatif, constituer en site du patrimoine tout ou partie de son territoire où se trouvent des biens culturels immobiliers et dans lequel le paysage architectural présente un intérêt d'ordre esthétique ou historique. Le site du patrimoine doit être compris dans une zone identifiée au plan d'urbanisme de la municipalité comme zone à protéger. 1985, c. 24, a. 41. » *Loi sur les biens culturels* (chapitre B-4).

⁵⁹ Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, *Extrait du livre des règlements*, « Règlement 606-06 », 15-05-2006.

appuyée par Judith St-Pierre et résolue à l'unanimité⁶⁰. À partir de cet instant, le site Philippe-Aubert-de-Gaspé est désormais protégé et fait partie du patrimoine culturel du Québec officiellement. Par contre, rappelons que la citation municipale a une envergure limitée. Le bien apparaît au répertoire du patrimoine culturel, mais il n'est toutefois pas inscrit au registre à titre de bien classé comme pourraient l'être d'autres lieux.

Malgré l'absence et le refus du ministère dans la protection de ce site, cela n'a pas empêché les agents de patrimonialisation d'entreprendre des initiatives qui ont finalement porté fruit devant les élus municipaux. La population a pu obtenir un site patrimonial en se tournant vers des moyens alternatifs, en se faisant entendre auprès de leur municipalité et finalement du ministère une fois le bien au registre.

4. Le domaine seigneurial des Aulnaies

Situé à l'est de Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Roch-des-Aulnaies propose aussi un phénomène de patrimonialisation observable par l'histoire de son manoir, de sa fonction actuelle, de son statut et de ses agents de patrimonialisation. Cet ensemble va permettre l'analyse du processus de patrimonialisation du domaine seigneurial des Aulnaies.

⁶⁰ *Ibid.*

Figure 4 – Façade du manoir des Aulnaies



Source : Wikimedia, « Vue du manoir Dionne, à Saint-Roch-des-Aulnaies, au Québec, Canada. Classé monument historique en 1965 », [En ligne], https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Manoir_des_aulnaies.jpg, libre de tout droit, page consulté le 20-10-2017.

4.1 Histoire du manoir

En 1850, Amable Dionne entreprend la construction d'un manoir sur sa seigneurie de Saint-Roch-des-Aulnaies pour son fils cadet Pascal-Amable. L'architecture du manoir est attribuée à Charles Baillairgé⁶¹ (1826-1906)⁶². Le manoir sera achevé en 1853, tout juste un an avant l'abolition du régime seigneurial. En 1894, la propriété du manoir passe entre les mains d'Arthur Miville-Déchêne pour une somme de 8,000\$⁶³ et ses descendants

⁶¹ Selon le RPCQ, le manoir serait attribué à Charles Baillairgé puisque celui-ci est constitué de plusieurs styles tirés d'ouvrages de sa bibliothèque et qu'une tradition orale lui attribue également cette architecture.

⁶² Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Domaine seigneurial des Aulnaies », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92882&type=bien#.VxJuxfnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

⁶³ Adam, *op. cit.*, p. 174.

vont finir par la vendre au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche en 1963⁶⁴. Le bien classé, protégé à partir de 1965 par le ministère, sera victime de vandales et de voleurs qui vont entrer à l'intérieur du manoir pour repartir avec des objets de valeurs⁶⁵. Malgré une protection gouvernementale sur le bâtiment, on rapporte 33 chaises, une table, une fournaise⁶⁶, 10 bureaux de chambre, 10 tables, 10 lits, un piano à queue, plusieurs fauteuils, 27 portes, 12 contre-fenêtres et une rampe d'escalier volés⁶⁷. En 1967 le manoir sera donné à la *Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies*. En 1975, le domaine devient une aire de protection et la Corporation acquiert le moulin seigneurial, situé à proximité. La même année, le manoir est restauré à l'aide du financement du gouvernement fédéral, dans le cadre des projets d'initiatives locales qui octroient une somme de 45 000\$, et des autres organismes de la région comme les Caisses populaires de Saint-Anne-de-la-Pocatière et de Saint-Roch-des-Aulnaies, la Maison Paul Martin Inc., de La Pocatière et de donateurs qui ont préféré rester anonymes⁶⁸. Les fonds ont été utilisés : « pour payer la main-d'œuvre; des travaux d'excavation, de filerie électrique, de maçonnerie, de réfection de porte, fenêtres, galeries, d'aménagement du terrain, [...] pour l'achat de matériaux ⁶⁹ ». C'est cependant à partir de 1969 que la Corporation a été capable d'ouvrir les portes du manoir aux visiteurs. Le domaine seigneurial des Aulnaies est

⁶⁴ Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies, « Historique », Conférence Richelieu, 21-01-1986

⁶⁵ Corporation municipale de Saint-Roch-des-Aulnaies, « Lettre à l'Hon. Jérôme Choquette, ministre de la Justice », 22-03-1973.

⁶⁶ « Qui voulait des meubles du manoir de [sic] Aulnaies? », Journal inconnu, vers 1974.

⁶⁷ Adam, *op. cit.*, p. 174-175.

⁶⁸ Corporation municipale de Saint-Roch-des-Aulnaies, « Projet de reconstitution du domaine seigneurial et d'un village historique à Saint-Roch des Aulnaies par la corporation du village du Bas-Canada : Réalisation », circa 1975, p. 7-8.

⁶⁹ *Ibid.*

toujours accessible aux touristes et l'organisation se considère aujourd'hui comme étant :
« le site d'interprétation de la vie seigneuriale par excellence au Québec ⁷⁰».

4.1.2. *Les occupants du manoir*

La première famille à avoir vécu à l'intérieur des murs du manoir est celle de Pascal-Amable Dionne. Avocat de profession, il se fait offrir par son père Amable la seigneurie des Aulnaies. Cependant, il investit beaucoup trop de son argent sur son domaine. Sa famille va lui reprendre la seigneurie en raison de sa prodigalité en 1865⁷¹ et il mourra cinq ans plus tard⁷². Ce seigneur sera tout même un de ceux qui, comme Philippe Aubert de Gaspé, seront témoins de l'abolition du régime seigneurial. Ces témoins de l'abolition de 1854 peuvent avoir eu une certaine influence dans la patrimonialisation de leurs biens en raison de leur rapport nostalgique à un passé encore récent dans la mémoire de la population et de la volonté de préserver le souvenir d'un mode de vie qu'ils savent appelé à disparaître.

La deuxième famille à occuper les lieux du manoir est celle d'Arthur Miville-Déchêne, qui prend place en 1894. Arthur Miville-Déchêne est reconnu pour avoir été un commerçant de bois, député de L'Islet et sénateur de la division De la Durantaye⁷³. On ignore si cette transaction s'est déroulée sans heurts, mais il est certain que cette vente a

⁷⁰ La Seigneurie des Aulnaies, « Origines de la seigneurie », [En ligne], <http://www.laseigneuriedesaulnaies.qc.ca/section.php?suffixe=&p=117&phpMyAdmin=QAzVK4TcQOzO3pLaD-txtC%2CxIo7>, page consultée le 20-10-2017.

⁷¹ Une situation qui n'est pas sans rappeler les travaux de Thierry Nootens, *Fous, prodiges et ivrognes : familles et déviance à Montréal au XIX^e siècle*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007, 308 p.

⁷² Culture et communication du Québec, « Domaine seigneurial des Aulnaies », *loc. cit.*

⁷³ Culture et communication du Québec, « Miville-Déchêne, Alphonse-Arthur », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=24118&type=pge#.VxV9C_nhDIU, page consultée le 20-10-2017.

favorisé la patrimonialisation du manoir Dionne grâce au rôle politique d'un de ses propriétaires.

4.2 La fonction du manoir aujourd'hui

Aujourd'hui, le manoir fait partie d'un complexe seigneurial consacré, selon l'organisme gestionnaire, à « la vie seigneuriale⁷⁴ ». Le circuit de visite propose d'être accompagné par des acteurs prenant le rôle de seigneur ou de domestiques, à l'intérieur du manoir et du moulin. Ce site d'interprétation a comme objectif de préserver le patrimoine seigneurial et de diffuser son histoire. Il s'agit d'un bien protégé qui diffuse un exemple de patrimonialisation et une mémoire seigneuriale active qui peut avoir une influence envers la population et le patrimoine. De cette façon, il est concevable que le patrimoine puisse avoir une influence ailleurs. En effet, il est possible que l'expérience patrimoniale de Saint-Roch-des-Aulnaies se soit reproduite en partie à Saint-Jean-Port-Joli.

4.3 Son statut et sa valeur patrimoniale

Selon le registre du patrimoine culturel, le manoir des Aulnaies se caractérise par son double statut et par ses valeurs historiques, architecturales et ethnologiques. Le manoir détient deux statuts puisqu'en 1965 il est classé par le ministère et qu'en 1975 il se situe dans une aire de protection imposée aussi par le ministère. En d'autres mots, la protection ne s'applique plus qu'au manoir, mais aussi à ses alentours, comprenant le moulin (Annexe C) dans le but de protéger des éléments pertinents et surtout pour empêcher certaines interventions qui pourraient nuire à la vue ou à l'intégrité du site du

⁷⁴ La Seigneurie des Aulnaies, « Expositions et activités », [En ligne], <http://www.laseigneuriedesaulnaies.qc.ca/section.php?p=106>, page consultée le 20-10-2017.

manoir. À ce moment, il est possible d'affirmer que le patrimoine seigneurial s'est étendu pour s'accaparer et protéger les autres biens seigneuriaux, renforçant ainsi l'idée d'une possible propagation d'une conscience d'un patrimoine seigneurial.

Sur une possibilité de 11 valeurs patrimoniales, ce manoir en possède trois différentes. Cependant, la valeur historique se retrouve pour trois raisons particulières : la première pour son aspect relié au régime seigneurial, la deuxième, partagée avec la valeur ethnologique, parce que le manoir « traduit le mode de vie de la bourgeoisie rurale de l'époque victorienne ⁷⁵ » et la troisième pour son association à la famille Dionne ⁷⁶. Évidemment, toutes ces valeurs historiques sont en étroite relation avec le régime seigneurial, puisque le manoir des Aulnaies est un témoin « matériel » d'une famille seigneuriale qui adoptait un mode de vie bourgeois. Cependant, il ne faut pas non plus minimiser la notoriété hors du cadre seigneurial de la maison Dionne qui aurait probablement pu servir à obtenir un classement sans référence au statut de manoir.

Les autres valeurs patrimoniales attribuées au manoir seigneurial sont de nature architecturale et, comme nous l'avons vu plus haut, ethnologique. Pour légitimer ce bien au registre, on emploie ses qualités architecturales, notamment sa possible association à l'architecte Charles Baillairgé, son plan en « U », son style Regency et son décor rappelant une maison bourgeoise ⁷⁷. Il est intéressant de noter que le registre n'associe en aucun cas l'architecture du bâtiment à un aspect seigneurial, même s'il mentionne le plan en « U » et « les tourelles en façade [qui] s'inspire [sic] des châteaux français ⁷⁸ ». En effet,

⁷⁵ Culture et communication du Québec, « Domaine seigneurial des Aulnaies », *loc. cit.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

comme le mentionne Gauthier, le manoir de Gaspé est « l'image idéale d'un manoir ⁷⁹», probablement à cause de son plan en « U » prononcé qui se démarque des autres habitations. Même si le manoir des Aulnaies pourrait être un exemple d'architecture seigneuriale, le registre ne le mentionne pas. En effet, il n'existe toujours pas de conception d'une « architecture seigneuriale », même si quelques éléments semblent se dégager des différents manoirs. Par exemple, le plan en « U » est souvent utilisé, il s'agit souvent d'une maison imposante, parfois en pierre, qui explore des styles architecturaux qui sortent de l'ordinaire selon les époques de construction. Une étude d'histoire de l'architecture spécifique aux manoirs serait à réaliser. Dans tous les cas, le délaissement d'un concept d'architecture seigneuriale laisse place à d'autres notions telle que la bourgeoisie, dont faisait partie la famille Dionne.

⁷⁹ Gauthier, *op cit.*, p. 164.

Figure 5 – Domaine seigneurial des Aulnaies. Vue arrière



Source : Ministère de la Culture et des Communications et Geneviève Hébert, « Domaine seigneurial des Aulnaies. Vue arrière », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92882&type=bien#.VyDvgynhDIU>, 2014, page consultée le 20-10-2017.

4.4 Les agents de patrimonialisation

Les agents de patrimonialisations sont nombreux et diversifiés pour la Seigneurie des Aulnaies. En effet, on retrouve Roy et Gauthier, une corporation très entreprenante, un individu en particulier, la municipalité et le ministère. Tous ces acteurs ont agi à leur manière pour contribuer à patrimonialiser le manoir seigneurial des Aulnaies.

4.4.1. Pierre-Georges Roy et Raymonde Gauthier

Encore une fois, les travaux de Roy et Gauthier font partie des premières reconnaissances des biens. Ces deux agents de patrimonialisation vont prendre en considération le manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies. Roy demeure essentiellement factuel dans sa description du manoir. Par contre, il insère une longue citation de Mgr

Henri Têtu qui décrit les lieux comme « un paradis terrestre ⁸⁰» « admirablement situé ⁸¹» et le seigneur Dionne comme un être : « Jeune, riche, intelligent et instruit ⁸²» et « marié à une femme accomplie et sachant faire les honneurs de son manoir ⁸³». Têtu va même jusqu'à dire : « qu'il n'aurait rien manqué au bonheur du seigneur des Aulnaies, si le vrai bonheur pouvait se trouver sur la terre ⁸⁴». Ces citations utilisées par Roy permettent de constater qu'il ne tente pas seulement de reconnaître le manoir comme un bien important pour le patrimoine culturel du Québec. En effet, les écrits de Têtu, cités dans l'ouvrage de Roy ont pour but de signifier une importance pour le seigneur et sa famille présents sur les lieux et l'héritage qu'ils ont laissé. En d'autres mots, la présence du seigneur constitue un aspect important dans la valeur patrimoniale du bien aux yeux de Roy. Le RPCQ ne considère pas nécessairement la présence d'une famille seigneuriale⁸⁵ comme l'une des 11 valeurs patrimoniales attribuées, mais cet aspect seigneurial est souvent inclus dans la valeur « historique », comme c'est le cas pour le domaine des Aulnaies. De plus, les citations idylliques concernant les lieux du manoir ont peut-être eu une influence dans l'instauration de l'aire de protection instaurée sur le territoire du domaine seigneurial par le ministère en 1975. En effet, ces citations sont présentes uniquement dans le but de manifester une valeur paysagère à cet endroit. Cependant, ce n'est pas une valeur paysagère que le manoir obtient par le ministère, mais bien une aire de protection, ce qui

⁸⁰ Roy, *op. cit.*, p. 219.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*, p. 221

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la nouvelle France. Présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007,

est encore mieux dans la préservation des lieux puisque les alentours du manoir seigneurial est protégé, incluant son paysage.

De son côté, Gauthier recense le manoir de la Grande-Anse en 1976, soit un an après l'apparition de l'aire de protection. Elle est très factuelle dans sa description, mais elle mentionne tout de même qu'il s'agit d'un : « site remarquable ⁸⁶ ». Gauthier fait également référence à la récente action des autorités pour préserver les lieux.

4.4.2 La Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies

La Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies tient son origine de la Corporation du Village du Bas-Canada fondée en 1967⁸⁷. Il s'agit de la même corporation, elle ne fait que changer de nom pour la Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies en 1976⁸⁸. Cette Corporation a d'abord été créée par les citoyens de la municipalité pour protéger le manoir contre les intempéries et le vandalisme qui se produisaient fréquemment sans que les autorités gouvernementales interviennent, alors que le bâtiment lui appartenait⁸⁹. Les premiers objectifs de la Corporation étaient de mettre sur pied un village historique, en rénovant le manoir pour ensuite en devenir propriétaire et en achetant le moulin à proximité pour le remettre en fonction⁹⁰. Un autre objectif de la Corporation était de reconstituer un village « à partir de maisons et de dépendances d'époques (1850), qui deviendrait un musée de l'architecture domestique traditionnelle au Québec et où revivraient les dizaines de techniques domestiques et

⁸⁶ Gauthier, *op. cit.*, p. 162.

⁸⁷ Archives Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies, « Conférence Richelieu », 21-01-1986.

⁸⁸ Archives Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies, « Gouvernement du Québec, service des compagnies », 14-08-1976.

⁸⁹ Archives Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies, « Projet : Reconstitution du domaine seigneurial et d'un village historique à Saint-Roch-des-Aulnaies par la corporation du Village du Bas-Canada », circa 1974, p. 3-4.

⁹⁰ Archives Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies, « Procès-verbal », 03-09-1974.

artisanales [...] Ce serait le Village du Bas-Canada ⁹¹». Aujourd'hui, la Corporation détient la gestion de l'ensemble du territoire du domaine, mais elle n'a pas constitué de « Village du Bas-Canada ». Par contre, elle diffuse une vision du régime seigneurial. L'objectif de devenir un « village canadien ⁹² » a probablement disparu avec le changement de nom que nous avons vu plus haut. D'ailleurs, il semble que cette idée de présenter un village canadien aux touristes ait évolué au même moment que le Village québécois d'Antan de Drummondville. En effet, celui-ci ouvre ses portes en 1977, soit un an après l'abandon de cette même idée pour la Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies⁹³. On peut supposer alors que les 70 bâtiments représentant le Québec des années 1810-1930 du Village québécois d'Antan ont influencé la décision des membres de la Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies d'opter pour un thème plus précis afin de se démarquer du village « canadien » déjà représenté à Drummondville.

4.4.3 Société historique de la Côte-du-Sud

En ce qui concerne la relation qu'entretenait la *Société historique de la Côte-du-Sud* à cet organisme, nous avons consulté un procès-verbal datant de 1972 qui mentionne : « Que la Société historique de la Côte-du-Sud accorde son appui sans réserves à la Corporation du Village du Bas-Canada dans le projet de création d'un village du Bas-

⁹¹ Archives Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies, « Projet : Reconstitution du domaine seigneurial et d'un village historique à Saint-Roch-des-Aulnaies par la corporation du Village du Bas-Canada », circa 1974, p. 4.

⁹² Pour une étude sur le développement des attractions touristiques de type : « villages canadiens », consulter : Lucie K. Morisset, « Un conte patrimonial: l'invention du village canadien », *British Journal of Canadian Studies*, vol. 24, no. 2, 2011, p. 119-159.

⁹³ Archives Corporation touristique de la Seigneurie des Aulnaies, « Projet : Reconstitution du domaine seigneurial et d'un village historique à Saint-Roch-des-Aulnaies par la corporation du Village du Bas-Canada », circa 1974, p. 4.

Canada ⁹⁴». Cet appui de la *Société historique de la Côte-du-Sud* exprime bien la volonté de l'organisme de préserver le patrimoine sudcôtois dans ce dossier de patrimonialisation.

4.4.4. Individu particulier

Il y a également eu un individu qui a agi par sa propre volonté pour protéger un bien qu'il jugeait important pour leur communauté. Après avoir effectué des démarches pour obtenir des documents sur la patrimonialisation des manoirs au Québec, nous avons récolté de la part du Ministère de la Culture et des Communications, une lettre en date du 9 novembre 1961⁹⁵, par laquelle une dame demande le classement du manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies (Annexe D).

Je soussignée, madame X demande par la présente le classement comme monument et site historiques X, savoir : Un édifice et le terrain sur lequel il est construit, le tout situé sur les lots 88 et 103 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies⁹⁶.

Cette lettre caviardée constitue peut-être la première preuve écrite, si on exclut Roy, d'un effort de patrimonialisation du manoir des Aulnaies. Ce faisant, cet individu est conscient du patrimoine seigneurial de la municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies et surtout qu'une mémoire seigneuriale se dégage de ces lieux.

4.4.5 Lorsque le Ministère s'impose

Contrairement à ce qui s'est produit à Saint-Jean-Port-Joli, le ministère s'est imposé pour protéger le manoir des Aulnaies. La protection octroyée au manoir par le ministère en 1965 n'était pas suffisante, même problématique, puisqu'à ce moment les

⁹⁴ Fonds Société historique de la Côte-du-Sud, F001, 72, PV, A1/2/1/8, p. 176.

⁹⁵ Ministère de la Culture et des Communications, « Lettre de madame ? » pour la Commission des monuments historiques », Québec, 9 novembre 1961.

⁹⁶ *Ibid.*

actes de pillage et de vandalisme augmentaient et la population se tournait vers les autorités gouvernementales pour résoudre le problème, sans succès. Il a fallu que la municipalité et la population unissent leurs forces en créant une corporation pour prendre en charge les lieux pour réellement protéger le patrimoine. Ce faisant, les autorités en matière du patrimoine, ont dans un premier temps, nui à la préservation du patrimoine seigneurial, mais cette inaction a permis à la population de se regrouper en une corporation capable de protéger, préserver et gérer un bien patrimonial.

Le ministère a classé le domaine seigneurial lorsqu'il a constaté que la région avait une absence de biens patrimoniaux à saveur seigneuriale. Même si aucune étude d'historiens n'avait été produite au moment de la patrimonialisation du domaine⁹⁷, les nombreux bâtiments seigneuriaux à proximité l'un de l'autre sur le domaine des Aulnaies⁹⁸ représentaient une raison suffisante, selon Thuot, pour que ce soit « un choix logique pour pérenniser le souvenir du régime seigneurial ⁹⁹ ». En effet, « ce choix » ne semble pas anodin pour le ministère, ce qui permet de croire qu'il a agi consciemment dans cette patrimonialisation pour remédier au manque de référent au patrimoine seigneurial de la région en ne choisissant pas un lieu au hasard, mais bien un endroit qui possède des propriétés physiques qui permettent un potentiel de diffusion seigneurial.

⁹⁷ « C'est seulement à compter de la décennie 1970-1980 que les historiens documenteront le site » Jean-René Thuot, « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires », dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale ...*, p. 370. ; Roland Martin, *Saint-Roch-des-Aulnaies. Les Seigneurs, le manoir, le moulin banal, les maisons de pierre*, La Pocatière, Société historique de la Côte-du-Sud, Cahier n° 10, 1975 ; Béatrice Chassé, *La seigneurie des Aulnaies*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1984 ; Serge Gagnon, « Dionne, Amable », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8, Université Laval et University of Toronto, [En ligne], 2003, http://www.biographi.ca/fr/bio/dionne_amable_8F.html, page consultée le 20-10-2017

⁹⁸ Thuot, *loc. cit.*, p. 370.

⁹⁹ *Ibid.*

À titre d'analogie, on peut aussi mentionner le site de la Seigneurie Volant, créé de toutes pièces, à Saint-Paulin, en Mauricie, au lendemain de la diffusion de la téléserie *Marguerite Volant* sur les ondes de Radio-Canada. Cette reconstruction historique répondait à une certaine demande en proposant « [un site] sur l'interprétation de l'histoire et du patrimoine via la reconstitution et [...] [en] fourni[ssant] une information juste et diversifiée ¹⁰⁰ ». En effet, comme le rapporte Jean-Michel Daoust dans son étude de cette téléserie, la configuration physique de l'espace de la seigneurie fictive, concorde avec l'historiographie de cette époque ¹⁰¹. Par contre, cet endroit récréotouristique issu d'une fiction n'a pas de cohérence historique, contrairement à la Seigneurie des Aulnaies. Le site de la seigneurie Volant n'a duré que quelques années (de 1998 à 2003). Les raisons qui peuvent expliquer cette brève, mais populaire, entreprise sont reliées à un vieillissement prématuré des décors utilisés pour la série ¹⁰², un litige concernant les droits de la série ¹⁰³ ou tout simplement la fin d'un « momentum populaire ». Malgré un engouement de la population et des efforts dans la diffusion de l'histoire seigneuriale ¹⁰⁴, le site de la seigneurie Volant fut un lieu éphémère. Contrairement à la seigneurie fictive de Saint-Paulin, voué à disparaître malgré les efforts de diffusions et la reconstruction

¹⁰⁰ Véronique Nguyen-Duy, « Téléséries d'époque et tourisme », Encyclopédie de l'Amérique française, [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-500/T%C3%A9l%C3%A9s%C3%A9ries_d%27%C3%A9poque_et_tourisme.html#.WNvXu2_hDIU, page consultée le 29-03-2017.

¹⁰¹ Jean-Michel Daoust, « Réalité, fiction et tradition : La représentation du seigneur et de la seigneurie dans *Marguerite Volant* », dans Benoît Grenier et al. *Nouveaux regards...*, op. cit., p. 349.

¹⁰² *Le Devoir*, « Droits dérivés de la téléserie *Marguerite Volant* - Le Baluchon et Cité-Amérique s'entendent pour 600 000 \$ », [en ligne], <http://www.ledevoir.com/societe/medias/31423/droits-derives-de-la-teleserie-marguerite-volant-le-baluchon-et-cite-amerique-s-entendent-pour-600-000>, *Le Devoir*, 9 juillet 2003, page consultée le 14-11-2017.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Notamment par l'exposition réalisée par le Musée McCord en lien avec la téléserie *Marguerite Volant* et sa collaboration avec les équipes de recherche de la série. Musée McCord, « *Marguerite Volant* : passions, histoire et fiction quand le petit écran fait son entrée au musée », [en ligne], http://collections.musee-mccord.qc.ca/scripts/pagesXSL.php?file=11947_2.xml, 14 novembre 1996, page consultée le 14-11-2017.

d'un certain modèle de seigneurie, Saint-Roch-des-Aulnaies a été protégé pour qu'il puisse perdurer et devenir un lieu représentatif du passage du régime seigneurial. On peut émettre l'hypothèse que les lieux de mémoire ont plus de chance de perdurer lorsqu'il y a un véritable lien avec le passé.

On peut admettre que le ministère a entrepris les démarches nécessaires pour statuer officiellement le manoir de la Seigneurie des Aulnaies comme un élément du patrimoine culturel du Québec, même s'il est encore un symbole fort du patrimoine seigneurial aujourd'hui c'est grâce à la mémoire seigneuriale présente chez les citoyens de Saint-Roch-des-Aulnaies et aux actions de ceux-ci dans la patrimonialisation et la préservation.

En somme, après avoir dressé ce portrait de la patrimonialisation de ces deux exemples fort du patrimoine seigneurial, on constate plusieurs similitudes et quelques différences. Par exemple, le site Philippe-Aubert-de-Gaspé et le Domaine seigneurial des Aulnaies ont tous les deux connu le passage d'un seigneur et de sa famille, des dégradations du bâtiment, un plan en « U » pour l'architecture, une fonction muséale, des reconnaissances souvent élogieuses de Roy et Gauthier, des valeurs patrimoniales souvent similaires, une corporation qui a joué un rôle important dans la préservation de la mémoire et des lieux seigneuriaux et une municipalité qui s'est impliquée. Les différences entre les deux concernent leurs statuts de protection du fait de l'intervention du ministère à Saint-Roch-des-Aulnaies et de son absence à Saint-Jean-Port-Joli, à trois valeurs patrimoniales différentes soit les valeurs architecturales, archéologiques et paysagères. Par contre, le facteur le plus important est qu'ils sont tous les deux plus qu'un bâtiment, ils sont des sites empreints du régime seigneurial reconnus par leur communauté

respective faisant d'eux de véritables exemples forts du patrimoine seigneurial et culturel du Québec.

5. La mémoire seigneuriale en action

La conscience et la mémoire du patrimoine seigneurial vont être analysées dans cette section, à l'image de l'analyse réalisée par Benoît Grenier sur la seigneurie de Beauport¹⁰⁵. Cette mémoire seigneuriale qui correspond à des éléments en lien avec le régime seigneurial permettent d'interpréter un rapport affectif avec celui-ci. Ces éléments de ce rapport affectif peuvent se retrouver dans la protection des lieux représentatifs du monde seigneurial, mais aussi dans la toponymie, les biens seigneuriaux, les plaques commémoratives, les sépultures seigneuriales et les institutions seigneuriales.

5.1. Toponymie seigneuriale

En observant la toponymie de Saint-Jean-Port-Joli et de Saint-Roch-des-Aulnaies, on remarque qu'il existe plusieurs rappels du passé seigneurial. En effet, pour Saint-Jean-Port-Joli on retrouve l'Avenue De Gaspé Est et Ouest, le Chemin du Moulin et la Route Seigneuriale. Évidemment, l'Avenue De Gaspé Est et Ouest est une référence à la famille Aubert de Gaspé et à son membre le plus célèbre : Philippe Aubert de Gaspé. De plus, ces avenues se situent sur la route 132 et elles mènent au site Philippe-Aubert-de-Gaspé. Le Chemin du Moulin se retrouve près du moulin seigneurial et la Route Seigneuriale traverse les 2^e et 3^e rangs. En outre, ces quatre voies de communication ont toutes été nommées officiellement en 1984¹⁰⁶, soit trois ans avant la fondation de la Corporation

¹⁰⁵ Benoît Grenier, « Seigneurie de Beauport », Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-290/Seigneurie%20de%20Beauport#.VPzPR_mG-So, page consultée le 20-10-2017.

¹⁰⁶ Commission de toponymie Québec, « Saint-Jean-Port-Joli », [En ligne], <http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/toposweb/Odonymes.aspx>, page consultée le 20-10-2017.

Philippe-Aubert-de-Gaspé et quatre ans avant la première demande de patrimonialisation. Peut-être que cette officialisation dans la toponymie locale a aidé le développement de la mémoire seigneuriale dans la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli.

En ce qui concerne la municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies, on retrouve la Route de la Seigneurie et la Rue Pierre-De Saint-Pierre¹⁰⁷, où cette dernière rue a remplacé la Route du Moulin. On peut y voir un effacement de la mémoire seigneuriale par le remplacement du nom de la première Route du Moulin. Cependant, le nom de rue qui le remplace est en fait celui d'un des premiers colons de la seigneurie. De cette façon, il témoigne toujours d'un segment du monde seigneurial que sont les censitaires, même s'il témoigne dans un premier temps un rapport affectif pour une famille en particulier. La Route de la Seigneurie, qui se situe sur la route 132, a été officiellement instaurée par la commission de toponymie en 1981, soit quelques années après l'ouverture de la Seigneurie des Aulnaies. De cette façon, on peut concevoir que le centre d'interprétation sur le régime seigneurial a pu influencer le choix du nom de cette partie de la route 132, puisqu'elle mène à celui-ci. Contrairement à Saint-Jean-Port-Joli, c'est la route du Moulin qui se rend jusqu'au 3^e rang plutôt que la Route de la Seigneurie.

Avec cette toponymie à saveur seigneuriale, la commission et les deux municipalités ont contribué à renforcer une certaine mémoire seigneuriale, peut-être même à la construire en partie.

¹⁰⁷ « Cet odonyme est proposé par l'Association des familles Saint-Pierre-Dessaint, à la Municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies, pour rappeler le 325^e anniversaire de l'arrivée de Pierre de Saint-Pierre (vers 1645-vers 1726) en Nouvelle-France, en même temps que le 310^e anniversaire de son établissement en la seigneurie de la Grande-Anse », Commission de toponymie Québec, « Rue Pierre-De Saint-Pierre », [En ligne], http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/toposweb/Fiche.aspx?no_seq=241959, page consultée le 20-10-2017.

5.2 Biens matériels seigneuriaux

Dans les biens matériels seigneuriaux, on retrouve à Saint-Jean-Port-Joli le banc seigneurial de Philippe Aubert de Gaspé, la sépulture de celui-ci et deux plaques commémoratives qui concernent le régime seigneurial. Le banc seigneurial est un bien représentatif de la figure du seigneur et sa préservation génère une relation particulière pour la population d'aujourd'hui, pour la municipalité et pour le patrimoine seigneurial. Les bancs seigneuriaux pourraient facilement être l'objet d'une étude complète. En ce qui nous concerne, le banc seigneurial de Philippe Aubert de Gaspé constitue un aspect important de la transmission et de la valorisation de la mémoire seigneuriale et dans la patrimonialisation. Dans un premier temps, l'ancien seigneur rapporte dans son livre *Les anciens Canadiens* que: « Lors de l'abolition de la tenure seigneuriale, il y a neuf ans, les marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli décidèrent que, nonobstant l'acte du parlement à ce contraire, je jouirais du banc seigneurial ma vie durant¹⁰⁸ ». En d'autres mots, on assiste déjà à une persistance du régime seigneurial puisque la population accepte toujours de perpétuer le droit honorifique d'avoir un banc gratuit réservé pour la famille seigneuriale dans l'église, même après l'abolition du régime seigneurial. La transmission de ce privilège va être valorisée ensuite par la population et la municipalité ajoutant ainsi une caractéristique intéressante de l'église et du patrimoine religieux du village. Ce n'est pas seulement Saint-Jean-Port-Joli qui connaît ce type de persistance, plusieurs descendants de seigneurs vont continuer de se prévaloir, à leur façon, de certains droits seigneuriaux honorifiques. Dans tous les cas, le

¹⁰⁸ Philippe Aubert de Gaspé, *Les anciens Canadiens*, Québec, Desbarats et Derbishire, 1863, p. 285, deuxième note.

banc seigneurial suscite un intérêt patrimonial accru à Saint-Jean-Port-Joli tout comme dans les églises de Vaudreuil, Lotbinière et Saint-Ours, par exemple¹⁰⁹.

La municipalité de Saint-Jean-Port-Joli possède deux plaques commémoratives de la Commission des monuments historiques qui concernent le régime seigneurial. Les deux plaques se retrouvent sur le site Philippe-Aubert-de-Gaspé. La première datant des années 1920, rappelle la vie du seigneur Philippe Aubert de Gaspé¹¹⁰ et la deuxième installée en 1927, souligne la présence de son manoir¹¹¹ qui existait auparavant. Encore une fois, la mémoire seigneuriale est présentée et transmise par l'entremise de commémorations et de références à l'auteur et seigneur Philippe Aubert de Gaspé et son manoir.

Pour le patrimoine seigneurial de Saint-Roch-des-Aulnaies, on ne retrouve pas de biens matériels comme ceux de Saint-Jean-Port-Joli au répertoire du patrimoine culturel. Par contre, cela n'a pas empêché les deux manoirs de devenir de véritables exemples forts du patrimoine seigneurial. Par ce constat, on remarque que les biens matériels peuvent contribuer à entretenir une mémoire seigneuriale pour les agents de patrimonialisation, mais qu'il ne s'agit pas du seul facteur.

¹⁰⁹ Les travaux en cours de Benoît Grenier s'intéressent justement au maintien de ces pratiques et à leur signification pour les communautés et les familles seigneuriales après l'abolition.

¹¹⁰ Culture et communication du Québec, « Plaque de Philippe Aubert de Gaspé », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=162299&type=bien#.Vx5wjPnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

¹¹¹ Culture et communication du Québec, « Plaque du manoir des Aubert de Gaspé », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=162320&type=bien#.Vx5wjPnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

5.3 Diffuser la mémoire seigneuriale?

Comme nous l'avons vu plus haut, on retrouve à Saint-Jean-Port-Joli le Musée de la mémoire vivante à l'intérieur de la reconstitution du manoir de Philippe Aubert de Gaspé et à Saint-Roch-des-Aulnaies le centre d'interprétation la Seigneurie des Aulnaies qui se trouve en partie dans le manoir des Aulnaies. Il est intéressant de noter que ces deux établissements se situent dans un manoir seigneurial, qu'ils s'appuient sur une mémoire seigneuriale omniprésente, mais qu'ils ont tous les deux des vocations bien différentes. En effet, la *Seigneurie des Aulnaies* veut transmettre une interprétation de la vie seigneuriale tandis que le *Musée de la mémoire vivante* souhaite :

prend[re] le relais de l'œuvre de Philippe Aubert de Gaspé et des principales fonctions qu'exerçait son manoir au XIX^e siècle. [...] Il se consacre aux histoires de vie et témoignages sous toutes leurs formes. Il conserve, étudie et met en valeur la mémoire de ses publics dans le but d'enrichir leur compréhension du monde et afin de transmettre ces repères culturels aux générations futures¹¹².

De cette façon, on ne peut considérer le Musée de la mémoire vivante comme une institution à vocation seigneuriale¹¹³ et seule la mémoire seigneuriale diffusée par la Seigneurie des Aulnaies peut être étudiée en tant que telle.

Dans l'objectif de bien comprendre la mémoire seigneuriale présente et diffusée par la Seigneurie des Aulnaies, il est important de nous pencher sur l'époque et les personnages présentés, le scénario de visite exploité ainsi que sur la vision plus globale projetée par la Seigneurie des Aulnaies¹¹⁴. Lors de la visite, sous les traits du seigneur

¹¹² Musée de la mémoire vivante, « Énoncé de mission », [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/SousOnglets/AfficheSousOnglet?SousOngletId=19>, page consultée le 27-09-2017.

¹¹³ Nous n'avons cependant pas procédé à une étude des bases de données de témoignages du Musée de la vivante, mais seulement de l'exposition permanente.

¹¹⁴ Les données recueillies pour répondre à cette analyse ont été récoltées lors d'une visite *incognito* de la Seigneurie des Aulnaies la semaine du 27-08-2015 et par le document destiné au guide pour la visite des lieux : Pierrette Maurais et Mona Chénard, *La Seigneurie des Aulnaies Cahier de formation*, mai 2000, 165 p. Précisons également qu'au cours de nos études de maîtrise, nous avons obtenu un mandat de la

Pascal Amable Dionne, le guide transmet des renseignements sur son personnage. Il nous informe sur sa famille, sur les enjeux de la succession de celle-ci et sur ses intérêts personnels. Plus précisément, il raconte que les Dionne sont une famille fortunée, qu'il dilapide l'argent de sa famille et qu'il est surtout un homme de lettres qui préfère écrire des poèmes plutôt que de rentabiliser la seigneurie.

À l'extérieur du manoir, on nous fait remarquer une aile de la maison qui servait de bureau pour le seigneur pour rencontrer les censitaires et pour faire payer leur dû. À ce moment, nous avons une première représentation de la vie seigneuriale en mettant de l'avant le processus du paiement des rentes au manoir, lequel se produisait à chaque Saint-Martin d'hiver (11 novembre). De plus, on mentionne la présence d'un caveau dans le manoir pour préserver la nourriture et les rentes en nature des censitaires. On rapporte aussi que le caveau pouvait servir de prison¹¹⁵, permettant ainsi d'enchaîner quelque peu sur la justice seigneuriale. Une fois à l'intérieur du manoir, on nous renseigne principalement sur la sociabilité entre les notables de la région de la Côte-du-Sud et entre les résidents du manoir en dévoilant les différentes coutumes de préséance. En ce qui concerne la visite du moulin banal, on nous montre une carte de la vallée du Saint-Laurent et une maquette du domaine seigneurial afin de situer les seigneuries et concevoir la géographie du territoire. On nous explique ensuite d'où vient le terme moulin banal pour poursuivre sur les relations commerciales que pouvaient entretenir les censitaires avec le meunier. Le reste de la visite se concentre principalement sur les aspects mécaniques du

Seigneurie des Aulnaies en vue de la création d'un nouveau scénario de visite axée sur le meunier. La Seigneurie des Aulnaies procède également à la préparation d'une nouvelle visite traitant des femmes de la seigneurie. Toutefois, l'une et l'autre demeurent à l'état de projet et n'ont donc pas été intégrées à l'analyse.

¹¹⁵ Un tel cahot en 1853 est très peu probable, il s'agit plus d'une légende que d'une réelle donnée historique

moulin, à l'exception des informations sur les types de grains réservés à la population et au seigneur.

Évidemment, il ne s'agit pas d'ici d'une observation exhaustive de ce qui est raconté au cours de la visite, nous avons retenu les éléments pouvant évoquer un lien avec la vie seigneuriale. Après la visite du manoir et du moulin de la Seigneurie des Aulnaies on constate que les thèmes choisis lors de la présentation du manoir sont principalement reliés à l'époque victorienne, à la bourgeoisie et à la pratique de la meunerie. Les seuls éléments qui ont un lien à la vie seigneuriale sont le paiement des cens et rentes, la justice seigneuriale et la banalité.

Le cahier de formation intitulé *La Seigneurie des Aulnaies* fournit les mêmes informations, mais plus en détails. Ce document apporte plusieurs précisions sur les éléments mentionnés lors de la visite, mais aussi sur la composition du Domaine seigneurial des Aulnaies. Notamment, on retrouve des précisions sur le logement du meunier et sur les moulins à scie et à cardes qu'ont retrouvés à l'époque, une analyse architecturale et une analyse du matériel utilisé pour dater les bâtiments, une présentation des seigneurs et des meuniers qui demeuraient à la seigneurie, des principaux propriétaires des différents bâtiments, etc. Le tout est basé principalement sur des documents d'archives, mais le document demeure tout de même principalement descriptif. Ce cahier de formation ainsi que cette visite commentée projettent une vision de la bourgeoisie à l'époque victorienne et une introduction à la meunerie; ils demeurent assez neutres et ne propagent ni une vision seigneuriale traditionaliste à caractère idyllique portée par Trudel et Groulx, ni une vision critique comme on la connaît depuis

les travaux de Fernand Ouellet ou Louise Dechêne¹¹⁶. Toutefois, il n’y a pas non plus d’éclatement des balises de l’historiographie seigneuriale, notamment d’un point de vue chronologique. En effet, même si l’endroit se prête parfaitement à parler des persistances seigneuriales, en raison des bâtiments et de la notabilité des derniers seigneurs qui ont « survécu » à l’abolition de 1854, « le site d’interprétation de la vie seigneuriale par excellence au Québec ¹¹⁷», n’en dit pas un mot.

Malgré tout, la Seigneurie des Aulnaies offre une vision d’un monde seigneurial sur un ancien domaine, qui permet une caractérisation, une conservation et une valorisation de la mémoire seigneuriale. Cette triple corrélation sur la mémoire seigneuriale se rattache au cycle d’investissement patrimonial mis au point par Lucie K. Morisset (Annexe E). En d’autres mots, La Seigneurie des Aulnaies, voire la corporation qui l’administre, s’est dans un premier temps accaparée le domaine dans l’objectif de faire valoir ce bien comme un élément important pour la société pour, dans un deuxième temps, le protéger et, dans un troisième temps, transmettre les connaissances qui y sont associées par des voies muséales. De façon plus schématique, la patrimonialisation sous l’angle du cycle d’investissement patrimonial dans le cas de la Seigneurie des Aulnaies comprend trois étapes : « la valorisation », « la caractérisation » et « la conservation ». Dans notre cas, la valorisation est le site d’interprétation qui permet une transmission vers la caractérisation, qui est la vie seigneuriale et la conservation qui est le classement du bien où celle-ci permet de célébrer son existence pour revenir à la valorisation et former un cycle complet. Ces trois étapes de ce cycle constituent chacune une étape de la patrimonialisation dans

¹¹⁶ Pour une historiographie du régime seigneurial voir introduction dans : Benoît Grenier et Michel Morissette, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion, 2016, p. 13-25.

¹¹⁷ La Seigneurie des Aulnaies, « Origines de la seigneurie », *loc. cit.*

le modèle de Morisset. De plus, ces étapes sont en constante évolution puisqu'elles s'adaptent selon la génération qui la commémore.

L'imaginaire seigneurial construit par la population

En conclusion, Saint-Jean-Port-Joli et Saint-Roch-des-Aulnaies possèdent deux témoins forts du patrimoine seigneurial qui se manifestent par leur patrimoine environnant, leurs agents de patrimonialisation et leur mémoire seigneuriale. Comme nous l'avons observé, les manoirs de Saint-Jean-Port-Joli et de Saint-Roch-des-Aulnaies ont évolué dans un environnement patrimonial différent. Les biens au répertoire pour Saint-Jean-Port-Joli sont diversifiés tandis que ceux de Saint-Roch-des-Aulnaies sont presque tous reliés au patrimoine seigneurial. Cependant, seule la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli avait des biens matériels significatifs. De plus, la patrimonialisation des deux biens s'est déroulée de façon différente, d'un côté la municipalité s'est imposée, de l'autre le ministère. En outre, même s'il y a deux institutions à vocation muséale, seulement celle de Saint-Roch-des-Aulnaies s'intéresse spécifiquement au régime seigneurial. La grande différence entre les deux seigneuries est que l'une a les bâtiments seigneuriaux d'origine alors que l'autre a la notoriété d'un seigneur romancier. Malgré ces différences dans la patrimonialisation, plusieurs éléments en commun sont ressortis dans le processus. En effet, les processus de patrimonialisations similaires pour ces deux témoins forts se sont manifestés par la reconnaissance de la prestance des deux bâtiments et des seigneurs qui les ont habités, par leurs valeurs patrimoniales toutes légitimées par des références au monde seigneurial, par Roy et Gauthier qui en ont fait des icônes du régime seigneurial et par des corporations qui ont pris en charge les lieux pour les protéger et les valoriser.

D'ailleurs, cette analyse des processus de patrimonialisation a permis d'observer des phénomènes qui permettent de générer quelques hypothèses dans la formation d'un patrimoine. Par exemple, on constate une certaine propagation du régime seigneurial au manoir seigneurial de Saint-Roch-des-Aulnaies puisque l'aspect patrimonial est au départ seulement pour le manoir, ensuite pour le moulin et enfin pour tout le territoire du domaine seigneurial.

Cette expansion et désignation du patrimoine seigneurial a finalement pu donner un exemple à la municipalité voisine, Saint-Jean-Port-Joli, afin d'établir convenablement le site Philippe-Aubert-de-Gaspé. De plus, il est intéressant de souligner que les seigneurs mis de l'avant par les deux institutions, Philippe Aubert de Gaspé et Pascal-Amable Dionne, sont deux témoins de l'abolition, ce faisant, nous avons deux visions nostalgiques du passé seigneurial qui sont transmises à une population qui s'intéresse aussi à ce passé. En outre, le manoir de la Seigneurie des Aulnaies, qui est érigé en 1853, soit un an avant l'abolition, constitue une preuve matérielle que la « vie seigneuriale » n'a pas connu de rupture nette après 1854, mais cette vision n'est pas du tout exploitée.

Tous ces processus de patrimonialisation ont été influencés par la mémoire seigneuriale omniprésente sur ces lieux et c'est celle-ci qui a permis la réalisation des mécanismes de patrimonialisation. C'est la mémoire seigneuriale qui a donné la possibilité au manoir de Saint-Jean-Port-Joli et au manoir des Aulnaies de devenir de véritables témoins forts du régime seigneurial. Il est par conséquent possible de postuler que les processus de la patrimonialisation qui ont permis aux manoirs seigneuriaux de Saint-Jean-Port-Joli et Saint-Roch-des-Aulnaies de s'identifier comme des éléments du patrimoine québécois dans la mémoire collective sont l'œuvre d'agents de

patrimonialisation et de la mémoire seigneuriale ancrée dans la communauté qui communique les intérêts patrimoniaux, personnels et les éléments remarquables du bâtiment aux autorités pour qu'elles puissent agir concrètement dans la patrimonialisation. Plusieurs manoirs seigneuriaux ne connaîtront pas le même sort, comme nous le verrons. Certains mécanismes ne seront pas toujours à l'œuvre et aussi efficaces que dans ces deux exemples.

CHAPITRE 3: LORSQUE LE PATRIMOINE SEIGNEURIAL DEMEURE

TIMIDE: DES TÉMOINS DU RÉGIME SEIGNEURIAL PROTÉGÉS

Avec les témoins forts du régime seigneurial de Saint-Roch-des-Aulnaies et de Saint-Jean-Port-Joli, nous avons pu observer un processus de patrimonialisation réussi, particulièrement en ce qui concerne le manoir des Aulnaies qui, comme le mentionne Jean-René Thuot, devient : « la pierre angulaire d'une nouvelle sensibilité patrimoniale¹ ». En effet, l'exemple du patrimoine seigneurial de Saint-Roch-des-Aulnaies est probant puisqu'il laisse paraître l'idée que les agents de patrimonialisation ont tous travaillé en symbiose, même si en réalité plusieurs nuances sont à spécifier. Il n'en demeure pas moins le patrimoine seigneurial le plus connu sur la Côte-du-Sud. Ce chapitre ne sera pas consacré à des témoins aussi forts du régime seigneurial, mais porte néanmoins sur des bâtiments seigneuriaux qui ont été protégés, même s'ils ont connu des processus ainsi qu'une finalité différents : le manoir Couillard de Montmagny et le manoir Gamache. Dans ce chapitre, nous mettrons en perspective Montmagny et Cap-Saint-Ignace selon l'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité du patrimoine seigneurial et selon les valeurs patrimoniales des manoirs à l'étude.

1. Le patrimoine de Montmagny et Cap-Saint-Ignace : un contexte patrimonial

Malgré une agglomération très différente², les municipalités de Montmagny et Cap-Saint-Ignace ont des biens relativement semblables au répertoire du patrimoine culturel du Québec. Au total, Montmagny contient sept éléments distincts dans le

¹ Jean-René Thuot, « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires », dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion, 2016, p. 372.

² Selon le recensement de statistique Canada de 2016, on dénombre 11 255 habitants à Montmagny et 3 089 habitants à Cap-Saint-Ignace

répertoire tandis que Cap-Saint-Ignace en compte quatre. La similitude patrimoniale des municipalités ne se retrouve pas dans leur nombre, mais bien dans la nature des biens protégés. Comme on peut le constater dans le tableau 3, on retrouve dans les deux municipalités une maison avec une laiterie représentant une fonction industrielle et résidentielle, une patrimonialisation religieuse³, avec l'ancien couvent de Montmagny et le noyau institutionnel de Cap-Saint-Ignace qui inclut une église, un presbytère et une grange à dîme et, bien entendu, un manoir seigneurial.

Tableau 3 – Le patrimoine de Montmagny et de Cap-Saint-Ignace selon le répertoire du patrimoine culturel du Québec

Patrimoine de Montmagny (date de construction)	Patrimoine de Cap-Saint-Ignace (date de construction)
Maison Têtu (1739)	Moulin à vent de Vincelotte (1690)
Maison et laiterie Casault (1767)	Maison et laiterie Guimont (début XVIII ^e siècle)
Manoir et four à pain Couillard (1800)	Manoir Gamache (1744)
Maison Étienne-Paschal-Taché (1825)	Noyau institutionnel de Cap-Saint-Ignace (1891)
Ancien couvent de Montmagny (1853)	
Fabrication artisanale d'accordéons à Montmagny (fin XIX ^e siècle)	
Pratique de l'accordéon diatonique à Montmagny (début XX ^e siècle)	

Le tableau 3 permet d'observer les biens du RPCQ de chacune des municipalités étudiés dans ce chapitre. On observe que le patrimoine des deux municipalités se

³ Il est à noter que l'ancien couvent de Montmagny a été détruit en 1986, même s'il avait été reconnu par le ministère en 1982. D'ailleurs, il est intéressant de noter qu'une résiliation de reconnaissance a été effectuée en 2005, soit près de 20 ans après sa destruction.

ressemble sur plusieurs points. Cependant, les maisons privées⁴ et le patrimoine immatériel⁵ sont différents. Il y a toutefois une similitude dans le fait de protéger des ensembles maison et laiterie.

Les principaux thèmes qui ont suscité un intérêt pour les autorités gouvernementales dans ces deux municipalités sont des témoins du religieux, du régime seigneurial et de la transformation agroalimentaire. Évidemment, avec une agglomération plus de trois fois supérieure à celle de Cap-Saint-Ignace, il n'est pas surprenant de voir qu'il y a plus de thèmes abordés à Montmagny, qu'à Cap-Saint-Ignace.

Si on s'intéresse plus précisément aux éléments semblables du patrimoine, on dégage une corrélation dans les années d'attribution de statut protégé. Par exemple, la désignation du patrimoine relié au monde seigneurial a été réalisée en lien avec les prérogatives du ministère à ce moment qui rappelons-le, avait principalement protégé les immeubles de types seigneuriaux dans les années 1960. Comme le mentionne Thuot : « À l'époque (dans les années 1960), c'est un peu le vacuum au niveau de l'héritage seigneurial sur la Côte-du-Sud ⁶ ». Si on observe notre échantillonnage, on remarque que les manoirs qui sont demeurés debout et qui ont obtenu un statut particulier ont tous été patrimonialisés au cours de cette décennie. Dans ces années, le ministère tente de remédier à la situation en étant plus proactif dans la protection des manoirs seigneuriaux pendant cette période. Évidemment, le manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies a accaparé une place

⁴ Bien entendu, j'entends ici la maison de l'ancien premier ministre du Canada Étienne-Paschal Taché et la maison Têtu qui a connu plusieurs fonctions, notamment lors de l'occupation des Anglais, elle a servi de prison et de palais de justice et de 1817 à 1854 et de manoir seigneurial pour l'arrière-fief de Saint-Luc.

⁵ Il s'agit de la « fabrication artisanale d'accordéons à Montmagny » et la « pratique de l'accordéon diatonique à Montmagny ».

⁶ Thuot, *loc.cit.*, p. 370.

importante dans l'exploitation de la mémoire seigneuriale, et ce même s'il a obtenu la protection des autorités gouvernementales après les manoirs de Cap-Saint-Ignace et Montmagny.

1.1 L'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité du patrimoine seigneurial de Montmagny et de Cap-Saint-Ignace

Si nous nous concentrons sur le patrimoine seigneurial présent aujourd'hui, protégé ou non, on compte dans les deux municipalités analysées dans ce chapitre un total de huit bâtiments seigneuriaux. Plus précisément, il s'agit pour Montmagny des moulins Jean-Baptiste Couillard-Dupuy et William-Randall Patton, du Manoir des Érables et du manoir et four à pain Couillard. Pour Cap-Saint-Ignace, ce sont le moulin à vent de Vincelotte et le moulin à eau Ouellet, ainsi que les manoirs Chenest et Gamache. Comme le remarque Thuot à propos des démarches de patrimonialisation seigneuriales du ministère des Affaires culturelles pour le cas de la Mauricie : « [Elles] s'ancrent d'abord autour des structures les plus imposantes, caractérisées par leur niveau d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité, qui font écho à des personnages "plus significatifs"⁷ ». Il s'agira ici de mettre en relation les caractères d'ancienneté, d'authenticité, d'intégrité et les personnages illustres impliqués dans la nature des biens seigneuriaux des deux municipalités afin d'obtenir un portrait de la patrimonialisation des biens seigneuriaux à Montmagny et à Cap-Saint-Ignace.

Les moulins de ces municipalités constituent des vestiges seigneuriaux qui ont subi divers processus de patrimonialisation et peuvent avoir influencé celui-ci en donnant à l'agglomération un bien supplémentaire du régime seigneurial et permettant la création

⁷ Thuot, *loc.cit.*, p.373.

d'un ensemble représentatif de cette période. Par exemple, le cas du centre d'interprétation de la Seigneurie des Aulnaies, illustre bien cette idée de rassembler ces témoins seigneuriaux. Entre autres, la figure du meunier associée au moulin ajoute un aspect intéressant à la mémoire seigneuriale et à sa patrimonialisation, puisqu'elle représente l'application du droit de banalité, la préparation de la farine et le rôle du d'intermédiaire entre les censitaires et le seigneur.

2. Les moulins

2.1 Le moulin Jean-Baptiste Couillard-Dupuy de Montmagny

Construit en 1675, le moulin à farine de Jean-Baptiste Couillard-Dupuy connaît une histoire mouvementée puisqu'il est incendié par les Anglais en 1759, reconstruit en 1761, subit une inondation en 1968 et un incendie en 1986. À l'exception des seigneurs Couillard, les propriétaires notoires ont été la compagnie *Lumber Pulp and Paper* et *Price Brothers*⁸. Malgré le fait que le moulin puisse être encensé pour son ancienneté en tirant son origine de la Nouvelle-France, il ne figure pas parmi les bâtiments protégés. Si on reprend la grille d'analyse de Thuot et celle du ministère, on constate que c'est probablement l'aspect de l'intégrité qui devait nuire ici au processus de patrimonialisation. En effet, les nombreuses transformations causées par les aléas de la fortune, tels que mentionnés plus haut, semblent être le nœud du problème. Les nombreuses altérations du bâtiment ont sans doute nui à la représentativité du passé du moulin c'est-à-dire à la maxime de l'authenticité. En se concentrant sur l'aspect de l'ancienneté on peut postuler que le moulin Jean-Baptiste Couillard-Dupuy date au moins du début du régime anglais

⁸ Ville de Montmagny, « Secteur du bassin : Ancien Moulin à farine Jean-Baptiste-Couillard Dupuy », [en ligne], <http://www.ville.montmagny.qc.ca/fr/citoyens/portail-culturel/patrimoine/patrimoine-bati/secteur-du-bassin/>, page consultée le 20-10-2017.

et fait référence aux seigneurs Couillard qui ont aujourd'hui leurs résidences répertoriées et protégées par les autorités gouvernementales. Le bâtiment aurait pu faire écho à ces seigneurs et à cette famille significative dans la communauté. Malgré un certain potentiel patrimonial et des démarches de patrimonialisation, le bâtiment est demeuré sans protection particulière. Cependant, il demeure toujours debout et dans un état approprié en tant que résidence privée. Cette nouvelle fonction de ce bâtiment témoigne d'une adaptation d'un bien qui satisfait de nouveaux besoins pour la population⁹.

Figure 6 – Le moulin à farine Jean-Baptiste Couillard-Dupuy



Source : Gérard Vaillancourt, « Moulin à farine Jean-Baptiste Couillard-Dupuy », [en ligne], <https://www.meteomedia.com/photos/vues/1231/moulin-farine-jean-baptiste-couillard-dupuy-construit-au-xix-sicle/9694362>, photo prise le 5 mai 2012, page consultée le 10-11-2016.

⁹ On pourrait évoquer d'autres exemples semblables de transformation en résidences ou en d'autres fonctions de services d'anciens moulins seigneuriaux. C'est le cas, notamment, de l'ancien moulin à eau de la seigneurie de Rouville, au pied du Mont Saint-Hilaire, abandonné au tournant du XX^e siècle, puis restauré en une luxueuse résidence privée par un ami de la famille seigneuriale Campbell. Le bâtiment est toujours la propriété de cette famille. Sur cette propriété : <http://www.shbmsh.org/capsules.php?capsule=40>, page consultée le 20-10-2017.

2.2 Le moulin de William-Randall Patton de Montmagny

Le second moulin de Montmagny, le moulin de William-Randall Patton, connaît un sort similaire, mais avec un préambule différent. Ce moulin est construit en 1850 par William Randal Patton, le dernier seigneur de la Rivière-du-Sud. Les principales modifications du bâtiment résident dans l'évolution de sa fonction, puisqu'au fil des ans, il a servi de moulin à farine, à carder et d'usine pour la préparation de moulées pour les animaux. Il sera en fonction jusque dans les années 1940. Aujourd'hui, le bâtiment sert de condominium et demeure dans un état adéquat. Par contre, tout comme le premier moulin de Montmagny, il n'a pas été retenu par les autorités gouvernementales pour faire partie du RPCQ même si, dès l'année 1954, la communauté a déployé un intérêt pour que le moulin en question soit classé¹⁰. Si on s'en tient aux conclusions émises par Thuot à la suite de son analyse des démarches de patrimonialisation des biens seigneuriaux en Mauricie, on pourrait avancer l'idée qu'il s'agit cette fois-ci du niveau d'ancienneté qui a peut-être pu refroidir les envies du ministère à s'investir dans la protection gouvernementale des lieux et ce même s'il constitue la dernière construction seigneuriale de l'agglomération. En effet, selon notre observation, la construction tardive du bâtiment au cours de la période seigneuriale¹¹, semble jouer de manière négative dans le processus de cette patrimonialisation. Pourtant le caractère d'authenticité du bâtiment est bien réel, puisqu'il offre un témoignage adéquat du passé de cette industrie, tout comme le moulin banal de Saint-Roch des Aulnaies qui a été construit dans les mêmes années que le moulin

¹⁰ Ville de Montmagny, « Secteur du manoir : Moulin William-Randal-Patton », [en ligne], <http://www.ville.montmagny.qc.ca/fr/citoyens/portail-culturel/patrimoine/patrimoine-bati/secteur-du-manoir/>, page consultée le 02-11-2016.

¹¹ Si on considère que la période du régime seigneurial au Québec se termine en 1854 avec son abolition officielle.

William-Randall Patton¹² ou encore, l'institution muséale de l'Île-des-Moulins de Terrebonne constituée de trois moulins protégés datant du XIX^e siècle et constituant un exemple probant de cette authenticité¹³. Le moulin William-Randall Patton a subi peu de modifications au cours des ans, préservant ainsi son intégrité. Par contre, ce moulin ne semble pas effectuer un rappel suffisamment significatif au dernier seigneur de la Rivière-du-Sud ou encore celui-ci ne constitue pas un acteur mémoriel suffisamment significatif de Montmagny pour qu'il puisse avoir suscité l'intérêt des autorités gouvernementales. Comme nous l'avons vu plus haut, les seigneurs de Gaspé et Dionne participent fortement à la mémoire de leur municipalité en raison de leur notabilité, de leur legs matériel, mais aussi parce qu'ils sont des seigneurs qui ont vécu l'abolition du régime seigneurial. Ils ont donc fait perdurer une mémoire seigneuriale en tant que personnages significatifs pour la commémoration des lieux, tandis que pour le seigneur Patton de Montmagny, même s'il peut témoigner lui aussi d'une forme de persistance seigneuriale et d'un personnage significatif, il n'accède pas au même niveau de commémoration. En effet, la municipalité de Montmagny a plutôt fondé sa mémoire seigneuriale sur la famille seigneuriale pionnière des Couillard. Ce moulin offre donc un résultat intéressant envers la grille d'analyse de Thuot, puisqu'il contribue à illustrer que le cas de Saint-Roch-des-Aulnaies est l'exception qui confirme cette règle.. Les concepts d'ancienneté, d'authenticité, d'intégrité semblent suffisants dans notre échantillonnage pour accéder à une patrimonialisation, à l'exception de la Seigneurie des Aulnaies. Par contre, le facteur « des

¹² Le moulin banal de Saint-Roch-des-Aulnaies a été construit en 1842 et le moulin William-Randall Patton en 1850.

¹³ On retrouve sur l'Île-des-Moulins de Terrebonne, un moulin à scie datant de 1804, un moulin à farine de 1846, un bureau seigneurial de 1850 et le moulin neuf datant de 1850 : <http://iledesmoulins.com/fr/a-propos>, page consultée le 20-10-2017.

personnages "plus significatifs" » que cite Thuot n'est pas à minimiser puisqu'il est directement responsable de l'absence de patrimonialisation de ce lieu. En dehors de ce cadre théorique, il est aussi possible qu'en raison de la transformation du lieu en condominium, le ministère ait jugé qu'il y avait moins de danger de destruction alors une protection des lieux aurait été moins pertinente.

Figure 7 – Le moulin de William-Randall Patton



Source : Wikimedia Commons, Bernard Gagnon, « Moulin à farine, Montmagny », [en ligne], https://fr.wikipedia.org/wiki/Moulin_%C3%A0_eau_Patton_de_Montmagny#/media/File:Moulin_%C3%A0_farine,_Montmagny.jpg, page consultée le 20-10-2017.

2.3 Le moulin à vent Vincelotte de Cap-Saint-Ignace

Datant de 1691, ce moulin à vent est érigé par le seigneur Charles-Joseph Amyot de Vincelotte. Situé au 641, chemin des Pionniers Est, le bâtiment a été classé au RPCQ le 3 janvier 1957. Le terrain du moulin a ensuite bénéficié d'une protection à partir de 1965. Aujourd'hui, très peu de moulins à vent subsistent; on compte au total seulement

17 moulins à vent sur le territoire québécois¹⁴. Ce moulin constitue donc l'un des derniers témoignages d'une forme d'industrie datant du début de la colonisation. Il n'est donc pas étonnant de le retrouver au RPCQ. Si on met ce moulin à l'intérieur de la grille d'analyse de Thuot, c'est-à-dire son ancienneté, son authenticité et son intégrité, on admet facilement que le moulin répond aux exigences. Tirant son origine des débuts de la colonisation, le moulin à vent Vincelotte correspond parfaitement à l'ancienneté recherchée par le Ministère. Avec sa structure en pierre, le moulin a résisté à l'épreuve du temps, préservant son intégrité, à l'exception de ses pales qui ont succombé, mais cela n'a pas été suffisant pour décourager les autorités gouvernementales. De plus, l'authenticité de ce moulin-tour est bel et bien présente puisqu'il est un témoin qui est représentatif des premiers moulins à farine de la vallée du Saint-Laurent. En plus de remplir ces trois critères, le moulin peut s'affirmer davantage encore par son association à un personnage significatif : Charles-Joseph Amyot de Vincelotte. On observe donc un moulin qui remplit aisément les exigences en matière de patrimonialisation des biens seigneuriaux.

¹⁴ Gilles Deschênes, *Quand le vent faisait tourner les moulins, trois siècles de meunerie banale et marchande au Québec*, Québec, Septentrion, 2009, p. 203.

Figure 8 – Le moulin à vent de Vincelotte.



Source : Ministère de la Culture et des Communications et Jean-François Rodrigue, « Moulin à vent de Vincelotte. Vue avant », [en ligne], http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92592&type=bien#.WCi_Uy3hDIU, 2008, page consultée le 20-10-2017.

2.4 Le moulin Ouellet de Cap-Saint-Ignace

Plusieurs tentatives de préservations ont été réalisées pour le bâtiment, mais sans succès. En effet, deux associations distinctes, la Corporation du relais équestre de la Seigneurie Vincelotte et le Regroupement des amis du Moulin Ouellet, ont tenté d’acquérir le moulin pour leur compte, mais en 2012, Fernand Boucher, un particulier, achète la propriété et met un terme à la rivalité entre les deux associations¹⁵. Depuis 2013, le propriétaire exploite une boutique d’antiquités et assure la préservation du moulin par ses propres moyens. La municipalité a tout de même gardé un droit de servitude pour avoir accès à la rivière et organiser des événements sur le terrain du moulin. En analysant ce

¹⁵ Entretien téléphonique avec Fernand Boucher, propriétaire du moulin Ouellet de Cap-Saint-Ignace, 4-10-2017

moulin de la même manière que les précédents, on observe en ce qui concerne l'ancienneté qu'il remonte lui aussi au XIX^e siècle, ce qui semble être une période peu attirante pour le Ministère, à l'exception du moulin banal de Saint-Roch-des-Aulnaies. Il s'agit d'un bâtiment authentique, c'est-à-dire représentatif du passé seigneurial et économique de la région. Le moulin s'est adapté au changement en diversifiant sa production, notamment en s'équipant de machines à carder, à fouler la laine et à scier. Par contre, l'intégrité n'y est pas, puisque vandaes, inondation et expropriation pour laisser passer la Transcanadienne, sont de la partie, ce qui a fortement altéré le bâtiment et son ensemble. Le moulin, a été restauré en 2001 par le financement du Regroupement des amis du Moulin Ouellet et en 2009 par la municipalité. Par contre, avec l'achat de M. Boucher le financement et la restauration du moulin repose désormais uniquement entre ses mains¹⁶. Dans tous les cas, ce patrimoine seigneurial capignacien semble ne pas pouvoir bénéficier de la protection du gouvernement à cause de son intégrité, selon la grille d'analyse de Thuot et selon les valeurs patrimoniales du ministère. Les raisons pour lesquelles il y a eu un délaissement de ce bâtiment sont les nombreux propriétaires, dont le Gouvernement du Québec, le manque de cohésion entre les associations et le refus définitif d'un projet d'aménagement d'envergure pour le moulin Ouellet de la part du conseil municipal¹⁷.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Francine Adam, *Les moulins à eau du Québec: du temps des seigneurs au temps d'aujourd'hui*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2009, p.160-161.

Figure 9 – Le moulin Ouellet



Source : Association des Moulins du Québec (AMQ), « Le moulin Ouellet », [en ligne], <http://www.lesjournéesdesmoulins.com/les-moulins-du-qc31.ws>, page consultée le 20-10-2017.

3. Les manoirs

La situation des manoirs de Montmagny et Cap-Saint-Ignace est similaire puisque les deux municipalités ont chacune un manoir protégé par les autorités gouvernementales et un manoir non protégé. Rappelons aussi que ces manoirs ont tous connu une reconnaissance de Roy et Gauthier dans leur répertoire. Pour observer les différents processus de patrimonialisation, nous allons insérer mettre les manoirs non protégés à la grille d'analyse de Thuot et enchaîner vers les manoirs protégés.

3.1 Le manoir des Érables de Montmagny

Comme nous l'avons décrit dans le chapitre premier, le manoir des Érables a été le manoir seigneurial d'Antoine-Gaspard Couillard et il a été construit en 1812 à l'occasion de son mariage avec Marie-Angélique-Flore Wilson¹⁸. On désigne le manoir aussi sous les noms de manoir de Lespinay, Manoir Couillard de l'Espinay, Manoir des Érables et Manoir Couillard de Montmagny. Le manoir a changé souvent de fonctions puisqu'il a été une auberge, un restaurant¹⁹ et a récemment été acheté aux enchères par un particulier²⁰, pour redevenir une résidence privée²¹. En soumettant ce manoir à la grille d'analyse de Thuot qui reprend les concepts d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité d'un bâtiment pour manifester la réussite des démarches de patrimonialisation, on remarque pour cette résidence que l'âge ne fait pas défaut puisque, si on la compare avec le manoir des Aulnaies, qui a été construit en 1850, il est même plus ancien. Par contre, il semble que les autorités gouvernementales semblent plus souvent attirées par le patrimoine antérieur au XIX^e siècle. Le manoir demeure toujours représentatif de son passé et, malgré son adaptation à ses différentes fonctions au fil du temps, il n'a pas été altéré radicalement. Ce manoir semble posséder tous les éléments nécessaires pour être considéré comme un bien du patrimoine québécois par les autorités gouvernementales, que ce soit pour son ancienneté, son authenticité, son intégrité ou son écho au seigneur Antoine-Gaspard Couillard; mais ce n'est pas suffisant. Les différents propriétaires du

¹⁸ Raymonde Gauthier, *Les manoirs du Québec*, Québec, Fides, coll. Connaissance du Québec, 1976, p. 172.

¹⁹ Connut sous le nom de Manoir des Érables

²⁰ Éric Bernard, « Le Manoir des Érables acquis dans sa totalité par un Magnymontois » [En ligne], <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/les-regions/201310/23/01-4702972-le-manoir-des-erables-acquis-dans-sa-totalite-par-un-magnymontois.php>, Le Soleil, 24 octobre 2013, page consultée le 20-10-2017.

²¹ Gilbert Leduc, « Daniel Laprise voit... haut! », [En ligne], <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201404/25/01-4761026-daniel-laprise-voit-haut.php>, Le Soleil, 26 avril 2014, page consultée le 20-10-2017.

bâtiment après l'abolition du régime seigneurial peuvent expliquer cette absence de protection gouvernementale, puisqu'ils se sont probablement prononcés contre la patrimonialisation pour éviter d'être contraints à adapter leur commerce ou leur résidence selon les normes en matière de préservation des biens protégés. Si on compare ce manoir au Manoir Rouville-Campbell situé dans la municipalité du Mont-Saint-Hilaire, on remarque que le bâtiment a connu lui aussi plusieurs fonctions notamment comme centre d'art, atelier d'art, hôtel et restaurant. Par contre à la différence du manoir des Érables de Montmagny, dès le premier changement de vocation du bâtiment en centre et atelier d'art en 1969, le propriétaire, le peintre et sculpteur Jordi Bonet entreprend des démarches afin de protéger toute la propriété²². En raison de la proactivité du propriétaire, le Manoir Rouville-Campbell fait partie du RPCQ depuis 1977. Par contre, les propriétaires ne sont pas les seuls responsables de l'absence de patrimonialisation des lieux. Pour le manoir des Érables, le fait que la municipalité comprenne déjà un manoir au répertoire du patrimoine et qu'il se soit davantage démarqué que celui-ci peut aussi expliquer l'absence de protection.

²² Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Manoir Rouville-Campbell », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92433&type=bien#.WdPw4FvWzIU>, page consultée le 03-10-2017

Figure 10 – Le Manoir des Érables



Source : Wikimedia Commons, Bernard Gagnon, « Manoir des Érables, Montmagny », [en ligne], https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/7/7f/Manoir_des_%C3%89rables%2C_Montmagny.jp, page consultée le 14-11-2016.

3.2 Le manoir Chenest de Cap-Saint-Ignace

Dans la municipalité de Cap-Saint-Ignace, on observe un résultat similaire pour le manoir Chenest. Le bâtiment a été construit pour le notaire et seigneur Antoine Chenest en 1802, la vocation du bien n'a jamais changée, il est demeuré une résidence privée. Selon Gauthier le bâtiment représentait bien les maisons traditionnelles du XIX^e siècle construites avec des pièces de cèdre superposées²³. Par contre, aujourd'hui ce n'est plus le cas puisque le manoir a subi des transformations importantes que Gauthier caractérisait de : « pas très heureuses ²⁴ ». L'authenticité et l'intégrité ne font donc plus partie du

²³ Gauthier, *op. cit.*, p.166.

²⁴ *Ibid.*

bâtiment et il n'est pas surprenant de voir le manoir à l'écart du RPCQ. D'un autre point de vue, il semble y avoir un certain attachement à ce manoir puisque Gauthier mentionne à la suite des modifications majeures de la maison : « Elle (la maison), subsiste cependant et c'est ce qui importe ». Cette assertion de Gauthier permet d'émettre l'idée qu'il est, selon elle, souhaitable de protéger tous les manoirs seigneuriaux, peu importe leur état. Évidemment, le Ministère n'oriente pas la protection du patrimoine seigneurial de cette façon. Force est de constater que la grille d'analyse de Thuot s'applique dans ce cas-ci puisqu'elle permet de manifester que sans l'authenticité et l'intégrité, le bâtiment ne peut recevoir une protection gouvernementale.

Figure 11 – Le manoir Chenest ou Beaubien



Source : Paul Grant, Cégep de Lévis-Lauzon, « Manoir Chenest-Beaubien », [en ligne], <http://monde.ccdmd.qc.ca/ressource/?id=33479>, page consultée le 20-10-2017.

3.3 Le manoir et four à pain Couillard

Situé près de l'ancien moulin à farine Jean-Baptiste Couillard-Dupuy, le manoir Couillard aurait pu constituer, comme à Saint-Roch, un ensemble de biens seigneuriaux protégés, cependant le moulin n'a pas été reconnu et mis en valeur comme le manoir. Construit vers 1764 pour le seigneur Jean-Baptiste Couillard-Dupuy, le manoir est en fait une reconstruction de l'ancien puisque les Anglais n'ont pas épargné celui-ci lors de leur passage dévastateur en 1759²⁵. Le bâtiment a aussi connu plusieurs modifications au fil des ans. Vers 1835, un appentis a été ajouté; un siècle plus tard, la galerie était retirée et, en 1969, sous la supervision du ministère des Affaires culturelles, l'intérieur a été adapté aux besoins d'aujourd'hui²⁶. C'est en 1988 que l'on assiste à un premier effort de restauration dans le respect de son architecture d'antan. Par la suite, le Musée de l'accordéon s'installe à l'intérieur du manoir pour des fins culturelles et touristiques et s'engage « à mettre en valeur des bâtiments ancestraux où ont résidé des personnages illustres de la région²⁷ ». Cet engagement signifie concrètement que l'organisme soutient dans ses locaux une exposition consacrée au dernier seigneur de la famille Couillard-Dupuis : Louis-Absalon Couillard-Dupuis²⁸.

Admis au RPCQ en 1961, dans la foulée des efforts du Ministère visant à combler le vacuum de l'héritage seigneurial, le manoir Couillard répond aux critères formulés par Thuot en ce qui concerne l'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité. Datant de la fin du

²⁵ Gauthier, *op. cit.*, p. 170.

²⁶ Ville de Montmagny, « Secteur du manoir : Le Manoir Couillard-Dupuy », [en ligne], <http://www.ville.montmagny.qc.ca/fr/citoyens/portail-culturel/patrimoine/patrimoine-bati/secteur-du-manoir/>, page consultée le 20-10-2017.

²⁷ Musée de L'accordéon, « Musée : Le Manoir Couillard-Dupuis », [en ligne], <http://www.accordeonmontmagny.com/mda/le-manoir-couillard-dupuis/>, page consultée le 20-10-2017.

²⁸ *Ibid.*

régime français, le manoir est assez ancien pour correspondre aux prérogatives du Ministère du moment et le bien est toujours dans un état représentatif de son passé. De plus, les modifications du bâtiment n'ont pas suffisamment transformé le bien pour mettre en doute son intégrité. En plus du respect de ces trois préceptes, le manoir fait écho à des personnages significatifs.

Les individus associés au manoir sont issus des héritiers de la plus ancienne famille canadienne²⁹ soit l'alliance entre Guillemette Hébert (c. 1606-1684), fille du célèbre Louis-Hébert (1575-1627), considéré comme le premier colon canadien, et Guillaume Couillard (vers 1591-1663). Par contre, même si cette union est relevée dans le RPCQ pour signifier l'intérêt patrimonial de ce bâtiment, ce n'est pas ce couple qui a acquis la seigneurie de la Rivière-du-Sud ou qui a construit un manoir, ces deux individus sont simplement les parents du deuxième seigneur de cette seigneurie : Louis Couillard de Lespinay (1629-1678). De plus, Louis Couillard de Lespinay n'a pas habité ou même développé la seigneurie, mais il demeure présent dans cette patrimonialisation. Son titre de premier seigneur issu de la famille Couillard est associé au manoir encore debout. C'est à l'un de ses fils, Louis ou Jean-Baptiste Couillard, que l'on attribue la construction du premier manoir³⁰. Par contre, il ne s'agit toujours pas du manoir présent aujourd'hui puisque ce dernier a été détruit par les Anglais. Cependant, il est important de mentionner que l'emplacement du manoir est le même, ce qui peut alors stimuler une mémoire sur ce

²⁹ Jacques Mathieu, *La vie méconnue de Louis Hébert et Marie Rollet*, Québec, Septentrion, 2017, 248 p.

³⁰ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Manoir et four à pain Couillard », [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92737&type=bien#.WECHFLlhDIV>, page consultée le 20-10-2017.

lieu qui rappelle les premiers seigneurs résidants qui y vécurent³¹. Le premier seigneur Couillard directement associé au dernier manoir Couillard est Jean-Baptiste Couillard-Dupuy; il fut seigneur du domaine de la rive droite de la Rivière du Sud de 1797 à 1841. Mentionnons tout de même que cette famille noble a maintenu la propriété de la seigneurie de la Rivière-du-Sud même après l'abolition du régime seigneurial en 1854³².

Contrairement à Saint-Roch-des-Aulnaies où le patrimoine seigneurial s'approprie graduellement d'un écosystème seigneurial, le manoir Couillard s'accapare progressivement de ses personnages illustres. En effet, en protégeant un bâtiment seigneurial lié principalement au seigneur Jean-Baptiste Couillard-Dupuy, la mémoire seigneuriale utilise tous les seigneurs Couillard de la seigneurie pour justifier sa préservation. Par contre, l'utilisation du manoir en tant que musée de l'accordéon n'a pas de vocation seigneuriale, tout comme le cas du Musée de la mémoire vivante de Saint-Jean-Port-Joli, mais on utilise tout de même son passé seigneurial à son avantage. On y observe une véritable reproduction mémorielle seigneuriale, puisque ce manoir crée un lieu mémoriel tangible de ces individus particuliers, même si dans les faits plusieurs n'ont jamais mis les pieds à cet endroit. De plus, ce manoir sert à affirmer la présence des personnages illustres de Montmagny même si, en réalité, ils sont peu ou pas présents ou qu'ils n'ont aucun lien avec le manoir actuellement debout.

³¹ Grenier, *Seigneurs campagnards de la nouvelle France. Présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 280.

³² Emma Couillard est la dernière propriétaire portant le patronyme Couillard de la seigneurie de la Rivière-du-Sud. À son décès, le 26 janvier 1894, elle lègue à ses filles Marie, Marguerite et Berthe LeMoine ses parts de la seigneurie de la Rivière-du-Sud. En 1940, lors du rachat des rentes seigneuriales par le Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales (SNRRS), Marie Lemoine possède toujours la 2^e partie de la Rivière-du-Sud. BAnQ, E39, S100, SS1, (Rivière du Sud 2e partie, Rivière du Sud 13e partie et seigneurie L'Épinay 2e partie 35-167).

Figure 12 – Le Manoir Couillard



Source : Ministère de la Culture et des Communications et Pierre-André Corriveau, « Manoir et four à pain Couillard. Vue d'angle », [en ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92737&type=bien#.WECHFLhDIV>, 2014, page consultée le 20-10-2017.

3.4 Le manoir Gamache

Comme nous avons pu le voir au chapitre premier, le manoir Gamache est le résultat d'une querelle entre deux seigneurs qui venaient de mettre sur pied chacun un bâtiment qu'ils voulaient tous les deux voir désigner comme presbytère, puisqu'une église serait érigée tout près³³. Pour résoudre le conflit, le clergé fit construire l'église entre les deux bâtiments qui devinrent obsolètes pour répondre aux besoins d'un presbytère. Les bâtiments construits par ces seigneurs devinrent donc chacun leur résidence, c'est-à-dire le manoir de Vincelotte, qui n'est pas parvenu jusqu'à nous, puisqu'il a été la proie des flammes en 1899, et le manoir Gamache que nous analysons ici.

³³ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Manoir Gamache » [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92591&type=bien#.WdUgBlvWzIU>, page consultée le 05-10-2017.

Le manoir Gamache a connu quelques modifications au cours de son existence. Notamment, avant que le clergé ne règle le conflit entre les deux seigneurs en érigeant une église, le manoir s'est doté d'une chapelle et a servi de presbytère. De plus, sur le terrain du manoir, le seigneur serait allé jusqu'à installer un cimetière clandestin³⁴. Ces différentes fonctions du bâtiment ont nécessairement eu un impact dans la disposition des lieux. Construit vers 1744, le bâtiment prend le titre de résidence seigneuriale seulement en 1772. Cette transition tardive pour devenir un bâtiment représentatif du pouvoir seigneurial en place est peut-être la raison pour laquelle les Anglais ont épargné cette maison lors de leur passage en 1759. Dans tous les cas, il s'agit d'un rare témoin du régime français ayant connu peu de modifications sur la Côte-du-Sud. En effet, le manoir a connu seulement un agrandissement vers 1790 et deux entreprises de restauration en 1978 et en 1985³⁵.

Le manoir a été admis au RPCQ en 1959, c'est-à-dire dans la période pendant laquelle le Ministère semblait tenter de combler le vide patrimonial en matière de témoins seigneuriaux. Le manoir répond lui aussi aux prérogatives de Thuot en ce qui concerne les aspects d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité. L'ancienneté est probablement l'aspect auquel le manoir se qualifie le plus facilement, puisqu'il est l'un des rares bâtiments de la Côte-du-Sud à avoir survécu à la Conquête anglaise et aux épreuves du temps depuis le XVIII^e siècle. L'authenticité du bâtiment est bel et bien présente même s'il est faux d'affirmer qu'il s'agit d'un manoir seigneurial datant du régime français, il

³⁴ Photo Mathieu Lévesque-Dupéré, « Plaque explicative sur le terrain du manoir Gamache », Figure 13, 12-11-2015.

³⁵ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, « Manoir Gamache » [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92591&type=bien#.WdUgBlvWzIU>, page consultée le 04-10-2017.

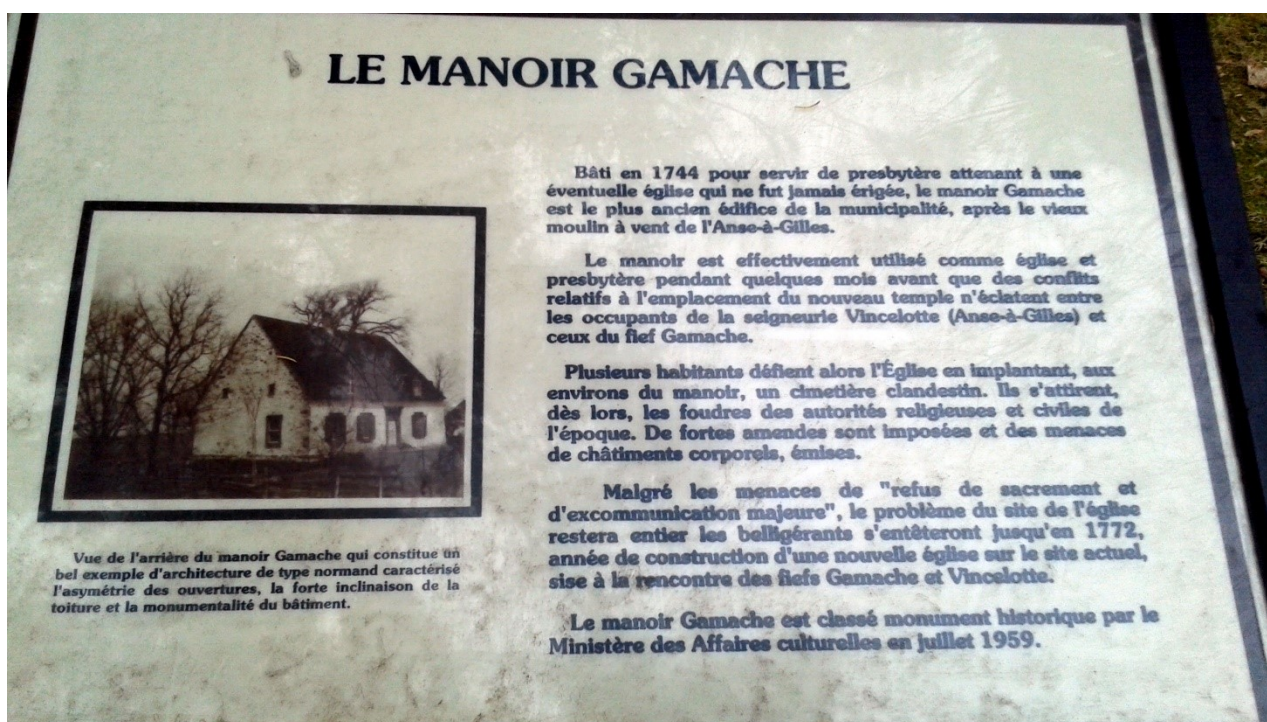
serait plus juste de soutenir que le bâtiment est originaire de la période française, mais que le bien devient un manoir seigneurial seulement à la fin du siècle. Avec le peu de modifications et les travaux d'entretien nécessaires, le manoir est parvenu jusqu'à nous dans un état remarquable, l'intégrité est alors bien présente.

Par contre, comme nous l'avons remarqué pour le manoir Couillard, une fois que les trois aspects émis par Thuot sont rencontrés, un écho vers des personnages plus significatifs est censé se produire. Cependant pour le manoir Gamache, aucun rappel ne s'est effectué sur un personnage ou une famille en particulier. En effet, les six générations de Gamache à avoir habité le manoir ne semblent pas avoir pesé dans la balance en ce qui concerne les démarches de patrimonialisation. On peut supposer que les origines roturières et la nature très modeste de cette seigneurie ont influé sur la faible attractivité des Gamache³⁶. Rappelons que Cap-Saint-Ignace était constitué de cinq seigneuries, mais il semble que ce soit l'événement conflictuel entre le seigneur de Vincelotte, les Gamache et le clergé qui a soutenu les mémoires seigneuriales dans cette région. En effet, le RPCQ ne mentionne aucune valeur patrimoniale relative à la famille Gamache, contrairement au cas du manoir Couillard où leurs seigneurs, qui sont moins présents que les Gamache, sont encensés dans le répertoire. Dans la même veine, la plaque explicative se retrouvant sur le terrain du manoir Gamache ne mentionne en aucun cas la présence des seigneurs Gamache; on y raconte uniquement le conflit entre les deux seigneuries et ce sans même nommer les seigneurs belligérants (figure 13). Tout comme le récit de Philippe-Aubert de Gaspé se rapportant à son manoir de Saint-Jean-Port-Joli et celui du conflit seigneurial à

³⁶ Grenier, « Devenir seigneur en Nouvelle-France : Mobilité sociale et propriété seigneuriale dans le gouvernement de Québec sous le régime français », M.A., (histoire) Université Laval, 2000, p. 30-31.

Cap-Saint-Ignace, il semble que ces récits aient une influence importante dans la mémoire collective et dans les démarches de patrimonialisation. La « chicane » des clochers de Trois-Pistoles (1827-1853) mettant en conflit deux groupes, dirigés par des notables, qui ne s'entendent pas sur l'emplacement de la prochaine église de Trois-Pistoles, constitue aussi un exemple probant de la persistance d'une mémoire associée au conflit qui perdure toujours³⁷.

Figure 13 – La plaque explicative sur le terrain du manoir Gamache



Source : Photo Mathieu Lévesque-Dupéré, « Plaque explicative sur le terrain du manoir Gamache », 12-11-2015.

³⁷ Grenier, *Seigneurs campagnards*, op. cit., p. 349-353.

Figure 14 – Le manoir Gamache



Source : Photo par Mathieu Lévesque-Dupéré, « Le manoir Gamache » prise le 12-11-2015.

Après avoir mis à l'épreuve la grille d'analyse de la patrimonialisation des biens seigneuriaux par Thuot³⁸ sur le patrimoine seigneurial de Montmagny et de Cap-Saint-Ignace, on observe que les bâtiments qui n'ont pas accédé au RPCQ³⁹ ont tous au moins un critère⁴⁰ qui fait défaut et qui peut expliquer leur exclusion. L'élément qui pose le plus souvent problème dans le contexte patrimonial de Montmagny et Cap-Saint-Ignace est celui de l'intégrité, principalement en raison du manque d'entretien et des phénomènes naturels. Le manoir des Érables semble proposer un exemple contraire à ce constat puisqu'il peut s'appuyer sur chacun de ces critères sans pourtant avoir obtenu une

³⁸ Rappelons que cette grille d'analyse de la patrimonialisation des biens seigneuriaux en Mauricie par Thuot stipule que les démarches de patrimonialisation « s'ancrent d'abord autour des structures les plus imposantes, caractérisées par leur niveau d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité, qui font écho à des personnages "plus significatifs" ». Thuot, *loc.cit.*, p.373.

³⁹ Les bâtiments seigneuriaux de Montmagny et Cap-Saint-Ignace qui ne font pas partie du RPCQ sont le moulin Jean-Baptiste Couillard, le moulin de William-Randall Patton de Montmagny, le moulin Ouellet, le manoir des Érables et le manoir Chenest ou Beaubien.

⁴⁰ Comme nous l'avons élaboré plus haut, les structures se rapportent au niveau d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité du bien.

reconnaissance patrimoniale. Cette exception à la grille d'analyse de Thuot semble témoigner de l'influence que peuvent avoir les propriétaires dans la patrimonialisation (ou non) des biens. Ce qu'on discerne en utilisant la grille d'analyse de Thuot sur les biens du RPCQ est qu'il semble s'appliquer au moulin à vent Vincelotte et au manoir Couillard. Cependant, en ce qui concerne le manoir Gamache, la grille d'analyse de Thuot ne s'applique que partiellement puisque l'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité sont présentes, mais ne permettent pas de faire écho à des individus particuliers, mais plutôt à un récit mémoriel conflictuel entre deux micro-seigneuries voisines. Le statut et la valeur patrimoniale de ces biens vont permettre d'observer ce que les autorités gouvernementales attribuent comme caractères spécifiques pour justifier la patrimonialisation.

4. Le statut et la valeur patrimoniale : un reflet de la mémoire seigneuriale?

Avec le vacuum en matière de patrimoine seigneurial des années 1960 remarqué par Thuot⁴¹ et par la volonté du ministère de remédier à la situation à ce moment, on a pu observer qu'il a fallu tout de même répondre aux critères d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité pour parvenir à une patrimonialisation. Il sera question cette fois-ci de mettre en perspective les valeurs patrimoniales qui reflètent une mémoire seigneuriale. En d'autres mots, les valeurs patrimoniales qui sont en lien avec le régime seigneurial permettent d'interpréter un rapport affectif avec le monde seigneurial. Les manoirs Couillard et Gamache, ont été classés par le ministère autour des années 1960. En se rapportant à ces deux classements, on peut affirmer que ces manoirs ont obtenu le même résultat dans un contexte semblable et dans les mêmes années. Cependant, cette similitude

⁴¹ Thuot, *loc. cit.*, p.370.

dans la reconnaissance de ces manoirs n'est pas légitimée par les mêmes valeurs patrimoniales associées au monde seigneurial.

4.1 Les valeurs patrimoniales des manoirs Couillard et Gamache

Si on compare les deux bâtiments, le manoir Couillard correspond à bien plus de critères que le manoir Gamache. En effet, le manoir Gamache se voit attribuer seulement deux valeurs patrimoniales tandis que le manoir Couillard est associé à cinq d'entre elles. Par contre, pour le manoir Couillard, la valeur « historique » revient à trois reprises. Comme nous avons pu le remarquer plus haut, l'écho envers les personnages significatifs reliés au manoir Gamache n'a pas été exploité contrairement au cas du manoir Couillard, où celui-ci utilise principalement son association à la famille Couillard pour répondre à l'aspect historique des lieux et légitimer sa présence au RPCQ. Les démarches de patrimonialisation ne se sont pas arrêtées à l'association familiale pour le manoir Couillard. On retrouve aussi l'aspect historique qui est représenté par l'ancienneté du bâtiment et il est aussi partagé avec l'aspect ethnologique pour signifier l'importance de la présence d'un four à pain sur les lieux.

En ce qui concerne la valeur patrimoniale accordée par Pierre-Georges Roy, on remarque qu'il attribue moins d'importance à ces deux manoirs qu'à ceux abordés au chapitre 2. En effet, il inventorie les deux manoirs, mais on retrouve seulement leur photographie avec une très courte description. Par ailleurs, il répertorie le manoir Couillard sous le nom de « Manoir Dupuis » et le manoir des Érables sous le nom de « Manoir Couillard ». De plus, Roy effectue un historique complet du manoir des Érables, contrairement au manoir Couillard. Cet intérêt plus grand pour le manoir des Érables peut s'expliquer par le fait qu'avant la patrimonialisation du manoir Couillard, le manoir des

Érables représentait, comme nous l'avons vu plus haut, tout aussi bien un manoir représentatif du monde seigneurial. Au contraire, le manoir Couillard a fini par connaître un processus de patrimonialisation plus complet que le manoir des Érables en s'ancrant davantage dans la mémoire seigneuriale dans la communauté. On pourrait aussi affirmer que le ministère a misé sur le manoir Couillard, en dépit du fait que Roy semblait lui préférer le manoir des Érables, puisqu'il croyait dans la pérennité du manoir des Érables en étant protégé, du moins pour l'entretien des lieux, par les commerçants exploitant le bâtiment. Le ministère a donc parié sur le manoir Couillard en s'investissant comme protecteur et donateurs. On pourrait aller jusqu'à dire que le ministère s'est assuré de la survie du bâtiment en donnant une fonction collective pour le manoir Couillard.

4.2 Le reflet seigneurial de la patrimonialisation du manoir Couillard

La prise en compte de la présence du four à pain dans le processus de patrimonialisation du manoir Couillard est un élément qui mérite une attention particulière, puisqu'elle révèle un aspect de la patrimonialisation peu exploité. En effet, le RPCQ rassemble le manoir et le four à pain dans sa protection. Ces biens sont identifiés sous un seul titre : « Manoir et four à pain Couillard ». Le Répertoire justifie la présence du four à pain Couillard puisqu'il témoigne selon eux d'un intérêt patrimonial historique et ethnologique en ce qui concerne son rappel de la production artisanale du pain qui s'est poursuivie jusqu'au début du XX^e siècle, pour sa représentation de l'alimentation de base de l'époque et pour sa particularité de se retrouver à l'extérieur. Cependant, le four à pain Couillard peut représenter encore beaucoup plus. En effet, on peut penser que la patrimonialisation de ce four à pain peut jouer un rôle dans le patrimoine gastronomique au Québec. Le patrimoine gastronomique et l'intérêt patrimonial qui en découle ne sont

toujours pas reconnus par les autorités gouvernementales, mais plusieurs spécialistes et projets de particuliers semblent mettre en pratique ce concept⁴². Comme le mentionne

Marie-Noëlle Aubertin :

Le patrimoine, lui, se construit à travers une triple relation au temps, à l'autre et à l'espace ; il met en œuvre un travail de mémoire à partir du présent ; il apparaît souvent lorsqu'une perte est appréhendée ; il fonctionne par couches, à la manière d'un palimpseste, en étant constamment redéfini au fil des transmissions successives. La gastronomie québécoise apparaît donc comme un patrimoine dans la mesure où elle se transmet et où elle parle du passé à partir du sens qui lui est attribué dans le temps actuel⁴³.

Évidemment, le four à pain Couillard n'offre pas une gastronomie particulière, mais bien une référence mémorielle à la base des moyens de subsistance de la population et de la famille Couillard. En effet, il désigne aussi l'alimentation d'une élite bien précise et chère aux yeux des Magnymontois : celle des seigneurs Couillard. Il s'agit donc d'un premier pas vers le patrimoine de la gastronomie québécoise. Avec cette relation particulière vers l'alimentation des seigneurs de Montmagny, cette valeur patrimoniale reflète une mémoire seigneuriale dans le processus de patrimonialisation du Manoir Couillard. En parallèle, une conscience patrimoniale en raison de la disparition de ce type de vestige se perçoit à cette époque. On peut observer celle-ci par l'entremise du développement de l'ethnologie et du ministère de la culture qui valorise la préservation et la restauration des lieux provenant de la Nouvelle-France comme c'est le cas de la rénovation et la patrimonialisation de la place Royale de Québec étudiée par Berthold⁴⁴.

Toujours en ce qui a trait au Manoir Couillard, le Répertoire lui octroie une valeur patrimoniale pour son architecture. Sa valeur architecturale repose sur sa fonction de

⁴² Voir notamment : Marie-Noëlle Aubertin et Geneviève Sicotte dir., *Gastronomie québécoise et patrimoine*, Québec, Presse de l'Université du Québec, coll. Nouveaux patrimoines, 2013. 274 p.

⁴³ Marie-Noëlle Aubertin, « Ingrédients de base pour un patrimoine gastronomique », *Continuité*, n° 130, 2011, p. 19.

⁴⁴ Étienne Berthold, *Patrimoine, culture et récit l'île d'Orléans et la place Royale de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 150.

manoir seigneurial. En effet, le Répertoire défend qu'il s'agit : « [d']un exemple représentatif du manoir seigneurial et de la maison rurale québécoise d'inspiration française ⁴⁵ ». Cette interprétation du bâtiment est légitimée par sa composition particulière, même si le bâtiment a été construit après la période française

Le manoir Couillard est aussi encensé par son aspect seigneurial dans le Répertoire par l'entremise de son association à la famille Couillard-Hébert. En associant le manoir Couillard à cette famille, le bâtiment et les Couillard s'ancrent dans le rappel mémoriel de la patrimonialisation en tant que seigneurs fondateurs de Montmagny.

En déconstruisant le processus de patrimonialisation du manoir Couillard à partir de sa fiche inscrite dans le RPCQ, on constate que toutes les valeurs patrimoniales attribuées à ce manoir, à l'exception d'une seule, sont reliées au monde seigneurial. On peut donc affirmer que les agents de patrimonialisation ont légitimé la patrimonialisation du manoir Couillard en s'appuyant sur l'histoire seigneuriale. Ainsi, la mémoire seigneuriale semble bien présente à Montmagny. On retrouve notamment à Montmagny les rues « Couillard » et « du Manoir ». Malgré une patrimonialisation marquée par ses nombreuses références au régime seigneurial, le bâtiment d'aujourd'hui ne s'appuie plus complètement sur celui-ci. En effet, comme nous l'avons observé plus haut, la vocation du bâtiment n'a que très peu de rapport à son passé seigneurial. Pour ces raisons, nous avons considéré ce manoir, malgré son classement, comme étant un témoin « timide » du régime seigneurial.

⁴⁵ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], « Manoir et four à pain Couillard : Valeur patrimoniale », http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92737&type=bien#.WLMFXG_hDIU, page consultée le 20-10-2017.

4.3 Le reflet seigneurial de la patrimonialisation du manoir Gamache

Contrairement au manoir Couillard, les valeurs patrimoniales du manoir Gamache ne s'appuient sur aucune facette du régime seigneurial. En effet, les deux valeurs patrimoniales accordées à ce manoir sont sa valeur architecturale qui consiste en une « maison rurale québécoise d'inspiration française du XVIII^e siècle ⁴⁶ » et sa valeur d'ancienneté. En aucun moment, dans la section des valeurs patrimoniales, le Répertoire ne fait référence au régime seigneurial d'une quelconque façon, si ce n'est la désignation implicite de « manoir ». La stature modeste des seigneurs Gamache⁴⁷ n'est certainement pas étrangère à cette « timidité » de l'identification au patrimoine seigneurial.

Ainsi, cette déconstruction du processus de patrimonialisation du manoir Gamache permet de constater qu'il n'y a pas de recours à la mémoire seigneuriale. Cela ne veut pas nécessairement signifier qu'il n'y a pas de mémoire seigneuriale dans la municipalité. En effet, on retrouve dans la toponymie de la municipalité la rue du manoir, le chemin et la rivière Vincelotte, la rue Nicolas-Gamache, le cours d'eau Ladurantaye et deux plaques commémoratives sur le régime seigneurial. Le manoir conserve une vocation privée et l'objectif derrière la patrimonialisation était de conserver ce vieux bâtiment sans en faire un lieu public ou un lieu de mémoire seigneuriale dont la communauté aurait pu s'approprier. Par ailleurs, lorsqu'on observe la correspondance entre les individus⁴⁸ qui ont demandé le classement du bien à Gérard Morisset, responsable du dossier pour la

⁴⁶ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], « Manoir Gamache : Valeur patrimoniale », *loc. cit.*

⁴⁷ Grenier, « Devenir seigneur en Nouvelle-France [...] », *loc. cit.*, p. 30-31.

⁴⁸ Ministère de la culture et des communications, « Correspondance du 24 novembre 1958 au 23 février 1959 entre Gérard Morisset, notaire, conservateur au musée provincial et individu(s) caviardé(s), pour le classement du manoir Gamache », trois lettres, documents reçus à la suite d'une demande d'accès à l'information au ministère. Les individus impliqués dans la correspondance demeurent inconnus puisque la responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels a jugé nécessaire de caviarder les noms.

Commission des Monuments historiques, on ne retrouve aucune mention d'une quelconque réticence ou d'opposition au classement du manoir (Annexe F).

La déconstruction du processus de patrimonialisation de ces deux manoirs permet d'observer des cas qui n'exploitent aujourd'hui que très peu leur association au régime seigneurial. Le manoir Gamache est une maison privée et le manoir Couillard est un musée sur l'accordéon. Par contre, le manoir Couillard, comme nous avons pu l'observer, a exploité à profusion son association au régime seigneurial pour devenir un lieu protégé. En effet, les valeurs patrimoniales qui lui ont été données témoignent bien de cette histoire seigneuriale. Quant au manoir Gamache, il n'exploite pas du tout son association au monde seigneurial, mais il est important de rappeler qu'il s'agit d'un bâtiment privé qui n'a jamais changé de vocation. De plus, au moment de sa patrimonialisation, en 1959, la Commission des Monuments historiques souhaitait valoriser les biens associés à la Nouvelle-France⁴⁹, ce qui permet à ce manoir d'être classé au patrimoine culturel du Québec, où « personne n'est opposé ⁵⁰», comme le mentionne « votre tout dévoué ⁵¹», sans trop de difficulté. Le manoir Gamache est un bien qui témoignait de l'héritage de la Nouvelle-France en 1959 et aujourd'hui son statut est demeuré le même. Il n'y a pas eu de démarches de symbolisation, qui aurait pu permettre une appropriation des lieux par la population, le manoir est resté un endroit privé avec un statut particulier qui légifère sur sa préservation.

⁴⁹ Berthold, *op. cit.*, p. 58.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons observé que les municipalités de Montmagny et Cap-Saint-Ignace ont des biens seigneuriaux semblables. L'analyse de l'ancienneté, de l'authenticité et de l'intégrité du patrimoine seigneurial de Montmagny et de Cap-Saint-Ignace a été effectuée afin de mettre à l'épreuve la grille d'analyse de Thuot sur la Mauricie. Celle-ci a permis de montrer les répercussions qu'il peut y avoir dans la mémoire seigneuriale. Notamment, le manoir Couillard est fortement associé à la famille Couillard, tandis que le manoir Gamache est associé à l'histoire d'un conflit qui a vraisemblablement divisé la population et qui est maintenant partie prenante de l'interprétation du bâtiment. La qualité de la mémoire envers des facteurs significatifs comme des personnages illustres ou des événements particuliers (dans ce cas-ci conflictuel), qui se sont transmis jusqu'à nous, permettent d'enclencher les mécanismes de la patrimonialisation en faisant agir les autorités gouvernementales. Par la suite, nous avons pu aussi observer que lorsque le bien change de fonction régulièrement, il peut connaître une conservation, mais il n'est pas nécessairement protégé adéquatement, tout comme l'a illustré l'exemple du Manoir des Érables. De plus, le changement régulier de propriétaire nuit souvent à la patrimonialisation comme nous avons pu l'observer avec le moulin Ouellet. En dernier lieu, nous avons analysé le rôle joué par la mémoire seigneuriale par l'entremise des valeurs patrimoniales attribuées aux différents biens seigneuriaux. Cela a permis d'établir qu'un manoir seigneurial n'est pas nécessairement encensé pour ses attributs seigneuriaux, mais qu'il y a tout de même un travail de symbolisation derrière celui-ci qui répond à la demande des autorités gouvernementales des années 1960. Cette demande vise officiellement à répondre à un vacuum seigneurial,

mais relève en réalité d'une action en lien avec l'idéologie de l'époque qui valorise la Nouvelle-France dont les vestiges paraissent en péril.

CHAPITRE 4 : LE PATRIMOINE SEIGNEURIAL SOUS-ESTIMÉ DE LA CÔTE-DU-SUD

Au-delà des destructions, des abandons, des rénovations et des modes architecturaux qui sont aussi des facteurs qui expliquent l'absence des bâtiments seigneuriaux dans le patrimoine bâti du Québec, il semble y avoir eu, un oubli partiel dans cette démarche de patrimonialisation.

Comme nous l'avons vu plus haut, certains manoirs seigneuriaux ont réussi à devenir des lieux de mémoire pour la population locale. Ces manoirs ont pu ensuite être protégés par les autorités gouvernementales. Par contre, ce ne sont pas tous les manoirs seigneuriaux qui ont connu un sort aussi enviable, plusieurs sont disparus, ont subi des modifications majeures ou encore ont été complètement transformés. En effet, comme cette étude en témoigne, les manoirs seigneuriaux ont dû passer à travers un processus de patrimonialisation complexe et variable pour être préservés. Dans l'objectif de mettre en évidence les principales facettes des processus de patrimonialisation défailants des manoirs seigneuriaux exclus, nous observerons dans un premier temps le manoir de La Pocatière, en le comparant à celui de Saint-Roch-des-Aulnaies (supra chapitre 2) puisqu'ils constituent respectivement un témoin fort et un témoin sous-estimé du régime seigneurial sur la Côte-du-Sud, même s'il y a des liens familiaux et historiques très semblables entre les deux. Ensuite, le manoir seigneurial de Kamouraska, mieux connu sous le nom de manoir Taché ou Cormoran, sera étudié.

1. Le patrimoine seigneurial enfoui de La Pocatière : un contre-exemple de patrimonialisation

1.1 Les manoirs Dionne : quelques points en commun

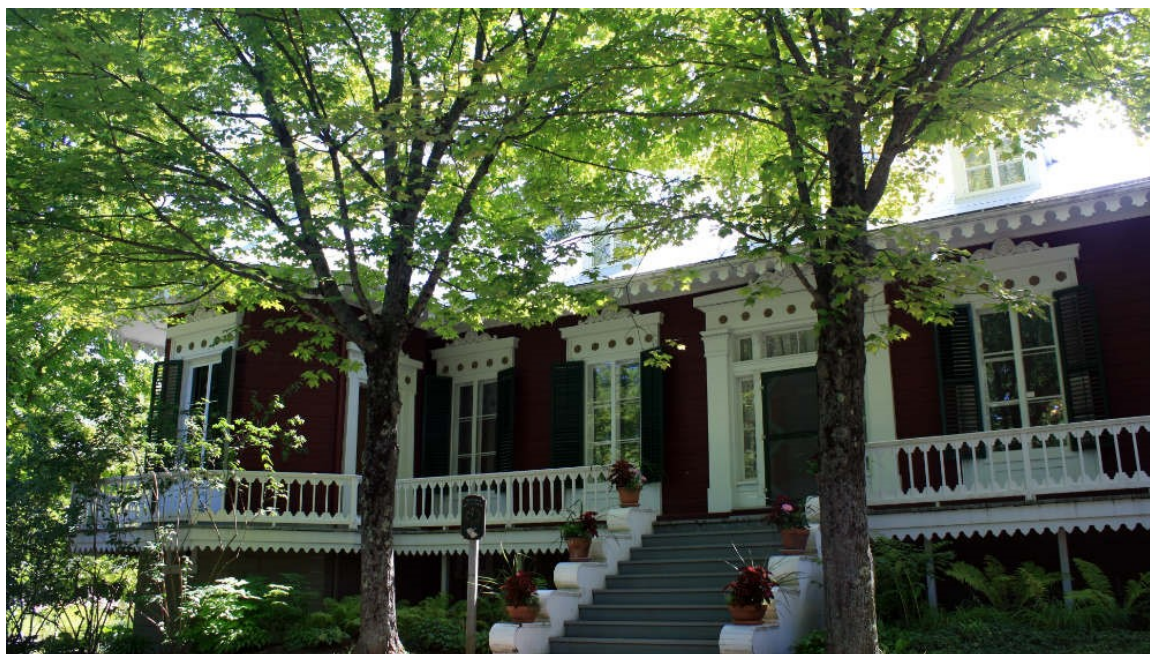
Pour qu'un bien puisse accéder au patrimoine culturel du Québec, les agents de patrimonialisation, c'est-à-dire ceux qui ont proposé le classement, créé un organisme à cette fin ou effectué des pressions en ce sens, doivent faire reposer leur argumentaire sur des valeurs patrimoniales ou qui ont contribué à sa mise en valeur, à sa reconnaissance. Souvent, comme c'est le cas pour le manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies et le manoir Couillard de Montmagny, ils s'appuient sur le passage d'une famille reconnue dans la région¹. Amable Dionne² est mis au premier plan pour la patrimonialisation du manoir des Aulnaies, puisqu'il est un riche bourgeois qui a eu une influence considérable dans la région de la Côte-du-Sud. C'est justement lui qui ordonne la construction du manoir. Il entreprend ces travaux, afin de loger son fils Pascal-Amable. Le manoir sera achevé en 1853, tout juste un an avant l'abolition du régime seigneurial. Malgré la construction du manoir tout près de la fin du régime seigneurial, cela ne change pas réellement sa valeur puisque l'abolition ne met pas un terme au mode de vie seigneurial, ni même à la propriété seigneuriale. En effet, les seigneurs présents à l'abolition et leurs héritiers vont conserver leurs privilèges pour encore plusieurs générations; ainsi, un manoir construit après

¹ L'étude de Jean-René Thuot étudie en ce sens les manoirs des Aulnaies, Boucher-de Niverville, de Tonnancour et Sainte-Anne. Jean-René Thuot, « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires », dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion. 2016, p. 364-397.

² Pour une biographie d'Amable Dionne : Serge Gagnon, « Dionne, Amable », *Dictionnaire biographique du Canada*, *loc. cit.*

l'abolition peut être considéré comme une véritable représentation du pouvoir en place et du monde seigneurial³.

Figure 15 – Le manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies habité par Pascal Amable Dionne



Source : Domaine seigneurial des Aulnaies. Vue avant / Geneviève Hébert 2014, © Ministère de la Culture et des Communications, <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=92882&type=bien#.V5JDfPnhDIU>, page consultée le 20-10-2017.

Le manoir de La Pocatière connaît une histoire à première vue semblable à celui de Saint-Roch, puisque c'est également Amable Dionne qui fait construire le bâtiment, entre 1835 et 1850 qui plus est, il le bâtit pour s'y établir lui-même. À son décès en 1852, son fils Élisée en devient le propriétaire. Le manoir Dionne de La Pocatière est donc aussi un témoin de l'histoire de la famille Dionne dans la région et de l'abolition du régime seigneurial. On pourrait même postuler que l'association du manoir de La Pocatière à la

³ Benoît Grenier, « Mort d'extrême vieillesse : histoire et mémoire du régime seigneurial depuis 1854 », dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion, 2016, p. 399.

famille Dionne devrait être plus significative à cet endroit, puisque le membre le plus reconnu de la famille Dionne, Amable, s'y installe.

Figure 16 – Le manoir Dionne de La Pocatière, vers 1925



Source : Archive de la Côte-du-Sud, « Ancien manoir Dionne vers 1925 », F100/729/38/1, <http://www.shcds.org/photos%201-199/00192.htm>, page consultée le 20-10-2017.

Sur le plan spatial, le manoir de La Pocatière se trouve dans la même situation : un moulin est sur son territoire et il a été lui aussi construit par la famille Dionne. Par contre, aucun des bâtiments seigneuriaux de La Pocatière n'a bénéficié d'une quelconque protection, la mémoire seigneuriale n'ayant pas été suffisante pour protéger le manoir et son territoire. Nous tenterons ici de comprendre ce qui distingue ces processus de patrimonialisation, réussi dans un cas et non dans l'autre.

1.2 Une mémoire seigneuriale déficiente des agents de patrimonialisation

Au XX^e siècle, les deux bâtiments ont obtenu les reconnaissances de Pierre-George Roy et de Raymonde Gauthier, respectivement en 1927 et 1976, qui rappelons-le, devaient inventorier les biens susceptibles de nécessiter un classement pour les préserver. Dans sa description du manoir de La Pocatière, Roy demeure très factuel, sauf quand il décrit les occupants. En effet, il mentionne à propos de la richesse d'Amable Dionne qu'il : « en fit toujours l'usage le plus noble et le plus généreux [...] Il était la providence du pauvre et sa main ne cessa jamais de s'ouvrir à la voix de l'indigent ⁴ ». Sur son fils Élisée, il demeure tout aussi éloquent lorsqu'il affirme sur sa personne : « Il réalisait l'idéal du vrai gentilhomme de la campagne ⁵ ». Roy est particulièrement élogieux à l'endroit des résidents du manoir de La Pocatière. En revanche, il frise le lyrisme dans sa description du domaine seigneurial des Aulnaies. Ces extraits cités par Roy permettent de constater qu'il ne tente pas seulement de reconnaître le manoir comme un bien essentiel pour le patrimoine culturel du Québec, mais veut aussi accorder une importance particulière au seigneur et à sa famille présente sur les lieux et l'héritage qu'ils y ont laissé. En d'autres mots, la présence du seigneur constitue un aspect important dans la valeur patrimoniale du bien. On peut se demander si cette volonté de mettre l'accent sur le seigneur résidant en son manoir provient du mythe solidement entretenu par les écrits de Philippe Aubert de Gaspé, selon lequel les seigneurs sont présents et sont des bienfaiteurs pour les censitaires. Effectivement, les *Mémoires*⁶ et *Les anciens Canadiens*⁷ du seigneur et

⁴ Pierre-Georges Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1927, p. 225.

⁵ *Ibid.*

⁶ Philippe Aubert de Gaspé, *Mémoires*, Ottawa, Desbarats imprimeur-éditeur, 1866, 565p.

⁷ *Idem*, *Les anciens Canadiens*, Québec, Desbarats et Derbishire, 1863, 411p.

écrivain Philippe Aubert de Gaspé vont manifestement marquer l’imaginaire collectif sur le régime seigneurial, et ce même s’il s’agit à la base d’œuvres littéraires. Philippe Aubert de Gaspé idéalise complètement l’institution seigneuriale et particulièrement la relation entre le seigneur et les censitaires⁸. Cet écrivain et seigneur nostalgique du régime seigneurial, qui écrit tout juste après l’abolition du régime, a nécessairement eu une influence indirecte sur les historiens⁹ de même que sur les agents de patrimonialisation qui ont écrit ou entrepris des démarches de patrimonialisation. Les citations idylliques concernant les lieux du manoir ont peut-être eu une influence dans l’instauration de l’aire de protection appliquée sur le territoire du domaine seigneurial par le ministère en 1975. De plus, comme le mentionne justement Thuot : « Il suffit le plus souvent d’un seul récit, d’une initiative bien menée ou d’une trouvaille pour créer le mythe et faire basculer la mémoire¹⁰ ». C’est exactement ce que les agents de patrimonialisation réussissent à accomplir au Domaine des Aulnaies, puisqu’en s’appuyant sur les écrits de Philippe Aubert de Gaspé, ils réussissent à créer ce « mythe ». De son côté, Gauthier recense le manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies en 1976, soit un an après l’apparition de l’aire de protection. Elle est très factuelle dans sa description, mais mentionne tout de même qu’il s’agit d’un : « site remarquable ¹¹ ». Il est intéressant de noter que Gauthier affirme que le manoir de La Pocatière a été démoli dans les années 1940. Elle fait erreur, le manoir est

⁸ Pour une analyse littéraire des œuvres de Philippe Aubert de Gaspé: Robert Viau, *loc. cit.*

⁹ Pour une réflexion sur l’influence de cette œuvre sur la production historique : Benoît Grenier, « L’influence de l’œuvre de Philippe Aubert de Gaspé sur l’historiographie du régime seigneurial québécois (1863-1974) », dans Claude La Charité *et al.*, *Les Anciens Canadiens. 150 ans après. Préfigurations, représentations et réfractions*, Québec, Presses de l’Université du Québec, texte inédit à paraître.

¹⁰ Thuot, *loc. cit.*, p. 380.

¹¹ Gauthier, *op. cit.*, p. 162.

toujours présent aujourd'hui, mais il a subi des transformations majeures. En effet, comme on peut le constater entre les figures 16 à 18, le manoir a changé drastiquement.

Figure 17 – L'ancien manoir Dionne devenu la maison de Joseph Harton à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, mai 1973



Source : Archive de la Côte-du-Sud, « Ancien manoir Dionne devenu la maison de Joseph Harton à Sainte-Anne-de-la-Pocatière », F100/729/38/2, <http://www.shcds.org/photos%201-199/00194.htm>, page consultée le 20-10-2017.

Figure 18 – Le manoir Dionne, aujourd'hui



Photographie : Mathieu Lévesque-Dupéré, 2015

Ces transformations ont été racontées par la propriétaire du manoir dans une entrevue réalisée en 1982. On y apprend qu'en 1939 les Harton ont démoli une partie du manoir, puisqu'il était trop grand pour leur famille de quatre enfants¹². Ce manoir avait été construit selon une technique récente de l'époque et le revêtement en bois imitait la pierre de taille qu'on retrouve souvent sur les manoirs seigneuriaux. Cependant, la transformation du bien ne permet plus de retracer ses particularités. Dans la transformation du bâtiment, on observe, outre la démolition d'une partie, un changement d'orientation du plan original, un nouveau revêtement et l'élévation de la toiture. Malgré ces modifications brutales, l'intérieur a conservé son aspect d'antan et ainsi gardé un aspect de sa valeur seigneuriale selon Pierrette Maurais, archiviste de la *Société historique de la Côte-du-Sud*¹³.

Les transformations du manoir sont si importantes pour Gauthier, dans les années 1970, qu'elle considère que le manoir est détruit ou encore se trompe et ne sait simplement pas où il se situe, témoignant de toute évidence d'une mémoire seigneuriale déficiente. En effet, de nos jours, absolument rien n'indique l'emplacement exact du manoir. Pour le retrouver, il faut s'informer auprès des résidents de la localité ou consulter les archives de la Côte-du-Sud.

Qu'est-ce qui peut expliquer une transformation aussi radicale et l'oubli d'un bien seigneurial? L'inaction de la Commission et des potentiels agents de patrimonialisation

¹² Pierrette Maurais, « Entrevue avec Mme Joseph Harton en 1982 », Archives de la Côte-du-Sud et du Collège de Sainte-Anne (La Pocatière) (ACSCSA), F148

¹³ Entretien avec Pierrette Maurais. « Questions (15) pour la Société historique de la Côte-du-Sud », 10-05-2016.

peuvent expliquer l'oubli d'un bien seigneurial. En effet, la Commission va commencer à s'intéresser à ce type de résidences à partir des années 1960. Ainsi, les transformations majeures subies par le bâtiment avant que la commission ne s'intéresse à ce type de patrimoine ont peut-être contribué à l'effacement du caractère seigneurial de la municipalité.

Par contre, l'élément central de l'absence de la reconnaissance du manoir Dionne de La Pocatière paraît résider dans l'inaction des agents de patrimonialisation. L'analyse du cas du manoir des Aulnaies a permis de remarquer que les processus de patrimonialisation qui lui ont permis de s'identifier comme un bien du patrimoine québécois aux XX^e et XXI^e siècles dans la mémoire collective sont l'œuvre d'individus conscients et d'une mémoire seigneuriale ancrée dans la communauté, lesquels communiquent les intérêts patrimoniaux, personnels et les éléments remarquables du bâtiment aux autorités pour qu'elles puissent agir concrètement. Sans demande sociale, il est pratiquement impossible de mettre un bien sous la protection du ministère. Par exemple, le cas du manoir des Aulnaies parle de lui-même puisque c'est une concertation entre le ministère, la municipalité et une corporation composée de citoyens qui a rendu possible la préservation et la valorisation de ces lieux. À l'inverse, on ne retrouve aucun de ces acteurs pour le manoir de La Pocatière.

1.3 L'absence de la mémoire seigneuriale de La Pocatière

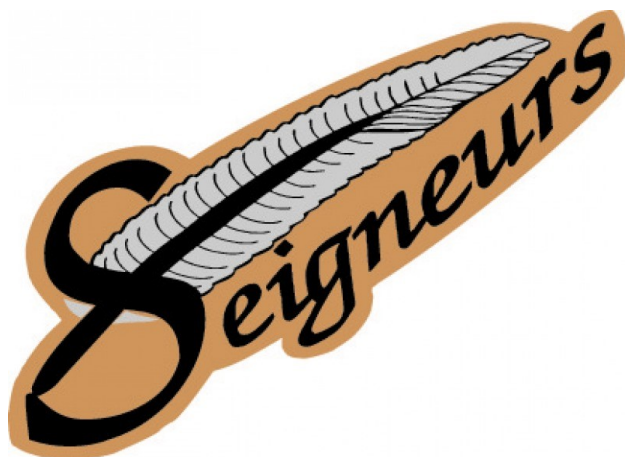
À défaut d'avoir des biens seigneuriaux au registre du patrimoine culturel, on peut se questionner sur l'état de la mémoire seigneuriale à La Pocatière? De quelles façons commémore-t-on celle-ci? En effet, malgré l'oubli du manoir, on retrouve néanmoins dans

la municipalité de La Pocatière des référents au monde seigneurial. Tout d'abord, on en observe plusieurs dans l'odonymie¹⁴ locale et même dans le toponyme de la ville. En ce qui concerne le nom des routes, il y a l'avenue du Domaine-Lacombe, où l'on retrouve un logement du même nom pour les personnes âgées. La seigneuresse Marie-Anne-Juchereau a sa rue, tout comme le seigneur Pierre-Ruette-D'Auteuil. De plus, le seigneur Dionne a un ruisseau à son nom situé tout près de son manoir et il est le seul de ces référents qui soit situé près du domaine seigneurial. À défaut d'avoir une plaque commémorative sur le régime seigneurial, La Pocatière appose tout de même quelques noms faisant référence à son passé seigneurial.

Un référent seigneurial qui sort de l'ordinaire dans la municipalité est l'équipe de hockey locale nommée « Les Seigneurs de La Pocatière » (figure 19). Il est intéressant de voir qu'on utilise le passé seigneurial de la Côte-du-Sud pour identifier une équipe de hockey. De plus, le logo de l'équipe est composé d'une plume qui symbolise l'écriture, ce qui porte à croire que la renommée du seigneur et écrivain Philippe Aubert de Gaspé a certainement influencé le concept du logo.

¹⁴ L'odonymie est l'étude des odonymes. Un odonyme est un nom propre qui désigne une voie de communication. <http://www.toponymie.gouv.qc.ca/CT/references-utiles/glossaire/odonyme.html>, page consultée le 20-10-2017.

Figure 19 – Logo Les Seigneurs de La Pocatière



Source : http://cimt.teleinterrives.com/nouvelle-Sports_Les_Seigneurs_sont_en_controle-18222

Pour conclure, on a observé pour le manoir de La Pocatière que plusieurs mécanismes de patrimonialisation échouent à se mettre en place à cause des actions des propriétaires qui ne favorisent pas la patrimonialisation, d'une mémoire sélective de la population qui affecte leur conscientisation sur le patrimoine et d'un manque d'intérêt de la part des potentiels agents de patrimonialisation à préserver le bâtiment en question. Ce contexte patrimonial se traduit par un bien construit avant la période d'intérêt des autorités gouvernementales, par des transformations majeures avant que le ministère ne soit intéressé par ce type d'immeuble et par sa « fausse démolition » évoquée par Gauthier. Avec le cas du manoir Dionne de La Pocatière, il en ressort une réaction envers un « imaginaire seigneurial », traduit par les référents seigneuriaux évoqués plus haut qui sont en lien avec des biens seigneuriaux et qui donnent la possibilité aux différents partis d'interagir avec l'État dans l'objectif de sauvegarder un bien jugé essentiel à la société, mais qui finalement n'a pas permis une reconnaissance du manoir en question. Par conséquent, même si l'histoire seigneuriale des manoirs Dionne des Aulnaies et de La

Pocatière partage certains points, notamment les acteurs historiques impliqués, cela n'est pas suffisant; ce sont les agents de patrimonialisation qui permettent d'entreprendre ou non un processus de patrimonialisation. Avec le cas du manoir de La Pocatière, on remarque qu'une conscientisation de la population sur son patrimoine seigneurial semble nécessaire pour obtenir une préservation de celui-ci, tout comme le démontre Berthold dans son étude sur l'île d'Orléans¹⁵. Ce qui n'est manifestement pas le cas ici.

Maintenant que nous avons analysé la mémoire seigneuriale à La Pocatière et le résultat de celle-ci sur la municipalité aujourd'hui, nous allons illustrer les processus de patrimonialisation d'une municipalité située tout près en nous intéressant particulièrement à la culture qui l'entoure.

2. Le manoir de Kamouraska : une mémoire partie en fumée?

Les documents pour retracer ces manoirs sous-estimés sont difficiles à obtenir. Leurs absences au RPCQ témoignent du manque d'information à leur sujet. En ce qui concerne le cas du manoir de Kamouraska, les principales informations manquantes nous ont été divulguées par le propriétaire actuel des lieux¹⁶.

Avant d'aller plus loin dans l'analyse du manoir seigneurial de Kamouraska, il est important de mettre en lumière l'historique du bâtiment et du domaine seigneurial. Tout d'abord, plus d'un manoir a été construit sur le domaine seigneurial que l'on connaît aujourd'hui. En ce qui concerne le premier manoir, les informations sur celui-ci sont fragmentées. Nous n'avons aucune preuve de son existence jusqu'à l'aveu et

¹⁵ Étienne Berthold, *Patrimoine, culture et récit l'île d'Orléans et la place Royale de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 113.

¹⁶ Mathieu Lévesque-Dupéré, entretien téléphonique avec Rosaire Michaud, propriétaire du manoir de Kamouraska, 21-11-2017.

dénombrement de 1723 qui nous renseigne qu'un manoir de 45 pieds de long sur 21 pieds de large est présent sur le domaine, tout comme un moulin en pierre¹⁷. En ce qui concerne l'attaque sur la Côte-du-Sud en 1759, on ne sait pas si le manoir a été la proie des Anglais. Par contre, selon le rapport du major George Scott sur l'incendie de la Côte-du-Sud, 165 maisons ont brûlé à Kamouraska¹⁸ alors que le village comptait seulement 50 censitaires en 1739¹⁹. Si on se fie à ces données, le village de Kamouraska a probablement été presque entièrement rasé en 1759.

Cependant, en 1760 le manoir perdure ou est reconstruit puisque le seigneur de Kamouraska, Jean-Baptiste Descharny (1728-1760) et sa femme Marie-Louise Page Quessy (1725-1790) ont une fille (Elisabeth Descharny 1760-1788) qui est baptisée à Kamouraska et une autre fille (Marie-Louise Renée 1756-1813) qui se marie au même endroit en 1780²⁰. Cette présence familiale porte à croire qu'ils se sont installés à Kamouraska.

Le 3 juillet 1886, le manoir part en fumée après un incendie. À ce jour, nous n'avons aucune représentation de ce manoir à l'exception d'une peinture d'Anthony Law effectuée en 1937, plusieurs années après l'incident (figure 20). La toile a été réalisée par l'artiste-officier Law à partir « de ses études sur la construction des manoirs de l'époque et des renseignements fournis par les anciens qui avaient connu le bâtiment avant

¹⁷ BAnQ-Québec, *Aveu et dénombrement de Henry Hiché, donataire entre vifs de Louis Aubert, écuyer, sieur du Forillon, et dame Barbe Leneuf de Lavallière (La Vallière), son épouse, pour la terre, fief et seigneurie de Kamouraska situé au sud du fleuve Saint-Laurent*, Fonds E1, série 4, sous série 3, pièce 33.

¹⁸ Gaston Deschênes, *L'Année des Anglais*, Sillery, Septentrion, 1988, p. 145-146.

¹⁹ Alexandre Paradis, *Kamouraska (1674-1948)*, Québec, Des ateliers de l'Action Catholique, 1948, p. 69-71.

²⁰ PRDH, Fiche de famille : Jean Baptiste Decharny et Marie-Louise Page Quessy, Union # 31737, page consultée le 23-11-2017

l'incendie²¹ ». En raison de ce contexte de production de l'œuvre, nous devons rester prudents à l'égard de cette source. Dans un autre ordre d'idée, la peinture a été réalisée pour Henri-Pascal-Achille Taché (1871-1952)²², fils d'Ivanhoé Taché²³. Ivanhoé a été le dernier propriétaire du manoir issu de la famille Taché²⁴. Si on compare le manoir d'aujourd'hui (figure 21) à celui de la toile, on remarque qu'ils sont relativement semblables excepté qu'il y a six lucarnes de plus dans le manoir actuel. Reconstitué après l'incendie, le manoir que nous avons sous les yeux à Kamouraska est la réalisation du propriétaire des lieux au moment de l'incident : Cyrias Ouellet. Il est reconnu pour avoir été un entrepreneur en menuiserie et en charpenterie qui a travaillé sur plusieurs églises, notamment celles de Victoriaville, L'Islet, Cap-Saint-Ignace et de l'église Notre-Dame-de-la-Visitation à Québec²⁵.

²¹ Yvonne Raymond, *Collection Musée de Kamouraska*, 1990, p. 6.

²² Manoir Taché, Kamouraska, collection Musée régional de Kamouraska, huile sur toile, Anthony Law 1937, [en ligne], <http://infomuse.smq.qc.ca/BASIS/infm/user/www/DDW?W=INSNAME+%3D+%27MUSEE+REGIONAL+DE+KAMOURASKA%27&M=1656&K=%22KAMOT1987.1%22&L=FRENCH&R=Y>, page consultée le 24-11-2017.

²³ Pierre-Georges Roy, *La famille Taché*, Lévis, 1904, p. 169.

²⁴ Paradis, *op. cit.*, p. 155.

²⁵ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], « Cyrias Ouellet : Patrimoine immobilier associé », http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=9042&type=pge#.Whh_k1XibIV, page consultée le 24-11-2017.

Figure 20 – Toile du manoir Taché 1937



Manoir Taché, Kamouraska, collection Musée régional de Kamouraska, huile sur toile, Anthony Law 1937, [en ligne],

<http://infomuse.smq.qc.ca/BASIS/infm/user/www/DDW?W=INSNAME+%3D+%27MUSEE+REGIONAL+DE+KAMOURASKA%27&M=1656&K=%22KAMOT1987.1%22&L=FRENCH&R=Y>, page consultée le 24-11-2017.

2.1 Les propriétaires du manoir

L'observation des propriétaires est nécessaire dans la démonstration puisque comme mentionné plus haut, avec le moulin Ouellet et le manoir des Érables, le changement successif de propriétaire affecte la mémoire seigneuriale. En effet, plus il y a de familles différentes qui s'échangent la propriété, plus il est difficile pour la mémoire de s'ancrer sur une famille en particulier et pour la collectivité d'exploiter celle-ci pour donner une valeur patrimoniale au bien. La seigneurie de Kamouraska a connu plusieurs propriétaires au cours de son existence. En effet, les différents manoirs sur le même

domaine ont été possédés par 17 propriétaires issus de huit familles différentes (tableau 4)²⁶.

Les trois familles qui ont possédé les lieux le plus longtemps sont les Descharny, les Taché et les Michaud. Le bâtiment a servi de manoir seigneurial, puis de résidence privée jusqu'en 1994. À partir de 1994, la diffusion de la télésérie *Cormoran* est terminée et la propriété devient un gîte du passant²⁷. Aujourd'hui, le gîte n'existe plus, mais il est toujours possible de louer une partie de la résidence comme location d'été²⁸.

Figure 21 – La villa Cormoran



Photo : Martin Fournier, pour l'article « Téléséries d'époque et tourisme », Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-500/T%C3%A9l%C3%A9s%C3%A9ries_d%27%C3%A9poque_et_tourisme.html#.WNvXu2_hDIU, page consultée le 29-03-2017.

²⁶ Paradis, *op. cit.*, p. 153-156.

²⁷ Mathieu Lévesque-Dupéré, Entretien téléphonique avec Rosaire Michaud, propriétaire du manoir de Kamouraska, 21-11-2017. Sur la télésérie *Cormoran*, voir la section 4.3 du présent chapitre.

²⁸ *Ibid.*

Tableau 4: Les propriétaires du manoir de Kamouraska à partir de 1723²⁹

Année	Propriétaires
1723	Louis-Joseph Morel de la Durantaye ³⁰
1758	Jean-Baptiste Descharny
1760	Marie-Louise Page Quessy (veuve de Jean-Baptiste Descharny)
1790	Marie-Louise Renée Descharny (mariée à Pascal-Jacques Taché à partir de 1785)
1813	Pascal-Jacques Taché
1830	Pascal Taché
1833	Pascal-Achille Taché
1839	Succession de Pascal-Achille Taché. Les héritiers : Ivanhoé (âgé de 4 ans) et Lucien (âgé de 3 ans)
1856	Ivanhoé et Lucien Taché
1863	Ivanhoé Taché
1878	Cyrias Ouellet ³¹
1911	Irénée Bouchard
1919	Éloi Dumont
1920	Alfred Michaud
1921	Israël Michaud
1927	Luc Michaud
1960	Germain Michaud
1972	Rosaire Michaud

²⁹ Les données de ce tableau ont été récoltées par le croisement des sources suivantes: Mathieu Lévesque-Dupéré, Entretien téléphonique avec Rosaire Michaud, propriétaire du manoir de Kamouraska, 21-11-2017. ; Paradis, *op. cit.*, 394 p.

³⁰ Louis-Joseph Morel de la Durantaye, est le premier seigneur dont nous avons la preuve d’avoir tenu feu et lieu dans la seigneurie de Kamouraska. Jean-Paul Morel de la Durantaye, *Louis-Joseph Morel de la Durantaye : seigneur de Kamouraska*, Québec, Septentrion, 1999, p. 52.

³¹ Le 14 mai 1874, Ivanhoé Taché vend la seigneurie, mais garde le domaine et le manoir Taché. Par contre, en 1878, il est obligé de vendre le manoir en raison de ses dettes à la compagnie « Trust and Loan ». Ce sera Cyrias Ouellet qui s’en portera acquéreur à ce moment. Paradis, *op. cit.*, p. 155-156.

2.2 L'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité d'un manoir sous-estimé

L'historique du manoir et de ses propriétaires permet d'observer ses caractéristiques d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité. Considérant le manoir présent sur les lieux aujourd'hui, l'ancienneté et l'authenticité du bâtiment ne constituent pas un vestige du régime seigneurial, mais bien une reconstruction. De plus, il n'y a aucune certitude que la propriété ait été rebâtie selon les mêmes plans de l'époque. Cependant, ces maximes de la patrimonialisation auraient pu s'appliquer au manoir s'il n'avait pas été victime d'un incendie en 1886, puisqu'il aurait représenté un manoir où des familles seigneuriales auraient vécu ainsi qu'une véritable habitation du régime seigneurial. Par contre, le manoir d'aujourd'hui fait tout de même un certain écho à la famille Taché.

Avec les productions culturelles, le manoir aura une seconde vie dans la mémoire collective, mais il ne sera pas protégé comme un bien du RPCQ, vraisemblablement en raison de sa non-conformité à la grille d'analyse établis par Thuot.

3. Les processus de patrimonialisation de Kamouraska : une démarche culturelle

Par son histoire tricentenaire, on aurait été porté à croire que Kamouraska serait devenu un terreau fertile pour les autorités gouvernementales en ce qui a trait à la préservation de biens associés à la Nouvelle-France. Toutefois, la conjoncture socio-historique n'a laissé aucun immeuble de cette période tant prisée par le ministère, à l'exception d'une seule maison, la maison Lebel-Langlais. Par contre, on observe une volonté de la municipalité de s'impliquer dans la patrimonialisation à plusieurs occasions. En effet, on retrouve au RPCQ six entrées pour le village de Kamouraska. Les lieux présents sont tous des citations. En d'autres mots, la municipalité a recouru à la *Loi sur le patrimoine culturel* dans l'objectif de se doter d'un « pouvoir pour protéger les biens

susceptibles de présenter une valeur patrimoniale qui n'ont pas de statut légal en vertu de la Loi³² ». Dans le cas de Kamouraska, ces citations sont une démarche de mise en tourisme des lieux. Comme le document de synthèse : *La Loi sur le patrimoine culturel Le guide pratique destiné aux municipalités* le mentionne : « Il (L'élément déclencheur d'une citation) peut également s'agir d'un désir d'améliorer l'offre touristique dans le milieu ³³ ». Le village de Kamouraska qui est aujourd'hui reconnu comme l'un des plus beaux villages du Québec, voire du Canada selon certains³⁴, semble avoir utilisé cette méthode pour préserver ses lieux pour en faire des espaces touristiques. On compte notamment parmi ceux-ci quatre sites patrimoniaux (le noyau institutionnel, les Quais, le site du Berceau-de-Kamouraska et le site du patrimoine du Moulin-Paradis) et deux immeubles (l'Ancien palais de justice et le presbytère de Kamouraska). Comme on peut l'observer, aucun bien ne concerne directement le patrimoine seigneurial. Signalons que le moulin Paradis ne constitue pas un élément du patrimoine seigneurial puisqu'il a été construit après la fin du régime seigneurial et qu'il s'agit de l'œuvre d'un particulier et non d'un individu lié à une famille seigneuriale. Cependant, il ne faudrait pas conclure trop hâtivement à une absence mémorielle du régime seigneurial à Kamouraska. L'objectif de cette section sera de démontrer que la municipalité de Kamouraska est depuis bien longtemps une destination touristique, qu'elle souhaite le demeurer et qu'elle s'approprie son patrimoine.

³² Ministère de la Culture et des Communications, *La Loi sur le patrimoine culturel Le guide pratique destiné aux municipalités*, Québec, 2012, p. 21.

³³ *Ibid.*

³⁴ Jennifer Cuellar, « 9 Charming Historic Towns in Canada », [en ligne], <https://travelblog.expedia.ca/9-charming-historic-towns-canada/>, blog expedia.ca, 8 mars 2017, page consultée le 20-03-2017.

4. Le patrimoine seigneurial de Kamouraska dans la culture

Le patrimoine seigneurial de Kamouraska s'observe principalement à partir de son manoir seigneurial. Par contre, ce manoir auquel la mémoire seigneuriale fait référence n'est pas celui que nous pouvons observer aujourd'hui. Dans cette partie, on analysera le manoir à travers les productions culturelles afin de dévoiler le patrimoine seigneurial de Kamouraska.

4.1 Le manoir Taché et Anne Hébert

La publication en 1970 du roman *Kamouraska* d'Anne Hébert, qui s'inspire de l'assassinat du seigneur Louis-Paschal-Achille Taché, événement survenu en 1839 participe particulièrement à l'imaginaire seigneurial du village. Acclamé par la critique, le livre *Kamouraska* est publié à Paris et diffusé à l'échelle internationale par de nombreuses traductions. Par ailleurs, le choix d'Anne Hébert de traiter de ce sujet en lien avec le monde seigneurial n'est pas anodin. En effet, la romancière est issue de deux familles seigneuriales : les Taché et les Juchereau-Duchesnay. En outre, elle a un attachement certain envers le monde seigneurial qui se manifestera dans les années 1970 par son intention, non réalisée, d'acheter le manoir seigneurial Duchesnay situé à Sainte-Catherine de Fossambault où elle a séjourné régulièrement au cours de sa vie³⁵ et par son attachement à la terre seigneuriale de sa famille³⁶. En raison de cette aura seigneuriale et du récit qu'elle associe au village de Kamouraska, Anne Hébert influence certainement l'imaginaire seigneurial des lieux. Cette percée effectuée par Anne Hébert dans la mémoire collective sur le village de Kamouraska transmet un récit qui permet de « créer

³⁵ Anne Hébert est liée à la famille Taché de Kamouraska, par son grand-père Eugène-Étienne Taché, architecte de l'hôtel du Parlement de Québec

³⁶ Benoît Grenier et Stéphanie Lanthier, « Anne Hébert et l'héritage seigneurial », Projection suivie d'une discussion dans le cadre des Journées des sciences humaines 2017, Université de Sherbrooke, 7 mars 2017.

le mythe et faire basculer la mémoire ³⁷». De plus, ce récit ne se figera pas, il va se transformer sous divers médiums, dont l'un des plus populaires : le cinéma.

4.2 *Kamouraska* au grand écran

Le cinéaste Claude Jutra adapte le roman *Kamouraska* au grand écran dès 1973. Cette adaptation va jouer un rôle important dans le récit seigneurial du village de Kamouraska. Le manoir Taché n'est pas reconnu par les autorités gouvernementales comme un bien au patrimoine culturel du Québec et les choix scénaristiques de Claude Jutra ont certainement joué un rôle dans cette perception du patrimoine seigneurial de Kamouraska. En effet, le réalisateur et scénariste du film *Kamouraska* choisit de tourner le film dans le village de Kamouraska, toutefois il n'utilise pas les lieux du véritable manoir seigneurial de Kamouraska, mais plutôt la maison Lebel-Langlais. Il s'agit de la plus vieille maison du village, elle a été incendiée lors du passage des Anglais en 1759 et reconstruite sur les mêmes murs l'année suivante³⁸. Ce bâtiment ne figure pas au RPCQ, mais il fait tout de même partie des « vieilles maisons » répertoriées dans l'ouvrage de Roy³⁹. À ce propos, le manoir Taché n'a pas été sélectionné par Roy pour faire partie de son œuvre, on ne retrouve que la maison Lebel-Langlais pour Kamouraska. Par contre, Gauthier répertorie le manoir Taché dans son ouvrage. Elle introduit la description du manoir comme suit : « On s'imagine à tort que l'héroïne d'Anne Hébert, Élizabeth d'Aulnières, hante cette grande maison du bord du fleuve. Le manoir, témoin des aventures de la belle dame de Kamouraska qui fit assassiner son mari, a brûlé à la fin du siècle dernier, en 1886 plus exactement ⁴⁰ ». Cette première description du manoir permet

³⁷ Thuot, *loc. cit.*, p. 380.

³⁸ Roy, *op. cit.*, p.232.

³⁹ Pierre-Georges Roy l'identifie sous le nom de « La maison Wilfrid Langlais à Kamouraska », p.232.

⁴⁰ Gauthier, *op. cit.*, p. 154.

d'affirmer que le récit d'Anne Hébert est bien présent dans la société en 1976 et qu'il a nécessairement eu une influence dans la mémoire collective des lieux. En outre, selon Gauthier, le manoir n'a pas d'aspect mémoriel puisqu'il ne s'agit plus du même bâtiment. Le film de Claude Jutra a peut-être eu une influence dans l'effacement de ce récit sur les lieux tout comme dans le cas de Gauthier. À l'opposé du spectre, celle-ci mentionne à propos du manoir Aubert de Gaspé, incendié en 1909 et toujours laissé à l'abandon au moment de l'écriture de l'ouvrage, qu'il « abrita l'auteur des *anciens Canadiens* ⁴¹ » et « S'il était une maison susceptible de présenter l'image idéale d'un manoir, c'était bien celle-là ⁴² ». Par ces citations sur le manoir de Saint-Jean-Port-Joly, elle semble vouloir préserver l'aspect mémoriel du manoir et de Philippe Aubert de Gaspé tandis qu'elle paraît nier un aspect du caractère seigneurial du manoir Taché. Malgré le choix scénaristique et la reconnaissance mitigée de Roy et Gauthier à propos du manoir Taché, les lieux vont obtenir d'autres référents culturels.

4.3 *Cormoran* : une nouvelle vocation du manoir Taché

La vocation du manoir Taché se transforme puisqu'il devient le lieu de tournage pour une série télévisée. Il s'agit du téléroman *Cormoran* diffusé pour la première fois entre 1990 et 1993. Par l'entremise de ce tournage et de l'intérêt suscité pour cette série chez les téléspectateurs, le Domaine Cormoran est devenu un véritable ensemble d'attractions touristiques⁴³. La Société Radio-Canada (SRC) a même distribué des dépliants promotionnels sur le Domaine Cormoran qui donnaient : « [...] des

⁴¹ *Ibid.*, p.164.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Véronique Nguyen-Duy, « Téléséries d'époque et tourisme », *Encyclopédie de l'Amérique française*, [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-500/T%C3%A9l%C3%A9s%C3%A9ries_d%27%C3%A9poque_et_tourisme.html#.WNvXu2_hDIU, page consultée le 29-03-2017.

renseignements généraux sur le téléroman et sa production, sur l'espace vierge destiné aux autographes, ainsi qu'une carte permettant de situer les différents lieux de tournage [...]. La carte du site présentait les différents points d'attraction sans établir de distinction claire entre les monuments historiques et ceux construits aux fins du tournage ⁴⁴». Le fait que les éléments fictifs et historiques soient entremêlés manifeste une volonté de valoriser réciproquement le patrimoine historique en place tout comme le récit fictif télédiffusé. Ce n'est pas sans raison que des simples décors en pâte sont désormais en fer et en pierre. La grille se situant à l'entrée du manoir en est la preuve. Autrefois l'entrée n'était qu'en carton-pâte et désormais elle est un véritable portail avec des colonnes en pierre, une grille en métal, le tout décoré avec l'emblème des Cormorans, la famille fictive de la télésérie ⁴⁵.

Figure 22– Le portail du manoir Cormoran

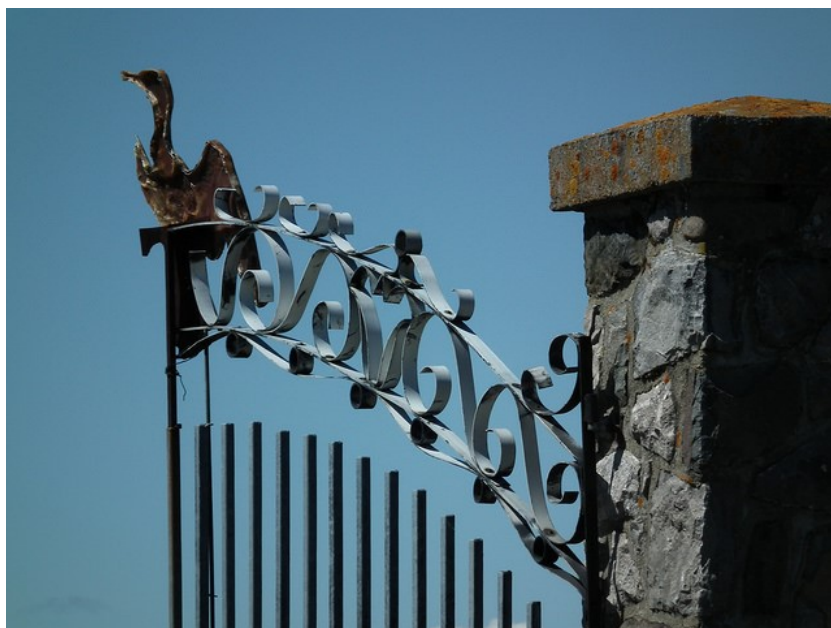


Alain LeSieur, Lesieurphoto, « L'entrée du domaine où fut tournée la série télévisée "Cormoran" », 2010, [en ligne], <http://archive.lesieurphoto.com/photos/bas-saint-laurent/kamouraska-1>, page consultée le 30-03-2017

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

Figure 23 – Le portail du manoir Cormoran, vue transversale



PanilBrune, « Porte des Cormoran », 2014, flickr, [en ligne],
<https://www.flickr.com/photos/panilbrune/14371827966/in/album-72157645104411171/>, page consultée
 le 03-30-2017.

Comme Véronique Nguyen-Duy l'indique : « [...] les séries *Le Temps d'une paix*, *Les Filles de Caleb*, *Cormoran* et *Marguerite Volant* se sont traduites par des récupérations récréotouristiques aux frontières de la valorisation du patrimoine. Du site de tournage qui prenait des allures de site historique, au site historique travesti par sa vocation télévisuelle [...] ⁴⁶». Le Domaine Cormoran a donc été valorisé pour ses valeurs historiques par l'entremise de la télésérie et de l'engouement suscité par les téléspectateurs sur celle-ci. Par contre, l'aspect historique et seigneurial des lieux était beaucoup moins exposé aux visiteurs que l'aspect télévisuel⁴⁷. Cette valorisation du patrimoine par le tourisme de télésérie d'époque n'a pas mené à une patrimonialisation officielle et elle a plutôt désorienté le touriste. En effet, les éléments historiques, comme ceux reliés au

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

manoir seigneurial de Kamouraska, mis en arrière-plan, n'ont pas suscité un intérêt particulier pour entreprendre la préservation des lieux. Par contre, ces lieux sont toujours visités et connus à cause d'un média de la culture populaire. L'histoire de *Cormoran* faisant ombrage à l'histoire des lieux du manoir seigneurial et du seigneur Taché, le lieu change de nom dans la mémoire collective pour le Domaine Cormoran ou Manoir Taché selon le cas, tout pour confondre davantage les touristes. Avec toute cette publicisation, le bien adopte désormais deux identités. Cependant, lors de la période du gîte (1994-2012), l'établissement prend le nom : « Auberge du Manoir Taché » redonnant ainsi ses lettres de noblesse au bien. D'ailleurs, cela permet aux amateurs de la série télévisée *Cormoran* d'avoir l'impression de vivre à l'intérieur même de la série. Cette nouvelle ouverture au public permet certainement de générer un sentiment d'appartenance aux lieux. De plus, avec le retour au nom d'origine, les lieux sont à nouveau publicisés par l'entremise de son aspect seigneurial. Malgré cet effort de valorisation, cette double identité n'a pas favorisé une protection des lieux et le gîte a d'ailleurs cessé d'opérer depuis la période estivale de 2012.

5. Kamouraska : un village touristique

L'étude sur la patrimonialisation de l'Île d'Orléans d'Étienne Berthold nous rappelle que « la patrimonialisation implique un travail de symbolisation et fait appel à un sens déjà contenu dans ses objets – à divers degrés il va de soi ⁴⁸ ». Comme on a pu le constater, il se manifeste à Kamouraska par une symbolisation des lieux et par l'entremise du roman d'Anne Hébert, du film de Claude Jutra et de la téléserie *Cormoran*. Malgré que toutes ces entreprises à caractères symboliques aient un lien plus ou moins proche avec le manoir

⁴⁸ Berthold, *op. cit.*, p. 113.

Taché, le tout n'est pas suffisant pour le faire accéder au patrimoine culturel du Québec. Par contre, cette symbolisation n'est pas pour autant inexistante. Tout comme l'Île d'Orléans, le village de Kamouraska exploite cette symbolisation afin de l'étendre sur tout son territoire. Avec la citation du « site du berceau de Kamouraska » en 1994, qui témoigne du premier centre de développement du village et la citation du noyau institutionnel du village, la municipalité tente de patrimonialiser le plus grand espace possible, afin de garder la saveur historique du village. Le patrimoine seigneurial issu du manoir Taché est donc sous-estimé sur la Côte-du-Sud, pour laisser place au village patrimonial de Kamouraska. Mis à part le manoir Taché qui connaît un rappel seigneurial, notons la présence de sépultures seigneuriales dont celles de Charles de la Durantaye et de Louis-Joseph Morel de la Durantaye inhumés au berceau de Kamouraska et celles de Pascal-Jacques Taché, Achilles Taché et Marie-Louise Decharnay sous l'église. Par contre cette église sera la proie des flammes en 1914. À ce moment, ce qui restait des sépultures sera transféré au cimetière municipal⁴⁹. Il est donc fort probable que certains vestiges seigneuriaux de l'église comme le banc seigneurial aient été effacés par l'incendie. Toujours dans les rappels seigneuriaux, on observe dans la toponymie la route du cap Taché, le quai Taché et l'avenue Morel. En somme, Kamouraska comprend plusieurs mentions seigneuriales, mais la municipalité se prononce vers une patrimonialisation du village complet plutôt que de se concentrer principalement sur le patrimoine seigneurial.

Pour conclure ce chapitre, on remarque que ces deux exemples de patrimoine seigneurial sous-estimés de la Côte-du-Sud ont connu plusieurs obstacles à leur

⁴⁹ Mathieu Lévesque-Dupéré. Entretien avec Yves Sévigny, directeur du Musée régional de Kamouraska, 2015-03-27.

patrimonialisation. Ces obstacles ont pris la forme d'une reconnaissance partielle ou défailante de Roy et Gauthier, de la transformation du bien, du retard de la commission dans la protection des biens de ce type; ils s'expliquent aussi par l'inaction des agents de patrimonialisation et par le manque de concertation entre le ministère, la municipalité et une éventuelle corporation. Pour ces principales raisons, les deux manoirs analysés dans ce chapitre n'ont pas été reconnus officiellement par le RPCQ et ce même s'ils correspondent à des valeurs patrimoniales, des éléments culturels et à une mémoire seigneuriale parfois importante. À défaut d'avoir des biens seigneuriaux classés ou cités, ces deux municipalités ont tout de même quelques références seigneuriales, souvent toponymiques, mais aussi culturelles.

CONCLUSION

En conclusion, nous avons pu observer dans le premier chapitre que le contexte social et économique des manoirs toujours présents aujourd'hui sur ce territoire ainsi que le développement seigneurial des lieux a été semé d'embûches. Au XVII^e siècle, les seigneuries « sudcôtoises » sont peu ou pas développées, il faut attendre le XVIII^e siècle avant d'avoir un véritable effort de développement seigneurial. L'année des Anglais en 1759 vient freiner ce développement en éliminant presque tous les biens seigneuriaux datant du régime français. Le XIX^e siècle sera ensuite caractérisé par l'exode rural, mais aussi par la plupart des constructions des manoirs seigneuriaux de notre échantillonnage. Il semble y avoir aussi une particularité dans le fait que la plupart des manoirs datent du XIX^e siècle. Notamment les revenus plus élevés pour les seigneurs vers la fin du régime ont influencé l'ampleur de leur résidence personnelle donnant ainsi à leur bien des aspects plus intéressants qu'une habitation standard. Ce retour sur l'histoire seigneuriale de la Côte-du-Sud a permis d'illustrer la rareté des biens seigneuriaux datant de la période de la Nouvelle-France et le contexte d'évolution pour les manoirs datant de ces différentes époques.

L'étude des premiers seigneurs a permis de remarquer un certain impact seigneurial sur les municipalités d'aujourd'hui tout en dévoilant l'origine de ceux-ci. De plus, ces premiers seigneurs, souvent nobles ou prestigieux, sont en partie responsables de la tardiveté de l'apparition des biens seigneuriaux sur le territoire, puisque peu d'entre eux ont développé leur seigneurie, ce qui affecte certainement la valeur patrimoniale des lieux. Par contre, ils ont souvent généré une appropriation affective chez la population.

En s'intéressant aux « dynasties » seigneuriales de la Côte-du-Sud, on a pu montrer que les biens seigneuriaux qui ont accédé au registre du Patrimoine culturel du Québec sont souvent liés à une « dynastie » seigneuriale en particulier, notons tout de même qu'à Saint-Roch-des-Aulnaies il s'agit des Dionne qui sont seulement restés sur les lieux pendant 60 ans, qui se sont démarqués le plus dans ce domaine. De plus, si on observe La Pocatière et Kamouraska qui ont eu plusieurs familles seigneuriales successives, on remarque qu'ils n'ont pas eu de reconnaissance patrimoniale pour leur manoir. Il semble que plus la municipalité est associée à des seigneurs de familles différentes, plus l'intérêt seigneurial semble se diviser et se dissoudre dans la communauté et chez les autorités gouvernementales.

Dans le chapitre 2, nous avons analysé les manoirs de Saint-Jean-Port-Joli et Saint-Roch-des-Aulnaies qui sont des témoins forts du régime seigneurial. On considère ces deux exemples comme des témoins forts puisque les références seigneuriales réussissent à s'introduire dans plusieurs domaines, notamment dans le patrimoine religieux, la littérature, la sculpture, dans les valeurs patrimoniales, dans la prestance des bâtiments et bien entendu dans l'esprit de la population qui s'observe par les actions des corporations et des municipalités.

Avec l'analyse de ces deux témoins forts, on peut observer certaines similitudes dans les deux processus de patrimonialisation qui permettent de discerner les aspects nécessaires pour que les manoirs soient un patrimoine seigneurial fort. On remarque qu'une prestance des lieux et des familles seigneuriales sont nécessaires et que les valeurs patrimoniales doivent être reliées au régime seigneurial. De plus, des auteurs comme Roy et Gauthier doivent embellir les biens en questions, ils sont essentiels à la symbolisation

des lieux. Ensuite, un regroupement d'individus qui s'implique dans la valorisation du manoir, en manifestant des visions nostalgiques du passé seigneurial est nécessaire afin que la préservation des lieux ne se limite pas seulement au bâtiment, mais bien à l'ensemble qu'il représente.

Dans le chapitre 3, on a d'abord mis en perspective l'ancienneté, l'authenticité et l'intégrité du patrimoine seigneurial de Montmagny et Cap-Saint-Ignace à partir de la grille d'analyse de Jean-René Thuot. Avec ce questionnement on a établi un portrait de la patrimonialisation des biens seigneuriaux à Montmagny et Cap-Saint-Ignace, tout en dévoilant qu'il s'agit de deux municipalités avec des contextes très différents. L'intérêt de cette analyse a été d'élargir la conception de la patrimonialisation des manoirs à celle des moulins. Avec cette analyse, on a observé le rôle joué par le rappel des seigneurs qui sont associés aux différents biens, ainsi qu'une appropriation des personnages illustres reliée au manoir Couillard.

D'ailleurs, on a aussi retracé des exceptions dans les processus de patrimonialisation. Par exemple, le manoir des Érables et le moulin de William-Randall Patton de Montmagny correspondent à la grille d'analyse de Thuot sans faire partie du patrimoine culturel du Québec. De plus, on a remarqué avec le manoir des Érables que les autorités gouvernementales ne se sont pas toujours fiées à la reconnaissance de Roy. Ce qui permet de dévoiler qu'il faut parfois plus que des propriétés physiques pour être admis au patrimoine culturel du Québec. L'étude des valeurs patrimoniales des manoirs Couillard et Gamache a permis de manifester qu'elles sont parfois le reflet de la mémoire seigneuriale des lieux.

Dans le chapitre 4, La Pocatière et Kamouraska, deux municipalités qui n'ont aucune représentation du patrimoine seigneurial au RPCQ, ont été présentées. On a pu comparer un manoir qui a réussi à se préserver avec un manoir qui a échoué sa préservation. En effet, le manoir Taché a été préservé et exploité pour sa valeur seigneuriale, mais il n'a pas été perçu comme un bien susceptible d'être patrimonialisé.

Pour le manoir de La Pocatière, on a pu en apprendre davantage sur les processus de patrimonialisation en observant les réussites et les échecs du manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies et de La Pocatière. Ceci a permis de déceler une mémoire seigneuriale déficiente à La Pocatière qui a entraîné l'inaction des potentiels agents de patrimonialisation.

En ce qui concerne Kamouraska, la municipalité est consciente de son patrimoine, mais elle effectue une mise en tourisme plutôt qu'une patrimonialisation. Kamouraska s'approprie et valorise le patrimoine seigneurial d'une autre façon. En effet, le manoir Taché se rapporte à la littérature, à la cinématographie, à une télésérie, au tourisme, etc. L'intérêt est de symboliser, voire patrimonialiser tout le village plutôt que seulement un bien en particulier sur le patrimoine seigneurial.

En somme, pour obtenir une patrimonialisation parfaite d'un manoir seigneurial, il doit répondre à des critères en matière d'ancienneté, d'authenticité et d'intégrité, mais il doit aussi surtout subir une symbolisation des lieux tout comme on l'observe à Montmagny par l'appropriation de ses personnages illustres ou à Saint-Roch-des-Aulnaies avec Amable Dionne ou à Saint-Jean-Port-Joli avec Philippe-Aubert de Gaspé. Une fois

ces critères satisfaits, le bien ou le site n'est pas nécessairement apte pour le RPCQ. En effet, les exemples du Manoir des Érables et le manoir Taché en sont la preuve. Il faut en plus des propriétés physiques du bâtiment ou de l'espace, une symbolisation des lieux et des actions concrètes des agents de patrimonialisation. Rappelons tout de même qu'il ne faut pas nécessairement répondre à tous ces critères pour être admis au Registre, mais à tout le moins à certains d'entre eux. Par contre, comme on a pu le constater, certains témoins seigneuriaux ont été plus forts que d'autres puisqu'ils ont répondu de façon plus significative à ces critères énumérés plus haut, voire même les ont dépassés.

À la suite de cette étude sur la patrimonialisation des manoirs seigneuriaux, on retient que plusieurs manoirs qui nous sont parvenus datent du XIX^e siècle. Bien souvent, ce sont des bâtiments qui se distinguent des autres habitations en raison du revenu souvent plus élevé du seigneur face au reste de la population. Cette aisance monétaire a permis à ceux-ci d'investir dans leur bien personnel notamment dans l'apparence de leur demeure. En effet, une certaine architecture caractéristique ressort de ces bâtiments et souvent pour ces mêmes traits distinctifs ils ont été préservés. Une étude sur le plan architectural permettrait d'éclaircir cet héritage de « l'architecture seigneurial ». Cette étude permettrait d'illustrer d'une autre façon comment les seigneurs tentaient de se distinguer de la population et peut-être aussi des autres élites locales⁵⁰.

D'ailleurs, l'histoire familiale des seigneurs est en grande partie responsable de l'intérêt porté envers le manoir. En effet, la symbolisation des lieux est le premier cheval de bataille pour la patrimonialisation. Mettre de l'avant des individus ayant accompli un

⁵⁰ Thuot, « L'évolution du paysage bâti de Lachenaie, XVIII^e-XX^e siècles : statuts élitaires et architecture domestique dans les campagnes laurentiennes », *Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*, vol. 39, no 1, 2014, p. 71-86.

rôle important dans la société et associer leur vécu à un endroit précis procure à ce lieu une valeur beaucoup plus importante, et ce même si le personnage n'a eu en réalité aucune relation de proximité avec le lieu en question. De plus, cette valeur unique apportée au bien est largement amplifiée lorsque des auteurs comme Pierre-Georges Roy se mêlent au jeu.

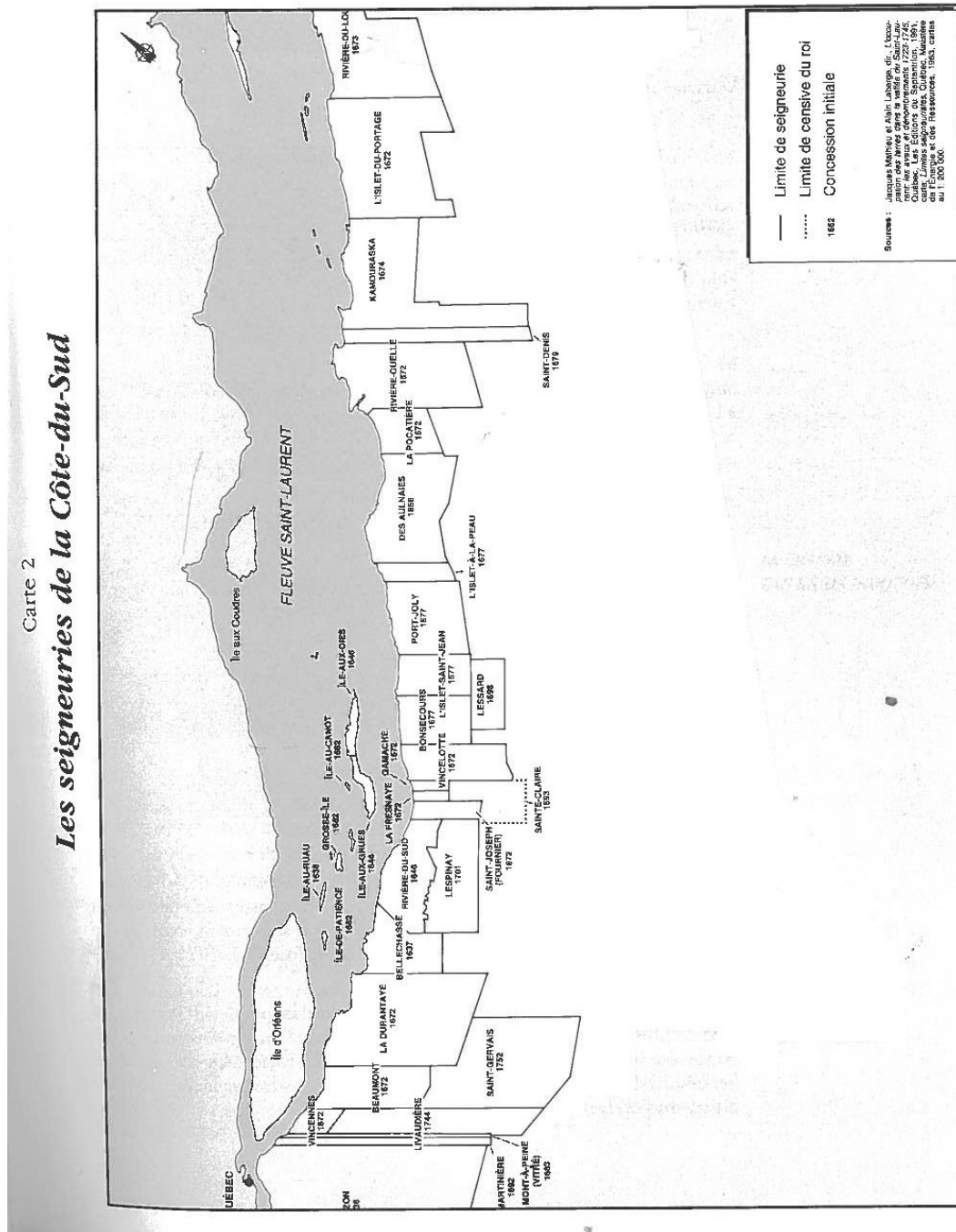
Dans un ordre d'idée, une étude globale de la patrimonialisation des manoirs seigneuriaux permettrait d'observer plus adéquatement l'évolution du traitement du patrimoine seigneurial par l'État, mais aussi les différentes particularités de chaque région. En effet, la Côte-du-Sud n'est pas nécessairement représentative de l'ensemble du Québec, notamment en termes d'ethnicité des seigneurs, et chaque région tient à un bien en particulier qui la définit. Bien entendu, il est fort probable que plusieurs éléments de ce patrimoine seigneurial soient sous-estimés, mais il n'en demeure pas moins important de l'étudier afin d'élucider les possibles raisons de son effacement physique ou mémorielle. Le tout permettrait de donner une vision du patrimoine seigneurial dans la société ainsi que la place qu'il occupe. Par ailleurs, il serait aussi possible d'élargir l'étude des biens seigneuriaux en s'intéressant à son mobilier. Par exemple, les bancs seigneuriaux mériteraient une étude attentive parce qu'ils sont de plus en plus rares et qu'ils reflètent un rapport d'altérité maintenant révolu.

En ce qui concerne la relation entre le patrimoine seigneurial et le patrimoine religieux, rappelons que les manoirs seigneuriaux et les églises n'ont pas connu le même type de reconnaissance de la part de la société en raison du caractère communautaire des églises et de l'aspect privé des manoirs. Dans la patrimonialisation des demeures seigneuriales, on remarque qu'elles se sont souvent transformées pour offrir des fonctions

communautaires, légitimant ainsi leur reconnaissance et leur préservation. L'enjeu de la communauté est donc essentiel à une patrimonialisation. L'avenir de plusieurs églises est toujours incertain puisqu'elles perdent peu à peu leurs caractéristiques communautaires. Parallèlement à cela, les manoirs ont d'abord été des endroits privés pour devenir, dans certains cas, des lieux pour la communauté. Il faut souvent qu'il y ait un enjeu pour la collectivité pour assurer la préservation d'un lieu. Aujourd'hui, ce besoin collectif amène les églises à se métamorphoser en des entités parfois totalement différentes qui vont dans certains cas mettre un terme à la vocation première du lieu. D'ailleurs, une étude comparative entre le patrimoine religieux et seigneurial permettrait d'observer des mécanismes de patrimonialisation parfois semblable qui pourraient expliquer la perte ou la conservation de plusieurs de ces lieux. Bien entendu, les éléments qui les différencient feraient surface, ce qui soulignerait aussi l'unicité de chaque bien.

Enfin, une enquête orale dans les localités demeure à accomplir puisqu'elle permettrait de mesurer la présence ou l'absence de la mémoire seigneuriale d'un point de vue unique et pertinent sur la question de la patrimonialisation. De plus, le patrimoine seigneurial de la Côte-du-Sud est toujours en développement et en mutation; il sera invariablement le résultat d'une conscientisation de la société sur son histoire et son patrimoine.

ANNEXE A : Carte des seigneuries de la Côte du Sud



Source : Alain Laberge et *al.* *Histoire de la Côte-du-Sud*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 63.

ANNEXE B : Les manoirs seigneuriaux dans le patrimoine culturel du Québec avec CartoDB⁵¹

Aujourd'hui, de nombreux outils permettent de voir et d'analyser des données historiques par l'entremise de logiciels informatiques. CartoDB est un exemple parmi plusieurs autres. La découverte de cet outil dans le cadre du cours HST 781 : *Ateliers de production en informatique appliquée à l'histoire*, m'a permis de l'intégrer à mon analyse sur le patrimoine seigneurial dans le cadre de mon mémoire. L'objectif de cette annexe est d'analyser cette technologie dans le cadre de la réalisation de mon mémoire. Pour ce faire, le présent travail est divisé en deux grandes parties. La première partie consiste à décrire les principales composantes du logiciel CartoDB, on abordera la technologie en tant que telle, son développement et ses développeurs, ses conditions d'utilisations et son utilisation dans les différents domaines d'études. La seconde partie abordera l'utilisation de cette technologie dans mon mémoire et de quelle façon celle-ci me permet de gérer, d'analyser et de diffuser les données.

Les composantes du logiciel CartoDB

Définition de la technologie

Comme son nom l'indique, CartoDB est un logiciel de cartographie reliant une base de données à une carte. Plus précisément, il s'agit d'un système d'information géographique (SIG), c'est-à-dire un système permettant de présenter, d'organiser et de

⁵¹ CartoDB, « Les manoirs seigneuriaux dans le patrimoine culturel du Québec », carte interactive, réalisée par Mathieu Lévesque-Dupéré, avec les données ouvertes du ministère de la Culture et des Communications, <http://cdb.io/1wvXtk9>

créer des données alphanumériques spatialement référencées, autrement dit géoréférencées, pour permettre au final de produire des cartes et des plans⁵².

Ce moteur cartographique d'analyse et de visualisation basé sur le « cloud » donne la possibilité d'utiliser des données géoréférencées en format xls, csv, kml, sql, geojson et plus encore. Parfois, ces données sont déjà présentes dans CartoDB, mais il est aussi possible de retrouver des « opendata » pour élargir, améliorer et faciliter la création de la carte que l'on désire réaliser. Une fois la base de données établie dans le système, on peut faire apparaître les données sur la carte selon différents modes de représentations des données, comme par des points, des polygones et des lignes. De plus, plusieurs outils de personnalisations permettent d'agencer l'aspect graphique de la présentation des données sur la carte. Par la suite, on peut jumeler les premières données recueillies, avec une seconde base de données, pour pouvoir les mettre en perspectives en les observant simultanément sur la carte.

CartoDB met à notre disposition des données accessibles en termes de format et crée des outils pour améliorer le traitement de celles-ci. Ce faisant, plusieurs organismes ou individus peuvent utiliser ce système pour parvenir à déceler différentes variables mises ensemble. De cette façon, le « crowdsourcing » peut être utilisé pour développer la quantité et la qualité des bases de données. En somme, l'objectif principal de CartoDB est de donner une accessibilité aux outils géomatiques à un public le plus large possible tout en demeurant un outil complet pour les experts.

⁵² Ian Gregory, *A Place in History. A Guide to Using GIS in Historical Research*, Collection « AHDS Guides to Good Practice », Arts and Humanities Data Service, 2002, <http://hds.essex.ac.uk/g2gp/gis/index.asp>, page consultée le 22-10-2017.

Son développement et ses développeurs

Le directeur général de CartoDB est Javier de la Torre il est aussi le cofondateur de Vizzuality, une compagnie en lien avec CartoDB qui utilise elle aussi les données pour créer des visualisations et pour faire de la « science citoyenne ⁵³», mais avec de très grandes quantités de données dont celles de Google, de la NASA et de l'Université d'Oxford, par exemple. La spécialité de Javier de la Torre est la « biodiversity informatics », particulièrement dans les données géoréférencées. Sa formation a débuté lorsqu'il étudiait pour devenir ingénieur agronome à l'Universidad Politécnica de Madrid et à Freie Universität Berlin. Par la suite, il a été professeur d'analyse de données et de visualisation à : « IE University's Master's program in Global Environmental » ⁵⁴. L'objectif qu'il poursuit à travers ses recherches est de trouver un moyen de conserver les différentes espèces animales par l'entremise des nouvelles technologies et avec la collaboration des individus par Internet⁵⁵. Pour l'accompagner dans le développement de CartoDB, il est entouré de plusieurs spécialistes dont Sergio Álvarez Leiva, nommé en 2014 comme étant le : « Top Innovator under 35 in Spain by MIT Technology Review ⁵⁶», de spécialistes en modélisation en trois dimensions, de scientifiques dans la biodiversité et de plusieurs autres développeurs se spécialisant chacun dans un domaine précis⁵⁷.

⁵³ Science citoyenne ou citizen science implique principalement une participation entre citoyen et spécialistes.

⁵⁴ CartoDB, New-York, Vizzuality, 2012. [En ligne], <http://cartodb.com/team/sergio-alvarez-leiva/>, page consultée le 22-10-2017.

⁵⁵ *Idem*, <http://cartodb.com/team/javier-de-la-torre/>

⁵⁶ *Idem*, <http://cartodb.com/team/sergio-alvarez-leiva/>

⁵⁷ *Idem*, <http://cartodb.com/team/>

Conditions d'utilisations

En ce qui concerne la licence de CartoDB, il est précisé que lorsqu'on utilise leur logiciel, tous les éléments de présentations et d'utilisations appartiennent à Vizzuality. Par exemple, tous les éléments suivants en font partie :

text, graphics, maps, logos, tools, photographs, images, illustrations, software or source code, audio and video, and animations (collectively, "Content") and Content from the collection of CartoDB public tables) are the property of Vizzuality and/or third parties and are protected by United States and international copyright laws⁵⁸.

Cependant, le contenu apporté par les utilisateurs demeure la propriété de ceux-ci et non à Vizzuality⁵⁹.

Dans un autre ordre d'idée, CartoDB peut être utilisé pour répondre aux besoins des historiens. De fait, CartoDB procure une plateforme aux possibilités presque infinies. Effectivement, on peut mettre en image des phénomènes particuliers en apposant plusieurs bases de données en relations pour en ressortir un propos visuellement remarquable. Par exemple, le site internet officiel de CartoDB propose des exemples de cartes interactives qui ont été réalisées selon les disciplines suivantes : l'architecture et l'ingénierie, les finances, « bi and analytics », l'observation de la terre et de l'espace, l'éducation, le gouvernement, la santé, le journalisme et les médias, les ressources naturelles, l'immobilier, les applications web et les études de cas⁶⁰.

En ce qui concerne les travaux en matière d'histoire, plusieurs historiens recourent aux SIG pour maximiser la compréhension et l'élaboration de leurs propos. Par contre,

⁵⁸ *Idem*, <http://cartodb.com/terms#subscriber>

⁵⁹ *Idem*, <http://cartodb.com/terms#subscriber>

⁶⁰ *Idem*, <http://cartodb.com/gallery/>

CartoDB ne permet pas aux utilisateurs avec un compte gratuit d’observer à travers tout le répertoire des cartes interactives pour trouver des visualisations sur des sujets d’histoire. Pour ce faire il faut que le créateur de la carte envoie un lien pour y accéder. Ce faisant il est difficile de calculer l’apport des historiens à cette plateforme technologique pour le moment. Par contre, il est évident qu’il s’agit d’un outil facile et efficace pour ceux-ci, alors tout indique un avenir prometteur dans la réalisation de carte interactive pour les historiens à l’aide de cette technologie.

L’apport de CartoDB

Réalisation de la carte interactive

Avant de parvenir à illustrer les éléments de réponses que peut apporter cette technologie, il est important de mentionner la manière dont a été réalisée la carte interactive avec CartoDB.

Tout d’abord, les données proviennent du ministère de la Culture et des Communications qui a rendu disponible une partie des données du *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*⁶¹. Ces données contiennent plusieurs informations pertinentes pour mon mémoire. En effet, dans le tableur on retrouve les colonnes pour : la position géoréférencée, la datation du bien, l’adresse complète avec la municipalité ou la ville, l’adresse d’une photo du bien avec son auteur, son détenteur des droits et la date quelle a été prise, l’autorité par laquelle le bien est entré dans le patrimoine, le numéro auquel le Répertoire l’associe, la catégorie (immeuble patrimonial, site, ...), la date

⁶¹ Culture et communication du Québec, *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/accueil.do?methode=afficher>, page consultée le 7 nov. 2014.

d'attribution du statut juridique de patrimoine, la description du bien, dans le tableur, le numéro de la région administrative associé, le nom de la région administrative, le nom du bien, le sous usage du bien (manoir seigneurial, moulin...), le statut juridique (classement, désignation, citation,...), la synthèse historique du bien, le lien vers la fiche du bien sur le site du *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* et l'usage actuel du bien (résidence, services et institutions, fonction industrielle...). D'ailleurs, puisque je m'intéresse aux manoirs seigneuriaux, mais aussi aux sites sur lesquels ils étaient, j'ai été dans l'obligation d'utiliser les données ouvertes intitulées : *les immeubles patrimoniaux classés par la ministre de la Culture et des Communications* et *Sites patrimoniaux classés par la ministre de la Culture et des Communications*⁶².

Une fois ces données intégrées au programme CartoDB sur deux couches différentes, il est possible de voir tous les immeubles et sites patrimoniaux sur la carte selon leur emplacement respectif. Avec mon intérêt porté sur les manoirs seigneuriaux, j'ai mis une troisième couche avec les immeubles patrimoniaux, mais en précisant au système d'afficher uniquement ceux qui présentaient dans la colonne sous-usage : « manoirs seigneuriaux ». De cette façon, les manoirs seigneuriaux sont différenciés du reste. Pour terminer le tout, j'ai inséré une quatrième couche, où les points ont été placés manuellement pour désigner les manoirs seigneuriaux absents du RPCQ et à l'étude dans ce mémoire. Éventuellement, cette dernière couche pourrait géoréférencer tous les manoirs seigneuriaux ne faisant pas partie du RPCQ à travers le Québec. Par la suite, des caractéristiques sur l'interface ont été choisies pour que l'ensemble soit le plus agréable

⁶² Ces données sont disponibles par l'entremise du site sur le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* à l'adresse suivante : <http://www.donnees.gouv.qc.ca/?node=/resultat-recherche&query=patrimoine%20culturel>

et ergonomique possible. Par exemple, lorsque l'on glisse le curseur sur un point géoréférencé, on a comme information le nom du bien, sa catégorie, son sous-usage et son usage. Si on clique sur le point, on retrouve comme information : le nom, la catégorie, la description du bien, l'adresse, la municipalité, le sous-usage, l'URL de la photo, l'URL du lien vers sa fiche sur le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* et son usage. Par ailleurs, une légende a été ajoutée avec un code de couleur pour bien distinguer le tout. Le résultat de cette manipulation avec CartoDB est disponible par ce lien : <http://cdb.io/1wvXtk9>. De plus, même si la carte semble chargée par tous les points, ils demeurent tous importants dans l'analyse de la patrimonialisation. En outre, il m'est possible de désactiver les points des couches que je désire, à tout moment.

Utilité de la carte interactive

Tout d'abord, la carte interactive telle que représentée à ce moment permet déjà d'élaborer des interprétations sur la patrimonialisation. En effet, on peut mettre en évidence la proportion des manoirs seigneuriaux selon les autres immeubles dans le Répertoire. On voit que les manoirs sont peu nombreux comparativement aux autres types de bâtiment. Par ailleurs, si on resitue les manoirs sélectionnés par rapport aux autres biens patrimoniaux, on observe qu'ils sont souvent accompagnés par les édifices religieux. Cette caractéristique permet de mettre en relation l'évolution parallèle qu'a connue le patrimoine seigneurial avec le patrimoine religieux. De plus, puisque les données correspondent à tout le Québec, cela permet d'aller au-delà de mon cadre spatial en donnant l'opportunité d'analyser si les phénomènes observés sont perceptibles dans les autres régions administratives. Par contre, la carte présentée à ce moment reste surtout un

outil pour observer adéquatement les données sur le patrimoine du Québec et plus précisément sur les manoirs à l'étude.

D'ailleurs, la localisation des manoirs disparus est toujours à un stade préliminaire, puisque trouver ces manoirs reste une charge de travail tout de même importante. Effectivement, seulement pour situer le manoir de La Pocatière, plusieurs démarches ont été nécessaires. De fait, j'ai eu besoin de la *Société historique de la Côte-du-Sud* qui m'a fourni une adresse et d'un groupe de la région qui est allée sur les lieux pour prendre une photo. Le bâtiment était tellement transformé que j'ai été dans l'obligation d'utiliser des contacts de la région pour rejoindre un membre de la famille des propriétaires du manoir, pour qu'il puisse me confirmer qu'il s'agit bel et bien de l'emplacement original et des restes du manoir. Alors, si on prend la Côte-du-Sud avec ses 14 seigneuries et les six analysées dans ce mémoire, il reste encore plusieurs manoirs non répertoriés. Par contre, il ne s'agit pas d'un projet impossible et une fois celui-ci réussit, il sera possible d'évaluer la proportion entre les manoirs conservés et transformés. Un moyen qui pourrait aider à combler les vides que nous avons en raison des oublies de certains lieux seigneuriaux serait de faire participer la communauté c'est-à-dire effectuer du « crowdsourcing ».

Perspective future avec CartoDB

Tout d'abord, une carte interactive avec tout le patrimoine seigneurial serait intéressante à élaborer pour voir la proportion que comprend celui-ci sur le reste des autres biens patrimoniaux. De plus, cela permettrait de faire un état des lieux pour savoir ce qui a été conservé, ce qui a disparu et ceux qui nécessitent une restauration.

Par la suite, il serait intéressant de représenter les manoirs ayant accédé au Répertoire, selon les lois sur le patrimoine. À cela peut s'ajouter une couche avec les dates d'admissions et une autre selon les partis politiques au pouvoir lors de leur adhésion au répertoire. De cette façon, on pourrait visualiser l'implication des différents partis politiques en matière de patrimoine.

Un autre projet de carte intéressant à réaliser en lien avec mon mémoire serait de mettre en place les manoirs selon le type de seigneur (roturier ou noble) tout en effectuant un lien avec les matériaux du bâtiment, si le manoir a été conservé et s'il fait partie du patrimoine. La création de cette carte permettrait d'évaluer si une importance supplémentaire est attribuée par la population et le gouvernement pour les bâtiments ayant été la propriété d'une famille noble.

Par ailleurs, il serait digne d'intérêt de faire une comparaison avec l'inventaire qu'a effectué Pierre-George Roy avec ceux de Raymonde Gauthier et de celui du *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*, puisqu'avec la *Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique* de 1922 et la Commission des monuments historiques, Pierre-Georges-Roy a obtenu le mandat de répertorier le patrimoine du Québec. Au final, il réalise *Vieux manoirs, vieilles maisons*⁶³ en 1927. Aucun document ou écrit n'explique la méthode employée par Roy pour sa sélection des bâtiments. Cependant, on sait qu'il est l'auteur de nombreuses monographies de familles nobles ou seigneuriales, dont *La famille Juchereau-Duchesnay* publiée en 1903, ce qui vient certainement alimenter sa réflexion et sa conscience de l'importance de

⁶³ Pierre-Georges Roy, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1927, 376 p.

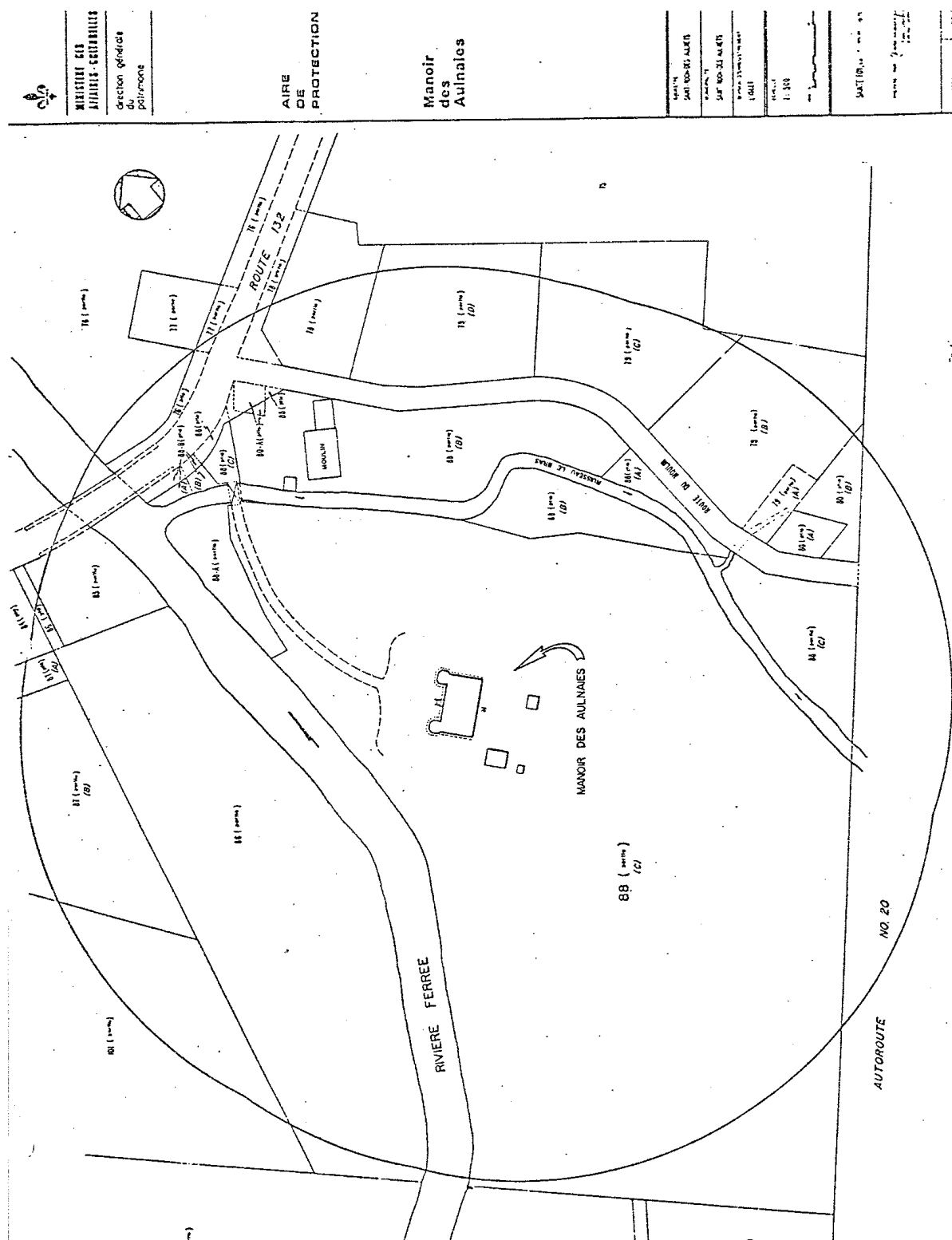
ce passé seigneurial dans l'histoire du Québec. Ensuite, avec la *Loi sur les biens culturels* de 1972, une mise à jour des répertoires du patrimoine s'effectue. En 1976, Raymonde Gauthier poursuit et met à jour le travail de Roy en publiant *Les manoirs du Québec*⁶⁴. Il s'agit d'un répertoire des manoirs existants ou disparus qui attribue des valeurs patrimoniales architecturales et historiques à ceux-ci. La carte finale de cette comparaison permettrait une visualisation de l'évolution du patrimoine au Québec.

Dans un autre ordre d'idée, il serait intéressant d'effectuer une visualisation avec les manoirs seigneuriaux, mais avec comme fond : une carte des seigneuries de l'époque. De cette façon, on pourrait analyser l'importance de la localisation du manoir selon la seigneurie et les autres environnantes.

En conclusion, CartoDB est un outil que les historiens devraient utiliser davantage, puisqu'il est facile d'apprentissage et permet de visualiser adéquatement les SIG pour donner la possibilité d'effectuer des interprétations. À partir de mon mémoire, plusieurs avenues sont possibles pour l'élaboration de cartes interactives.

⁶⁴ Raymonde Gauthier, *Les manoirs du Québec*, Québec, Fides, coll. Connaissance du Québec, 1976, 244 p.

ANNEXE C : Aire de protection du manoir des Aulnaies



Source : Archives Seigneurie des Aulnaies

ANNEXE D : Lettre pour une demande de classement pour le manoir de Saint-Roch des Aulnaies

Je, soussignée, Madame [redacted]
[redacted] demande par la présente le classement
comme monument et site historiques [redacted], savoir:

Un édifice et le terrain sur lequel il
est construit, le tout situé sur les lots 88 et 103 du ca-
dastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies.

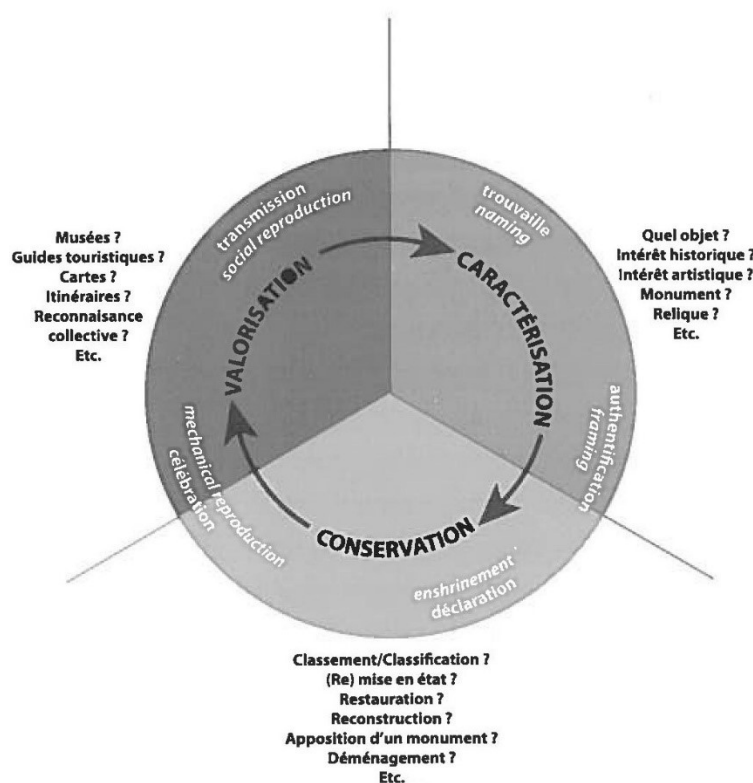
[redacted]
[redacted]
[redacted]
[redacted]
[redacted]

[redacted]
[redacted]

QUEBEC, ce 9 novembre 1961.

Source : Ministère de la Culture et des Communications, « Lettre de madame
« Caviardé » pour la Commission des monuments historiques », Québec, 9 novembre
1961.

ANNEXE E : La patrimonialisation, vue sous l'angle du cycle d'investissement patrimonial



La patrimonialisation, vue sous l'angle du cycle d'investissement patrimonial. On peut ici reconnaître, quoiqu'elles soient enchaînées dans le cycle, les étapes de la sacralisation ou de la patrimonialisation telles qu'elles sont identifiées par Dean MacCannell et, plus récemment, par Jean Davallon ; c'est en parallèle de la « vie sociale » du patrimoine jalonnée par ces étapes que nous situons ici une « vie objectale », la génération de l'œuvre patrimoniale, ponctuée par la caractérisation, par la conservation et par la valorisation de l'artefact patrimonial qui voit ainsi, au fil des ans et de l'enchaînement éventuel des vies objectales, son apparence adaptée aux goûts d'époques successives. Quelque part entre l'objet et notre regard, la caractérisation, la conservation et la valorisation interpellent en effet la matérialité du patrimoine, en quête d'une configuration physique adéquate en fonction des conditions du savoir patrimonial et de l'air du temps. Elles s'entraînent l'une l'autre, en sédimentant, retenues ou fossilisées dans l'artefact patrimonial investi, puis réinvesti (ou non) et réinvesti encore, etc. : ainsi le patrimoine d'aujourd'hui peut-il faire état des conceptions patrimoniales passées, et notre patrimonialisation, témoigner des patrimonialisations qui l'ont précédée. C'est la mémoire patrimoniale. Schéma : Marike Paradis.

**ANNEXE F : Correspondance entre Gérard Morisset et « votre tout dévoué » du
24 novembre 1958 au 11 juin 1959**

Cap St-Ignace, 24 novembre 1958.

M. Gérard Morisset, notaire,
Conservateur du Musée Provincial,
Québec.

Cher monsieur,

Au cours de l'automne 1957, le notaire
[redacted] vous faisait parvenir
une demande afin de classer parmi les monuments histo-
riques la maison de pierre [redacted]
[redacted]

Cette demande a-t-elle été étudiée par le
Comité ?

Je serais intéressé à connaître la décision
du dit Comité.

Espérant vous lire par un prochain courrier,
veuillez me croire,

Votre tout dévoué.
[redacted]
[redacted]

Cap St-Ignace, le 23 février 1959.

M. Gérard Morisset, Sec,
Commission des monuments historiques,
Musée de la Province,
Québec.

Cher monsieur,

J'accuse réception de votre lettre en date
du 3 février. Je suis heureux de voir que vous ne
m'avez pas oublié et que personne n'est opposé au
classement

vu la situation je vous demande de me faire
parvenir les documents nécessaire pour la demande de
classement afin de les remplir le plus vite possible.

vous remerciant à l'avance, je demeure
monsieur,

votre tout dévoué,

A QUI DE DROIT: -

Je demande que la Commission des Monuments et Sites Historiques ou Artistiques veuille bien classer comme monument historique [REDACTED] située sur le lot numéro deux cent onze (211), au cadastre officiel de la paroisse de Cap St-Ignace, contenant cent âres en superficie, et communément appelée " MANOIR GAMACHE ".

Cette bâtisse est en pierre des champs et mesure 49' par 34' , avec annexe de 19' par 21', et a un étage et demi., et est âgée d'au-delà de 200 ans.-

Et, j'ai signé à Montmagny, ce 11ième jour de juin, 1959 . -

[REDACTED]

Nous, soussignés, avons pris connaissance de la présente demande et y consentons. -

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

ARCHIVES CORPORATION TOURISTIQUE DE LA SEIGNEURIE DES AULNAIES

AUBERT DE GASPÉ, Philippe. *Les anciens Canadiens*. Québec, Desbarats et Derbyshire, 1863. 411 p.

AUBERT DE GASPÉ, Philippe. *Mémoires*. Ottawa, Desbarats imprimeur-éditeur, 1866. 565 p.

BAnQ-Québec, Fonds E39 - *Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales*. Série 100, sous série 1, rapport de Rivière du Sud.

CONSEIL DE L'EUROPE. *Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société*. Faro, 27.X.2005.

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-ROCH-DES-AULNAIES

CUELLAR, Jennifer. « 9 Charming Historic Towns in Canada ». [En ligne], <https://travelblog.expedia.ca/9-charming-historic-towns-canada/>, blog expedia.ca, 8 mars 2017, page consultée le 20-03-2017.

Fonds Société historique de la Côte-du-Sud. F001, 72, PV, A1/2/1/8, p. 176.

GAUTHIER, Raymonde. *Les manoirs du Québec*. Québec, Fides, coll. Connaissance du Québec, 1976. 244 p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. « Certificat changement de nom », 1976.

Journal inconnu, « Qui voulait des meubles du manoir de [sic] Aulnaies? », vers 1974.

LABERGE, Alain et Jacques MATHIEU. *L'Occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent: les aveux et dénombrements. 1723-1745*. Québec, Septentrion 1991. 416 p.

LESSARD, Pierre. *Trois démarches de sensibilisation et d'animation d'un milieu amorcées par un groupe de travail autour d'un élément de patrimoine bâti : le vieux moulin Marcoux de Pont-Rouge, le vieux presbytère de Deschambault, la seigneurie des Aulnaies*. Québec, Conseil de la culture de la région de Québec, 1981. 93 p.

LÉVESQUE-DUPÉRÉ, Mathieu. Entretien avec Yves Sévigny, directeur du Musée régional de Kamouraska, 27-03-2015.

- LÉVESQUE-DUPÉRÉ, Mathieu. Entretien avec Pierrette Maurais, archiviste à la *Société historique de la Côte-du-Sud*, « Questions (15) pour la *Société historique de la Côte-du-Sud* », 10-052016.
- LÉVESQUE-DUPÉRÉ, Mathieu. Entretien téléphonique avec Fernand Boucher, propriétaire du moulin Ouellet de Cap-Saint-Ignace, 04-10-2017
- LÉVESQUE-DUPÉRÉ, Mathieu. Entretien téléphonique avec Rosaire Michaud, propriétaire du manoir de Kamouraska, 21-11-2017.
- LÉVESQUE-DUPÉRÉ, Mathieu. Photo, « Plaque explicative sur le terrain du manoir Gamache », Figure 13, 12-11-2015.
- MAURIS, Pierrette. « Entrevue avec Mme Joseph Harton en 1982 », Archives de la Côte-du-Sud et du Collège de Sainte-Anne (La Pocatière) (ACSCSA), F148
- MAURIS, Pierrette et Mona CHÉNARD. *La Seigneurie des Aulnaies Cahier de formation*. mai 2000. 165 p.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. « Correspondance du 24 novembre 1958 au 23 février 1959 entre Gérard Morisset, notaire, conservateur au musée provincial et individu(s) caviardé(s), pour le classement du manoir Gamache ». Trois lettres, documents reçu à la suite d'une demande à l'information au ministère, 1958-1959.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. *La Loi sur le patrimoine culturel Le guide pratique destiné aux municipalités*. Québec, 2012, 89 p.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. « Lettre de madame « Caviardé » pour la Commission des monuments historiques », Québec, 9 novembre 1961.
- MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-PORT-JOLI. *Extrait du livre des règlements*, « Règlement 606-06 », 15-05-2006.
- RAYMOND, Yvonne, *Collection Musée de Kamouraska*. 1990. 50 p.
- ROY, Pierre-Georges. *La famille Taché*. Lévis, 1904. 200 p.
- ROY, Pierre-Georges. *Les monuments commémoratifs*. Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1923. 315 p.
- ROY, Pierre-Georges. *Les vieilles églises de la province de Québec*. Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1925. 323 p.

ROY, Pierre-Georges. *Vieux manoirs, vieilles maisons*. Québec, Commission des monuments historiques de la province de Québec, 1927. 376 p.

« RSVSL » Répertoire seigneurial de la vallée du Saint-Laurent gouvernement de Québec, (seigneurie Gamache).

« RSVSL » gouvernement de Québec, (seigneurie Port-Joly).

TRUDEL, Marcel. *Le régime seigneurial*. Ottawa, La société historique du Canada, Brochure historique N°6, 1971 [1956]. 25 p.

II. Lois

Loi des monuments historiques, 11-12 Eliz. II, c. 1963.

Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique, 12 Geo. V, c. 1922.

Loi relative aux monuments, sites et objets historiques ou artistiques, 11-12 Éliz. II, c. 1952.

Loi sur le patrimoine culturel, (chapitre P-9.002)

Loi sur les biens culturels (chapitre B-4).

III. Ouvrages généraux

GRENIER, Benoît. *Brève histoire du régime seigneurial*. Montréal, Boréal, 2012, 245 p.

LABERGE, Alain et al. *Histoire de la Côte-du-Sud*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993. 644 p.

SAINT-PIERRE, Jacques. *La Côte-du-Sud*. Québec Éditions de l'IQRC, coll. Les régions du Québec histoire en bref, 2000. 180 p.

IV. Études

ADAM, Francine. *Les moulins à eau du Québec: du temps des seigneurs au temps d'aujourd'hui*. Montréal, Éditions de l'Homme, 2009. 190 p.

ARCHÉOTEC inc., *Patrimoine archéologique des moulins du Québec*. Étude produite pour le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans le cadre de la participation du Québec au Répertoire canadien des Lieux patrimoniaux, 2008. 140 p

AUBERTIN, Marie-Noëlle. « Ingrédients de base pour un patrimoine gastronomique ». *Continuité*, n° 130, 2011. p. 18-20.

- AUBERTIN, Marie-Noëlle et Geneviève SICOTTE dir., *Gastronomie québécoise et patrimoine*. Québec, Presse de l'Université du Québec, coll. Nouveaux patrimoines. 2013. 274 p.
- BASDEVANT-GAUDEM, Brigitte, Marie CORNU, Jérôme FROMAGEAU, Groupe de recherche sur le droit du patrimoine culturel et naturel et Centre droit et sociétés religieuses (Université Paris-Sud), eds. *Le patrimoine culturel religieux: enjeux juridiques et pratiques culturelles*. Paris, L'Harmattan, 2006. 349 p.
- BERNIER, Marc André, Claude LA CHARITÉ et al. dir. *Philippe Aubert de Gaspé mémorialiste*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2009. 242 p.
- BERTHOLD, Étienne. *Patrimoine, culture et récit l'île d'Orléans et la place Royale de Québec*. Presses de l'Université Laval, 2012. 221 p.
- BONNAIN, Rolande, Gérard BOUCHARD et Joseph GOY, dir. *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIII^e-XIX^e siècles*. Paris et Lyon, Villeurbanne et Presses universitaires de Lyon, 1992. 434 p.
- BOUCHARD, Gérard et Joseph GOY, dir. *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècle)*. Chicoutimi et Paris, SOREP et EHESS, 1990. 388 p. [colloque tenu à Montréal en février 1990]
- BOUCHARD, Gérard, John A. Dickinson et Joseph GOY, dir. *Les terre en France et au Québec XVII^e-XX^e siècles*. Sillery, Septentrion, 1998. 336 p. [colloque tenu à Montréal en juin 1997]
- CASTONGUAY, Jacques. *La seigneurie de Philippe Aubert de Gaspé*. Montréal, Fides, 1977. 162 p.
- CASTONGUAY, Jacques. *Philippe Aubert de Gaspé: Seigneur et homme de lettres*. Sillery, Québec, Septentrion, 1991. 202 p.
- CASTONGUAY, Jacques. *Seigneurs et seigneuses: à l'époque des Aubert de Gaspé*. Montréal, Fides, 2007. 164 p.
- CHASSÉ, Béatrice. *La seigneurie des Aulnaies*. Québec, ministère des Affaires culturelles, 1984. 16 p.
- CHHIM, Koliny et Musée de la civilisation. *Patrimoine religieux: problématiques, réflexions et pistes de solutions*. Québec, Musée de la civilisation, 2005. 68 p.
- COATES, Colin M. *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*. Sillery, Septentrion, 2003 [2000], 262 p.

- COOMANS, Thomas, Luc NOPPEN et Lucie K. MORISSET. *Quel avenir pour quelles églises? What future for which churches?* Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006. 608 p.
- COURVILLE, Serge. *Entre ville et campagne: l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1990. 335 p.
- DAOUST, Jean-Michel. « Réalité, fiction et tradition : La représentation du seigneur et de la seigneurie dans Marguerite Volant ». Dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*. Québec, Septentrion, 2016. p. 334-363.
- DE BLOIS, Solange. « Les moulins de Terrebonne (1720-1775) ou les hauts et les bas d'une entreprise seigneuriale ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 1, été 1997. p. 39-70
- DESCHÊNES, Gaston. *L'année des Anglais: La Côte-du-Sud à l'heure de la Conquête*. Collection Histoire Des Pays, Sillery, Septentrion, 1988. 180 p.
- DESCHÊNES, Gilles. *Quand le vent faisait tourner les moulins, trois siècles de meunerie banale et marchande au Québec*. Québec, Septentrion, 2009. 312 p.
- DUBÉ, Jean-Claude. *Le chevalier de Montmagny (1601-1657): premier gouverneur de la Nouvelle-France*. Québec, Fides, 1999. 430 p.
- DROUIN, Martin. « Identité et mise en valeur du patrimoine au Québec », dans Cristina Bucina et Nicolas Simard, dir., *L'identité - zones d'ombre*. Québec, Les cahiers du CÉLAT, 2002. p. 161-170.
- DROUIN, Martin. « Les groupes voués à la sauvegarde du patrimoine et les enjeux de l'identité urbaine dans le Montréal des années 1970 », dans Frédéric Lasserre et Aline Lechaume, dir., *Le territoire pensé: géographie des représentations territoriales*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003. p. 297-312.
- DROUIN, Martin. *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005. 386 p.
- DROUIN, Martin (dir.) *Patrimoine et patrimonialisation : du Québec et d'ailleurs*. Québec. Éditions MultiMondes, 2006. 256 p.
- DROUIN, Martin. « Parcourir le Vieux-Montréal: offre touristique et interprétation du patrimoine », dans Paul-André Linteau et Joanne Burgess, dir., *Le Vieux-Montréal, un « quartier d'histoire »*. Québec, Éditions Multimondes, 2010. p. 79-92.
- DROUIN, Martin et Anne RICHARD-BAZIRE (dir.) *La sélection patrimoniale, Québec*. Éditions MultiMondes, 2011. 374 p.

- FILION, Serge, Marie-Josée DESCHÊNES et Commission de la Capitale nationale du Québec. *Le patrimoine religieux*. Québec, Commission de la Capitale nationale Québec, 2004. 8 p.
- FLAMAND-HUBERT, Maude. « La maison Louis-Bertrand : lieu de mémoire et d'histoire ». Dans Karine HÉBERT et Julien GOYETTE, dir., *Histoire et idées du patrimoine, entre régionalisation et mondialisation*, Québec, éditions MultiMondes, 2010. p. 141-160.
- FLAMAND-HUBERT, Maude. *Louis-Bertrand à L'Isle-Verte (1811-1871) : Régime foncier et exploitation des ressources*. Mémoire (M. A.), Université du Québec à Rimouski, 2011. 215 p.
- FORTIN, Jonathan. « La substitution fidéicommissaire et la transmission du patrimoine dans la première moitié du XIX^e siècle : le cas des seigneurs usufruitiers ». Dans Benoît Grenier *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion, 2016. 483 p. 91-117.
- GHALI, Naim. Cité dans Sara-Cosette BLAIS, « L'église La Nativité de Notre-Dame de Beauport, lieu patrimonial à réinventer ». Dans Martine ROBERGE, *Valoriser la culture francophone: des stratégies communautaires et identitaires*. Québec, Presses de l'université Laval, 2016. 238 p.
- GOYETTE, Julien et Karine HÉBERT. *Histoire et idées du patrimoine: entre régionalisation et mondialisation*. Québec, Éditions MultiMondes, 2010. 314 p.
- GOY, Joseph et Jean-Pierre WALLOT, dir. *Société rurale dans la France de l'Ouest et au Québec (XVII^e-XX^e siècles). Actes des colloques de 1979 et 1980*. Montréal et Paris, Université de Montréal et École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1981. 254 p.
- GOY, Joseph et Jean-Pierre WALLOT, dir. *Évolution et éclatement du monde rural. Structures, fonctionnemenet et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises. XVII^e-XX^e siècles*. Paris et Montréal, Éditions de l'ÉHESS et Presses de l'Université de Montréal, 1986. 518 p. [colloque tenu en 1982 à Rochefort]
- GREER, Allan. *Habitants, Marchands et Seigneurs. La société rurale du Bas-Richelieu 1740-1840*. Sillery, Septentrion, 2000 [1985]. 358 p.
- GREER, Allan. *Habitants et patriotes : la rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*. Montréal : Boréal, 1997. 370 p.
- GRENIER, Benoît. « Devenir seigneur en Nouvelle-France : Mobilité sociale et propriété seigneuriale dans le gouvernement de Québec sous le régime français ». M.A., (histoire) Université Laval, 2000. 135 p.

- GRENIER, Benoît. *Marie-Catherine Peuvret (1667-1739). Veuve et seigneuresse en Nouvelle-France*, Sillery, Septentrion, 2005, 260 p.
- GRENIER, Benoît. « Gentilshommes campagnards. La présence seigneuriale dans la vallée du Saint-Laurent (XVII^e-XIX^e siècle) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, n^o 4 printemps 2006. p. 409-449
- GRENIER, Benoît. *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France: présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007. 409 p.
- GRENIER, Benoît. « Mort d'extrême vieillesse : histoire et mémoire du régime seigneurial depuis 1854 ». Dans Benoît GRENIER *et al.*, *Nouveaux regards en histoire seigneuriale*, Québec, Septentrion, 2016. p. 398-430.
- GRENIER, Benoît et Stéphanie LANTHIER. « L'appartenance seigneuriale de l'écrivaine Anne Hébert », Projection suivie d'une discussion dans le cadre des Journées des sciences humaines 2017, Université de Sherbrooke, 7 mars 2017.
- GRENIER, Benoît. « Les paradoxes de la mémoire seigneuriale au Québec : entre mythologie et oubli ». Dans *Mémoires canadiennes. Actes du colloque de l'Association française d'études canadiennes*, Rennes 2013, Rennes, Presses universitaires de Rennes, sous presse.
- GRENIER, Hélène. *Les étrangers au Canada sous le régime français*. Mémoire (M.A.), Université de Sherbrooke, 1992. 181 p.
- HÉBERT, Karine. « Entre champ d'intérêt et objet de pression, le patrimoine. Les luttes pour la conservation du Château Ramezay, 1893-1932 ». Dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin (dir.), *De la représentation à la manifestation. Groupes de pression et enjeux politiques au Québec, XIX^e et XX^e siècles*. Québec, Septentrion, 2014. p. 342-365.
- HÉBERT, Yves. *Montmagny: une histoire, 1646-1996 : la seigneurie, le village, la ville*. Montmagny, 1996. 304 p.
- LABERGE, Alain. « État, entrepreneur, habitants et monopole : le « privilège » de la pêche au marsouin dans le Bas-Saint-Laurent, 1700-1730 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, no 4, mars 1984. p. 543-556
- LABERGE, Alain. *Portraits de campagne la formation du monde rural laurentien au XVIII^e siècle*. Québec, Presses de l'Université de Laval, 2010. 164 p.

- LARIN, Robert et Marie-Joëlle LARIN-LAMPRON, *Le Manoir Rioux-Belzile à Trois-Pistoles. Histoire d'une maison, d'une famille, d'une société et d'un village*. Québec, Septentrion, 2013. 255 p.
- LEBRUN, François et Normand SÉGUIN, dir. *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles. Actes du colloque franco-québécois de Québec (1985)*. Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987. 416 p.
- LE DEVOIR. « Droits dérivés de la téléserie Marguerite Volant - Le Baluchon et Cité-Amérique s'entendent pour 600 000 \$ ». [En ligne], <http://www.ledevoir.com/societe/medias/31423/droits-derives-de-la-teleserie-marguerite-volant-le-baluchon-et-cite-amerique-s-entendent-pour-600-000>, *Le Devoir*, 9 juillet 2003. page consultée le 14-11-2017.
- LEDUC, Gilbert. « Daniel Laprise voit... haut! ». [En ligne], <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201404/25/01-4761026-daniel-laprise-voit-haut.php>, *Le Soleil*, 26 avril 2014. Page consultée le 10-03-2016.
- LEFEBVRE, Solange. *Le patrimoine religieux du Québec éducation et transmission du sens* Québec, Presses de l'Université Laval, 2009. 416 p.
- LESSARD, Pierre. *Trois démarches de sensibilisation et d'animation d'un milieu amorcées par un groupe de travail autour d'un élément de patrimoine bâti : le vieux moulin Marcoux de Pont-Rouge, le vieux presbytère de Deschambault, la seigneurie des Aulnaies*. Québec, Conseil de la culture de la région de Québec, 1981. 93 p.
- MATHIEU, Jacques. *La vie méconnue de Louis Hébert et Marie Rollet*. Québec, Septentrion, 2017. 248 p.
- MARTIN, Roland. *Saint-Roch-des-Aulnaies : les seigneurs, le manoir, le moulin banal, les maisons de pierre*. La Pocatière, Société historique de la Côte-du-Sud, 1975. Coll. Cahiers d'histoire. 159 p.
- MOREL DE LA DURANTAYE, Jean-Paul. *Olivier Morel de La Durantaye: officier et seigneur en Nouvelle-France*. Québec, Septentrion, 1997. 223 p.
- MOREL DE LA DURANTAYE, Jean-Paul. *Louis-Joseph Morel de la Durantaye : seigneur de Kamouraska*. Québec, Septentrion, 1999. 136 p.
- MORISSET, Lucie K. « Un conte patrimonial: l'invention du village canadien ». *British Journal of Canadian Studies*. vol. 24, no. 2, 2011. p. 119-159.
- MORISSETTE, Michel et Olivier LEMIEUX. « Le Régime seigneurial : un regard sur les manuels (2ème partie) ». *Traces*, vol. 51, no 2, printemps 2013. p. 38-42.

- NELLES, H. V. *L'histoire spectacle. Le cas du tricentenaire de Québec*. Montréal, 2003. 432 p.
- NOËL, Françoise. *The Christie Seigneuries. Estate, Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*. Montréal/Toronto, McGill-Queen's University Press, 1992, 222 p.
- NOPPEN, Luc et Lucie K. MORISSET. *Lieux de culte: situés sur le territoire de la ville de Québec*. Québec, Service de l'urbanisme, 1994. 3 vol.
- NOPPEN, Luc et Lucie K. MORISSET. *Art et architecture des églises à Québec: foi et patrie*. Québec, Ministère de la culture et des communications du Québec, 1996. 179 p.
- NOPPEN, Luc et Lucie K. MORISSET. « De la ville idéale à la ville idéale : l'invention de la place royale à Québec ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. vol. 56, n° 4, 2003. p. 453-479.
- NOPPEN, Luc et Lucie K. MORISSET. *Les églises du Québec : un patrimoine à réinventer*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005. 434 p.
- NOPPEN, Luc. *Les églises du Québec, 1600-1850*. Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977. 298 p.
- NOPPEN, Luc, Lucie K. MORISSET et Robert CARON. *Colloque international sur l'avenir des biens d'Église : La conservation des églises dans les villes-centres: actes du Premier Colloque international sur l'avenir des biens d'Église, Québec, juin 1997*. Québec, Septentrion, 1997. 202 p.
- NOOTENS, Thierry. *Fous, prodiges et ivrognes : familles et déviance à Montréal au 19^e siècle*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2007. 308 p.
- PARADIS, Alexandre. *Kamouraska (1674-1948)*. Québec, Des ateliers de l'Action Catholique, 1948. 394 p.
- ROMPILLON, Samantha et Alain ROY. « Une trace mythique : les moulins laurentiens ». Dans Marc SAINT-HILAIRE, Alain ROY, Mickaël AUGERON et Dominique GUILLEMET, dir., *Les traces de la Nouvelle-France au Québec et en Poitou-Charentes*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2008. p. 162-165.

- ROY, Guy-André et Andrée RUEL. *Le patrimoine religieux de l'Île d'Orléans*. Québec: Ministère des affaires culturelles, 1982. 313 p.
- ROY, Léon. *Les terres de la Grande-Anse des Aulnaies et du Port-Joly*. Lévis, 1951. 304 p.
- SAINT-HILAIRE, Marc, Alain ROY, Mickaël AUGERON et Dominique GUILLEMET, dir. *Les traces de la Nouvelle-France au Québec et en Poitou-Charentes*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2008. 309 p.
- SAINT-PIERRE Serge. « Le manoir de Gaspé : architecture, histoire et archéologie ». *Le Javelier*, vol. 24, no 1 (2008). p. 12-14.
- THUOT, Jean-René (inédit). « Patrimonialisation des mémoires, mémoire de la patrimonialisation : le cas de L'Isle-Verte », communication inédite présentée dans le cadre de la Journée d'étude en patrimoine à organisée dans le cadre du *Forum canadien de recherche publique en patrimoine*, Centre Joseph-Charles-Taché de l'UQAR, 20 janvier 2012.
- THUOT, Jean-René. « L'évolution du paysage bâti de Lachenaie, XVIIIe-XXe siècles : statuts élitaires et architecture domestique dans les campagnes laurentiennes », *Journal de la Société pour l'étude de l'architecture au Canada*, vol. 39, no 1 2014, p. 71-86.
- THUOT, Jean-René. « L'imaginaire seigneurial : les points de convergence entre recherche fondamentale, initiatives touristiques et mémoires communautaires ». Dans Benoît Grenier *et al. Nouveaux regards en histoire seigneuriale*. Québec, Septentrion, 2016. p. 364-397.
- VIAU, Robert. « Philippe Aubert de Gaspé : juge et partie du régime seigneurial ». *Études littéraires canadiennes*, vol. 37, n°2 2012. p. 73-94.
- WATELET, Hubert. « Ombres et lumières d'un vaste projet : L'histoire rurale comparée de la France de l'Ouest et du Québec ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 43, n° 2 automne 1989, p. 233-245.
- WIEN, Thomas. *Peasant accumulation in a context of colonization : Rivière-du-Sud, Canada, 1720-1775*. Thèse de doctorat (histoire), Université McGill, 1988. 364 p.

IV. Sites internet

ASSOCIATION DES MOULINS DU QUÉBEC (AMQ). [En ligne], <http://www.lesjournéesdesmoulins.com/nouvelle-page.ws>, page consultée le 19 déc. 2014.

AUBERT DE GASPÉ, Philippe. *Les anciens Canadiens*, Québec, La Bibliothèque électronique du Québec, Collection Littérature québécoise. Volume 15 : version 1.2. [En ligne], <https://beq.ebooksgratuits.com/pdf/Gaspe-Canadiens.pdf>, page consultée le 08-06-2016. 593 p.

BÉLAIR, Michel. « Traduction - La multiplication des frontières : Les anciens Canadiens a connu trois relectures anglaises ». *Le Devoir*, 2013. [En ligne], <http://www.ledevoir.com/societe/education/377105/la-multiplication-des-frontieres>, page consultée le 26-10-2017.

BERNARD, Éric. « Le Manoir des Érables acquis dans sa totalité par un Magnymontois ». [En ligne], <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/les-regions/201310/23/01-4702972-le-manoir-des-erables-acquis-dans-sa-totalite-par-un-magnymontois.php>, *Le Soleil*, 24 octobre 2013, page consultée le 10-03-2016.

CARTODB. « Les manoirs seigneuriaux dans le patrimoine culturel du Québec », carte interactive, réalisé par Mathieu Lévesque-Dupéré, avec les données ouvertes du ministère de la Culture et des Communications, <http://cdb.io/1wvXtk9>

CARTODB, New-York, Vizzuality, 2012. [En ligne], <http://cartodb.com/>, page consultée le 22-10-2017.

COMMISSION DE TOPONYMIE QUÉBEC. [En ligne], <http://www.toponymie.gouv.qc.ca/ct/accueil.aspx>, page consultée le 24-04-2016.

CONSEIL DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC. [En ligne], <http://www.cpcq.gouv.qc.ca/index.php?id=histoire>, page consultée le 27 sept. 2015.

CULTURE ET COMMUNICATION DU QUÉBEC. *Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/accueil.do;jsessionid=4E345BAB48EB48282563C5F9FC6E03A7?methode=afficher>, page consultée le 10-04-2016.

DESCHÊNES, Gaston. *La Côte-du-Sud, d'hier à aujourd'hui*. [En ligne], exposé présenté à l'Université rurale québécoise, http://www.uqar.ca/files/urq/2007/la_cote-du-sud_d_hier_a_aujourd_hui_gaston_deschenes.pdf, 17 septembre 2007.

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU CANADA. [En ligne], Université Laval, <http://www.biographi.ca/fr/index.php>, page consultée le 14-04-2016.

DICTIONNAIRE LAROUSSE EN LIGNE. « Patrimoine ». [En ligne], <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/patrimoine/58700?q=patrimoine#58342>, page consultée le 21-04-2017.

GREGORY, Ian. *Place in History. A Guide to Using GIS in Historical Research*. Collection « AHDS Guides to Good Practice ». Arts and Humanities Data Service, 2002. <http://hds.essex.ac.uk/g2gp/gis/index.asp>, page consultée le 22-10-2017.

GRENIER, Benoît. « Seigneurie de Beauport ». Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française. [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-290/Seigneurie%20de%20Beauport#.VPzPR_mG-So, page consultée le 8 mars 2015.

LA SEIGNEURIE DES AULNAIES. [En ligne], <http://www.laseigneuriedesaulnaies.qc.ca/>, page consultée le 18-04-2016.

LEFEBVRE, Yves. « Dossier : le patrimoine culturel ». [En ligne], BAnQ, http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/publications/a_rayons_ouverts/aro_90/aro_90_dossier.html#histoire, page consultée le 04-04-2016.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS. « Patrimoine immatériel ». <http://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=5118>, page consultée le 7 mars 2015.

MUNICIPALITÉ DE SAINT-JEAN-PORT-JOLI. « Parc des Trois-Bérets ». [En ligne], <http://www.saintjeanportjoli.com/default.asp?p=gal>, page consultée le 25-04-2016.

MUSÉE DE L'ACCORDEON. « Musée : Le Manoir Couillard-Dupuis ». [En ligne], <http://www.accordeonmontmagny.com/mda/le-manoir-couillard-dupuis/>, page consultée le 24-11-2016.

MUSÉE DE LA MÉMOIRE VIVANTE. « 100 ans après sa destruction : Résurgence du manoir de la famille de Gaspé à Saint-Jean-Port-Joli ». *Communiqué de presse*. [En ligne], https://www.chaudiereappalaches.com/fichiersUpload/actualites/archives/fichiers/20090430083248Communiquede presse_100ansapressadestruction.pdf, page consultée le 15-04-2016.

MUSÉE DE LA MÉMOIRE VIVANTE. [En ligne], <http://www.memoirevivante.org/> page consultée le 11-09-2016.

NGUYÊN-DUY, Véronique. Encyclopédie de l'Amérique française. « Téléseries d'époque et tourisme ». [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-500/T%C3%A9l%C3%A9series_d%27%C3%A9poque_et_tourisme.html#.WNvXu2_hDIU, page consultée le 29-03-2017.

SAINT-PIERRE, Serge. « Philippe-Aubert de Gaspé, Des Anciens canadiens au Musée de la mémoire vivante ». Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française. [En ligne], http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-265/Philippe-Aubert%20de%20Gasp%C3%A9,%20Des%20Anciens%20canadiens%20au%20Mus%C3%A9e%20de%20la%20m%C3%A9moire%20vivante#.VTVmqyF_Oko, page consultée le 20 avril 2015.

SIMARD, Jean et Nicole BOURGAULT. « Saint-Jean-Port-Joli et son patrimoine religieux ». Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française. [En ligne], <http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-686/Saint-Jean-Port-Joli%20et%20son%20patrimoine%20religieux#.Vx4v0fnhDIU>, page consultée le 25-04-2016.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE LA CÔTE-DU-SUD. [En ligne], <http://www.shcds.org/>, page consultée le 16-04-2016.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL. *Programme de recherche en démographie historique (PRDH)*, <https://www.genealogie.umontreal.ca/fr/le-prdh>

VILLE MONTMAGNY. [En ligne], <http://www.ville.montmagny.qc.ca/fr/accueil/>, page consultée le 02-11-2016.